

Université Toulouse - Jean Jaurès

Institut Pluridisciplinaire pour les Études sur les Amériques
à Toulouse (IPEAT)

Master mention Civilisations, Cultures et Sociétés
Parcours Espaces, Sociétés, Cultures dans les Amériques

***La sororité comme identité politique dans la lutte pour les droits
sexuels et reproductifs en Argentine***



Mémoire de 2^{ème} année présenté par :

Sophia Sablé

Sous la direction de :

Michèle Soriano

Année Universitaire 2017-2018

Remerciements

J'adresse mes remerciements aux personnes qui m'ont aidé dans la réalisation de ce mémoire.

En premier lieu, je tiens à remercier ma directrice de mémoire, Michèle Soriano, pour ses conseils et son encadrement,

Je remercie aussi Florencia, Analía et Ruth ainsi que les autres membres des collectifs pour leur participation importante, leur disponibilité, leurs réponses et leurs visions pleines d'espoirs.

Je souhaite particulièrement remercier Martin pour sa précieuse aide à la relecture et à la correction de mon mémoire.

Je remercie Karim, Julie, Lorie et Léo pour leur positivité à toute épreuve, nos longues discussions, et rires tout au long de cette année.

Enfin je remercie Mitchell pour ses conseils et sa confiance.

La femme qui meurt se change en jaguar

La femme qui meurt avec l'orage revient

Avec l'orage et la fulgurance de sa pensée¹

¹ Vieille maxime féministe



Déclaration sur l'honneur de non-plagiat

Je soussigné-e,

Nom, Prénom :

Régulièrement inscrit à l'Université de Toulouse – Jean Jaurès - Campus du Mirail

N° étudiant :

Année universitaire : 20__-20__

Certifie que le document joint à la présente déclaration est un travail original, que je n'ai ni recopié ni utilisé des idées ou des formulations tirées d'un ouvrage, article ou mémoire, en version imprimée ou électronique, sans mentionner précisément leur origine et que les citations intégrales sont signalées entre guillemets.

Conformément à la charte des examens de l'Université de Toulouse – Jean Jaurès Campus du Mirail, le non-respect de ces dispositions me rend passible de poursuites devant la commission disciplinaire.

Fait à :

Le :

Signature :

Table des matières

Table des matières	4
Introduction.....	5
Méthodologie et choix du corpus	8
Chapitre 1 : La sororité, une utopie politique et sociale?	10
I) La sororité : Concepts et enjeux	10
1) Naissance d'une sororité féministe et mondiale.....	10
2) Apports et enjeux de la sororité comme pacte social et politique.....	12
3) Apports et enjeux de la sororité dans une démocratie	13
4) La sororité, une non-mixité indispensable.....	15
II) Droits sexuels et reproductifs.....	17
III) Historique des luttes féministes 1960-2000 (Argentine)	19
1) L'Argentine au croisement d'un féminisme essentialiste et radical	19
2) Hiérarchisation et priorités des luttes féministes	22
3) La femme mère et l'Etat Providence	25
IV) Dénaturaliser la violence et ses formes invisibles	28
1) Violences entre femmes: Une volonté de faire respecter les normes	28
2) Nouvelles formes de violences	35
3) Quels moyens d'actions pour les femmes : stratégies diversifiées et convergences des luttes	43
Chapitre 2 : Identité(s) politique(s) et devoir de mémoire féministes	46
I) Luttes individuelles ou luttes collectives	47
1) Une citoyenneté subalterne.....	48
2) Pas toutes les mêmes droits, pas toutes le même statut politique ?	50
II) Identité(s) et revendications politiques	52
1) Quelle place pour les identités dissidentes dans la lutte	52
2) Les revendications mémorielles : un devoir et une obligation	59
III) Identités et colonialité dans le genre.....	63
1) Qui sont les femmes ?.....	64
2) Féminisme autonome et communautaire: se libérer de l'oppression?	66
IV) Des minorités sans nation en quête d'identité.....	70
1) Déconstruire pour construire une nouvelle identité.....	71
Conclusion.....	75
Bibliographie	78

Introduction

Ce mémoire a pour objet d'étude les liens de solidarités entre femmes et collectifs féministes dans la lutte pour les droits sexuels et reproductifs. Ces liens de solidarité que nous nommerons sororité sont porteurs de valeurs communes qui ont au fil du temps créés des affinités politiques et identitaires face à l'adversité.

L'Argentine est un pays avant-gardiste, c'est un des premiers pays à avoir autorisé le mariage entre personnes de même sexe et une loi d'identité de genre sans précédent, qui permet de changer de genre sans analyse juridique et psychologique. Pourtant, les différents gouvernements et les dictatures depuis les années 1950 sont tous intervenus sur les questions du droits des femmes et des droits sexuels et reproductifs en revenant parfois sur des mesures acquises et en attribuant aux femmes une citoyenneté et des rôles bien précis et distinct de ceux des hommes. Les mouvements féministes, eux, ont hérité d'une tradition de luttes et n'ont jamais cessé d'être militants et actifs, malgré les différentes atteintes portées au mouvement et malgré les oppositions intérieures et extérieures qui le traversent. Les droits sexuels et reproductifs sont mis en avant sur la scène publique et politique mais les avancées restent minces, notamment le droit à l'avortement qui fait toujours débat dans le pays. Plusieurs points de vue s'affrontent, au sein de la société, mais aussi entre collectifs féministes. En effet, les féministes sont, dans l'imaginaire collectif, un même groupe homogène. Cela voudrait-il dire qu'une identité féministe existe ? Les femmes se battent-elles toutes pour le même combat ? En Argentine, plusieurs collectifs s'affrontent notamment entre les féministes et Trans féministes. La visibilité portée sur les deux groupes est notoirement différente et les liens de solidarité et d'entraide s'en trouvent affectés.

Le climat politique actuel argentin et les mesures économiques peuvent être considérés comme de réels freins à l'avancée des revendications féministes. La réflexion autour du néolibéralisme comme outil du patriarcat est très présente au Mexique et au Guatemala. Les féministes Mapuche, dans la tentative de réappropriation de leur territoire, ont mis en lumière les mécanismes utilisés par le néolibéralisme pour opprimer les femmes de leur peuple, mais plus largement pour opprimer l'ensemble des femmes et briser les liens de solidarité qui les unissent. De plus, depuis que le Président Macri est au pouvoir, les voix des femmes se sont fait entendre mais paradoxalement les violences sont en augmentation constante, des violences qui ne sont pas toujours perceptibles mais pourtant bien présentes, des violences institutionnelles, légitimées et cachées. Le Mexique est tristement célèbre pour être le pays des féminicides, cependant l'état argentin est tout aussi coupable de ne pas protéger ses citoyennes et laisser des crimes se commettre en toute impunité. Peu de chiffres sur les féminicides sont disponibles, d'ailleurs ils sont très peu reconnus comme étant des meurtres, par exemple lors des cas de violences conjugales, qui seront plutôt classés comme des accidents.

Néanmoins, les collectifs féministes et LGBT se sont organisés massivement en Argentine ces dernières années. Ils dénoncent les violences faites aux femmes au quotidien, elles revendiquent sans tabou cette notion de santé et citoyenneté sexuelle. Elles ont ouvert le débat sur un droit démocratique et universel à la sexualité. Ces collectifs travaillent avec des juristes et des organisations et proposent depuis 2010 des propositions de lois qui respecteraient les orientations et identités sexuelles de chacun.e. De plus, au travers de la citoyenneté sexuelle, les personnes atteintes du VIH sont mises en avant et la séropositivité est appréhendée comme étant une identité sociale et politique.

D'ailleurs, la lutte vers une citoyenneté égale et les droits sexuels et reproductifs a avancé localement, en Argentine, grâce à la coopération d'acteurs impliqués au sein de la société civile. En effet, que ce soient des associations, des organisations, des particulier.e.s, des communautés, tous et toutes se sont mobilisé.e.s pour donner de la voix au mouvement et aux personnes qui ne pensaient pas qu'elles pourraient acquérir des droits égaux à ceux des autres citoyen.ne.s, du fait de leur orientation sexuelle ou de leur choix d'identité. Afin de se rendre compte au mieux des avancées et des points nommés ci-dessus, nous nous focaliserons sur une étude du champ théorique de la violence de genre et d'une suite d'entretiens avec des collectifs lesbiens, trans, hétérosexuel.

Les années 2000 et l'arrivée des Kirchner au pouvoir ont amené des changements significatifs pour le droit des femmes mais aussi pour les personnes LGBT. En effet, Cristina Kirchner a voulu montrer par sa politique qu'une femme était aussi capable qu'un homme de mener à bien des actions. Elle n'a pas hésité à affronter l'Eglise sur le mariage homosexuel et la mise en place de cours d'éducation sexuelle dans les lycées afin d'alerter les jeunes sur les maladies sexuellement transmissibles mais aussi sur les risques de grossesses. Aujourd'hui, ces cours supposés être obligatoires dans tous les établissements, ne le sont pas ou sont abordés superficiellement. L'Eglise et ses institutions ont toujours la mainmise sur les programmes d'éducation et mènent une forte contestation contre les mesures jugées trop progressistes. D'ailleurs, lors de son mandat, Cristina Kirchner a déclaré qu'elle n'ouvrirait pas le débat sur l'avortement. Selon elle, le pays n'était pas encore prêt à accepter ce bond en avant, le fait que les femmes puissent avorter en cas de viol était déjà beaucoup. Cependant, selon les provinces et selon les médecins, même ce type d'avortement est impossible. De plus, les propos de femmes et d'hommes politiques et des institutions religieuses ne favorisent pas une ouverture du débat.

Le Pape a tenu des paroles très dures face aux femmes qui souhaitaient avorter ou qui ont avorté « *Une femme enceinte ne porte pas dans son ventre une brosse à dents, ni même une tumeur* »² allant même jusqu'à qualifier l'avortement de crime contre l'humanité. Des paroles lourdes de sens et de conséquences. Voilà une présentation de ce que les femmes doivent subir, elles doivent sans arrêt se

² Vatican : ce que pense le Pape François http://www.lepoint.fr/monde/vatican-que-pense-le-pape-francois-14-03-2013-1640061_24.php

justifier et revendiquer des droits sur un corps qui leur appartient.

La citoyenneté sexuelle comme revendication politique et sociale en Argentine est un combat non négligeable qui va bousculer les codes d'un pays en pleine crise sociale et économique avec le gouvernement de Macri. C'est pour cela que nous approfondirons les questions relatives aux liens et à l'identité féministes et entre femmes, et étudierons comment petit à petit les collectifs se font entendre et écouter, jusqu'à ce que leur proposition de loi soit lue devant l'Assemblée Nationale. Mais nous nous proposons aussi de rendre compte des freins qui leur font obstacle, notamment de la part de féministes qui elles-mêmes nient l'existence de la citoyenneté sexuelle et sont en faveur d'une restriction des droits sexuels et reproductifs.

Ce travail présente une étude comparative entre collectifs féministes lesbiens et Trans. Cette démarche vise à démontrer les différences mais aussi les points de convergences de l'impact du néolibéralisme sur les luttes des droits sexuels et reproductifs égaux. Cette comparaison entre les groupes se justifie par les récentes dissociations dans les luttes féministes notamment autour du mouvement *Ni unas menos*. En effet, les questions de l'avortement, de l'identité de genre, de la prostitution et de la prise en compte des femmes trans dans les revendications féministes font encore débat. Ainsi, sur un large panel de sites d'associations féministes, on remarque que ces plateformes s'adressent aux femmes hétérosexuelles, lesbiennes, et bisexuelles mais rien ne se rapporte aux femmes trans.

Notre travail se centrera autour des liens de solidarité entre femmes : peuvent-ils être fondateurs d'une identité qui servirait à la lutte pour les droits sexuels et reproductifs ? Dans une première partie nous interrogerons les bases de ces liens de solidarités : quels en sont les avantages mais aussi les limites ? Quelles sont les violences qui pèsent sur la solidarité entre femmes ? Nous expliquerons par ailleurs ce qu'impliquent les droits sexuels et reproductifs. Dans une seconde partie nous aborderons l'importance des mémoires dans le discours national mais surtout dans les processus de construction d'identité et la nécessité de s'identifier à l'Autre dans les luttes féministes.

Méthodologie et choix du corpus

Afin de traiter au mieux le sujet il nous a semblé juste de nous positionner d'un point de vue décolonial. En effet, après avoir travaillé les travaux de Maria Lugones, Julieta Paredes ou María Luisa Femenías et son approche de la multiculturalité, ce point de vue nous a semblé offrir un large éventail de questionnements mais aussi de possibilités. Les études subalternes ne sont pas nouvelles et sont aujourd'hui très mises en avant puisque des questionnements, notamment sur l'imbrication du sexe, de la race et du genre ou des genres, émergent et repoussent les limites des normes jusqu'alors très tranchées. Ces limites gênent mais sont aussi un élément de repère et de stabilité. Ainsi, nous verrons que les luttes féministes ont parfois du mal à faire entendre et comprendre leurs revendications. Aussi, bien que nous abordions cet objet d'étude depuis la France les rapports de correspondance se sont établis, parfois de manière très distendue, parfois régulièrement, l'important étant de se rappeler ce que nous étudions et depuis quel endroit. Le choix de notre positionnement est déjà un parti pris, néanmoins l'objectivité a été une qualité nécessaire à la retranscription et aux choix des entretiens qui auront permis de réaliser ce travail. Le positionnement décolonial est aussi un moyen de questionner nos positionnements antérieurs et futurs, d'interroger nos connaissances au travers d'une déconstruction d'acquis, de privilèges et de normes.

En ce qui concerne les sources de notre réflexion, j'ai pensé qu'allier cadre théorique et entretiens serait un moyen efficace de travailler le sujet. Mon cadre théorique s'appuie principalement sur les travaux de María Luisa Femenías et Jules Falquet. En effet, les liens que Falquet effectue entre les violences en recrudescence et la progression de la mondialisation néolibérale, notamment les questions qu'elle soulève m'interpellent dans ma réflexion :

«Quel rapport existe-il entre l'exercice collectif et institutionnalisé de la violence et le maintien, le renforcement ou même la création de groupes sociaux, voire des différentes classes (de sexes, de races et sociales)? Quel est le statut de la violence et quel rôle joue-t-elle à côté des dynamiques économiques, souvent seules convoquées pour penser la division du travail et, partant, les différentes classes sociales?»³ Toutes ces questions m'amènent à croiser différents niveaux d'analyse, ce qui sera utile pour démontrer comment le néolibéralisme peut ou a pu avoir un impact sur les luttes des minorités sexuelles.

Ensuite, pour les entretiens nous avons considéré que des entretiens semi-directifs et des récits de vie seraient pertinents. D'une part les entretiens semi-directifs permettent de maintenir une ligne

³ FALQUET Jules, *Pax Neoliberalia*, Paris, Racine de IXE, 2016

directrice et d'obtenir des réponses précises. Alors que les récits de vie sont un bon moyen d'élargir ou de restreindre la perspective et l'objet de recherche. Nous avons donc pris contact avec plusieurs collectifs avec lesquels nous souhaitions réaliser des entretiens. La Fédération Argentine LGBT avec laquelle nous avons pris contact l'année dernière (mais nous n'avions pas reçu de réponse) nous a contactée en octobre pour s'excuser de leur non réponse et nous annoncer qu'ils/elles seraient d'accord pour des entretiens vidéos/audios avec plusieurs personnes de la Fédération. Ainsi, nous nous sommes mis d'accord pour réaliser des premiers entretiens début février.

Le collectif féministe « La Revuelta » travaille sur des projets de Loi pour un avortement légal et dans de bonnes conditions. Ses membres pointent du doigt les coupes budgétaires dans le système de santé qui pénalisent fortement les femmes. Aussi certaines provinces pratiquent des avortements à un prix très élevé ce qui défavorise les femmes déjà dans une situation très précaire. De plus, elles dénoncent le paradoxe de l'avortement interdit pour des causes morales : L'Église souhaite que l'État garde ses positions dans le but de préserver la morale, mais d'un autre côté des cliniques sont autorisées à pratiquer des avortements sous réserve que la femme souhaitant avorter puisse payer une somme allant de 8000 à 10 000 pesos. De plus, elles informent les femmes de leurs droits, elles se qualifient de « *socorristas en Red* ». Elles nous ont envoyé des documents et vidéos de leurs actions. Nous souhaitions mener des entretiens avec ce collectif principalement composé de femmes hétérosexuelles et lesbiennes. Elles ont aussi accepté notre proposition.

Nous avons contacté l'organisation *Ni una Menos*, qui milite pour la fin des violences domestiques, une prise en compte de ces violences par l'Etat et des lignes téléphoniques à dispositions en cas de danger. Elles souhaitent aussi que les féminicides soient reconnus. Nous avons contacté également l'organisation *Asociación Travestis Transsexuales Transgéneros d'Argentina* (ATTA). Des entretiens avec ces deux organisations ont représenté une formidable opportunité car elles regroupent à elles deux beaucoup de données importantes et nous ont aussi permis de réaliser une étude comparative. ATTA est particulièrement active puisque elle travaille constamment sur de nouvelles législations. Elle pratique une veille constante des informations de tout le pays, concernant les abus sexuels envers la communauté LGBT et les législations qui ne sont pas mises en place alors qu'elles le devraient. ATTA met aussi en garde contre les possibles dérives du gouvernement néolibéral actuel.

Economia Femini(s)ta est une association qui s'occupe principalement de récolter des informations diverses sur le(s) féminisme(s) et l'économie. Le collectif est composé de seulement 5 personnes qui sont cependant hyper actives sur les réseaux sociaux, journaux et plateaux de télévision. Nous nous sommes entretenues à plusieurs reprises avec Maria Florencia Freijo politicologue et économiste de formation qui milite pour un féminisme intersectionnel.

Chapitre 1 : La sororité, une utopie politique et sociale?

L'Argentine fait face à une importante révolution féministe qui revendique la dépénalisation de l'avortement, des droits sexuels et reproductifs égaux pour toutes, la fin des violences domestiques et institutionnelles contre les femmes. Cependant, ces manifestations et ces voix qui s'élèvent ont fait ressurgir des violences sans précédent. En effet, depuis 2015 on a pu constater une augmentation des féminicides, des violences et des viols, bien que l'état ne recueille pas de chiffres officiels. Les associations et collectifs féministes et LGBT⁴ réalisent de véritables archives de ces violences et des difficultés qui perdurent. Les oppositions sont nombreuses, l'Eglise, l'Etat, les Médias, la Société mais les mouvements féministes cherchent des moyens d'action permettant de sensibiliser et mobiliser les diverses institutions et l'opinion publique.

La lutte pour les droits sexuels et reproductifs ne manque pas d'éveiller l'espoir mais surtout des inquiétudes sur l'avenir moral du pays. L'opposition est si forte, que l'élément clé pour les féministes qui réalisent un incroyable travail de fond et surtout des actions coups de poing, serait une mobilisation importante et durable, unie par des liens de tolérance, d'entraide, de compréhension et de solidarité. Il est certain que le monde idéal n'existe pas, néanmoins dans un contexte aussi violent envers les mêmes groupes de personnes depuis des années, une révolution sociale et féministe semble être la réponse et une manière de dire « ni una menos ».

1) La sororité : Concepts et enjeux

1) Naissance d'une sororité féministe et mondiale

La sororité peut de prime abord apparaître comme un concept assez flou il est donc nécessaire de préciser la nature de ce concept et ce qu'il implique.

Plusieurs définitions font références à la sororité comme une solidarité entre femmes. En effet le terme vient du latin «soror» qui signifie sœur. Auparavant ce terme faisait plutôt référence à un groupe de femmes religieuses.

Marcela Lagarde propose la définition suivante : « *Sororidad/ soridad/ sisterhood: pacto político de género entre mujeres que se reconocen como interlocutoras. No hay jerarquía, sino un reconocimiento de la autoridad de cada una. Está basado en el principio de la equivalencia humana, igual valor entre todas las personas porque si tu valor es disminuido por efecto de género, también es disminuido el género en sí. Al jerarquizar u obstaculizar a alguien, perdemos todas y todos. En*

⁴Nous séparons volontairement les collectifs féministes et LGBT car nous verrons dans la suite de ce travail les oppositions qui les éloignent.

ocasiones, la lógica patriarcal nos impide ver esto. »⁵

Dans les années 1970 le terme de sororité prend une tournure plus engagée, et devient un terme militant. Les féministes américaines utilisent le slogan «*Sisterhood is powerfull*»⁶ dans leur combat contre le système patriarcal en créant un « Nous » puissant et fédérateur. Une solidarité féminine et féministe serait un élément fondateur et un socle solide des revendications portées par les femmes. Le 10 décembre 2004, à Kigali au Rwanda, lors de la 5ème rencontre mondiale des femmes, un texte est adopté. La Carta Mundial de las Mujeres para la Humanidad promeut la solidarité entre femmes « *Proponemos construir otro mundo donde la explotación, la opresión, la intolerancia y las exclusiones no existan más, donde la integridad, la diversidad, los derechos y libertades de todas y todos sean respetados.* »⁷ Néanmoins malgré ces différentes coalitions de femmes et mouvements d'entraides, les oppositions de la part d'antiféministes prennent de l'ampleur.

En effet, comme on peut (souvent) le constater, les actions féministes sont dévaluées par les médias, les hommes mais aussi des femmes. Pour illustrer ces propos prenons la question du droit à l'avortement. Les plus fortes oppositions à ce droit viennent des hommes mais les femmes, elles aussi, peuvent être très virulentes dans leurs propos et les actions féministes peuvent facilement être réduites à néant. Dès qu'un groupe de femmes ou une femme influente se désolidarise d'un mouvement important, le système patriarcal s'en trouve renforcé. Récemment on a pu assister à l'essor du mouvement *#metoo* et *Balance ton porc*⁸, un espace sur les réseaux sociaux où la voix des femmes a pu enfin s'élever. Or, peu après à l'initiative de femmes actrices journalistes, essayistes, philosophes, un manifeste plaçant la liberté d'importuner a vu le jour.⁹ Ce manifeste défendait la «place» des hommes dans la société, une place mise en péril par des femmes bien trop virulentes et castratrices. Cette action a eu un double effet : renforcer mais aussi casser le mouvement. Renforcer d'une part le lien entre les femmes soutenant le mouvement *#metoo* et *Balance ton porc*, et d'autre part le casser médiatiquement, le remettre en question, puisque après tout la France est le pays de l'Amour et du Romantisme et que l'humour grivois et les compliments ci et là font partie de la 'culture'. L'Argentine n'échappe évidemment pas à de telles justifications, et lors des discussions autour de l'avortement on a pu assister à un véritable *slut-shaming*¹⁰, un acharnement médiatique justifié par la culture du pays,

⁵LAGARDE Marcela, *La política feminista de la sororidad*, in *Mujeres en Red El periodico Feminista*, publié le 11 juin 2009, consulté le 15 mai 2018 <http://mujeresenred.net/spip.php?article1771>

⁶La Sororité est puissante (ma traduction)

⁷Extrait du préambule de la Carta Mundial de la Humanidad para las Mujeres (en annexe)
<http://www.marchemondiale.org/es/carta.html>

⁸Ces mouvements sont présents sur les réseaux sociaux comme Twitter. Les femmes y dénoncent des expériences personnelles, collectives, du harcèlement et des agressions. Parfois les responsables sont nommés directement, ce qui a posé la question de la légitimité des mouvements perçus comme fer de lance de la haine des hommes.

⁹ « Nous défendons une liberté d'importuner, indispensable à la liberté sexuelle »

https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/01/09/nous-defendons-une-liberte-d-importuner-indispensable-a-la-liberte-sexuelle_5239134_3232.html, consultée le 15 janvier 2018

¹⁰Action qui vise à blâmer ou culpabiliser une femme ou un groupe de femmes pour leur comportement jugées hors

au rôle central *naturel* qu'occupe la femme en tant que mère et l'incompréhension face au non désir d'enfant. Cette culpabilisation des femmes a eu des effets désastreux sur certaines, qui se sont senties humiliées, coupables, mais cette négation du désir des femmes et de l'autorité qu'elles souhaitent avoir sur leurs corps, a aussi créé un esprit de révolte, surtout chez les plus jeunes (14-20ans), qui se sont mobilisées en masse, en réponse aux diktats.

2) Apports et enjeux de la sororité comme pacte social et politique

Le titre de cette partie fait référence à un essai de bell hooks¹¹, une universitaire nord-américaine, noire, féministe et très engagée politiquement, dans lequel elle interroge la notion de sororité indispensable pour elle à l'union politique entre femme.

La sororité, cette solidarité entre femmes, cette empathie à la douleur et à l'expérience personnelle d'une autre n'est pas si évidente, dans un monde de plus en plus individualiste, comment fédérer les femmes ou du moins les groupes féministes autour d'une cause commune?

Les principales critiques du système est que la démocratie actuelle est fondée sur la solidarité entre les hommes et par conséquent l'exclusion inévitable des femmes. Dans son ouvrage *Classer, dominer, qui sont les autres ?* Christine Delphy développe cette idée, en partant du principe que la notion de démocratie a été construite à l'époque des Lumières à l'aide d'une solidarité entre hommes blancs d'un certain statut social (patriarche, riche propriétaire, bourgeois).¹² Cet argument laisse place à de nombreuses interrogations car cela signifierait que l'égalité n'a jamais réellement été pensée pour les femmes et les hommes, mais uniquement pour ces derniers, et que le système de démocratie a pu créer des disparités entre les classes sociales peut-être moins visibles mais plus dangereuses sur le long terme. En effet, si par ce système de démocratie on laisse penser que tout le monde a ses chances, que tout le monde a les mêmes droits peu importe le sexe, la classe et la race mais que dans les faits tout est mis en œuvre pour que le contrôle soit mis aux mains des personnes privilégiées, la démocratie n'est qu'une illusion. La nécessité d'une solidarité féminine, d'une sororité, serait une décision politique forte, dans la mesure où le rapport de force serait peut-être enfin équilibré et donc plus juste. Bien entendu, les enjeux de la sororité sont nombreux et pourraient être aussi contestés par une opposition qui trouverait que le concept même de sororité appelle au communautarisme et ainsi à une exclusion de groupes d'individus.

normes.

¹¹ HOOKS bell, A Feminist Challenge ? In *Feminist Theory: From Margin to Center*, Boston, South End Press, 1984
bell hooks de son vrai nom Gloria Jean Watkins, a forgé son pseudonyme à partir des noms de sa mère et de sa grand-mère. « Son nom emploie des initiales minuscules, de manière non-conventionnelle, ce qui signifie pour elle que le plus important dans ses travaux est la 'substance des livres, pas ce que je suis ' » Heather Williams, « bell hooks Speaks Up » [archive], *The Sandspur*, 2 octobre 2006, page consultée le 5 avril 2018

¹² DELPHY Christine, *Classer, Dominer, Qui sont les « autres » ?*, La Fabrique Editions, Paris, 2008

Rousseau a longuement justifié l'exclusion de la vie publique et politique des femmes. Les femmes se laisseraient guider par leur instinct primaire (nature) et non par la raison (culture). Dans son ouvrage, *Emile ou de l'Education*, Jean-Jacques Rousseau dresse le portrait d'un jeune homme Emile, et d'une jeune fille Sophie, en s'évertuant à définir le rôle que chacun a dans la société, l'espace public et l'espace privé, et quelles en sont les justifications. Ainsi, le philosophe utilise aussi la notion de la supposée complémentarité femme/homme, sur la même base que l'opposition faite entre nature/culture. Les femmes doivent servir, satisfaire et obéir, elles seraient *naturellement* inférieures aux hommes et par conséquent des êtres imparfaits, voire inachevés. Ce raisonnement amène Rousseau¹³ à déclarer que les hommes sont des citoyens à part entière, mais que les femmes se contentent d'être des compagnes de citoyens et surtout leur fonction principale est de produire les futurs citoyens. Finalement, on peut se rendre compte combien les justifications pour éloigner les femmes de la vie publique sont toujours d'actualités même si les arguments proposés ici par Rousseau semblent complètement désuets, et bien qu'ils aient été déconstruits maintes fois. Les femmes ont perpétuellement été placées à la périphérie de la citoyenneté et par conséquent de leurs droits. bell hooks formule sa vision sur la sororité comme : *« L'idée de sororité implique une solidarité qui ne naît pas simplement de la prise de conscience d'une position objective commune. Elle ne se dérive pas d'une condition partagée, elle ne requiert pas de convenir simplement d'une communauté d'intérêt qui serait pour ainsi dire posée là. Il s'agit de transformation à opérer, de cause à constituer. »*¹⁴ Ainsi, hooks insiste sur le fait que la sororité n'est pas fondée sur des idées ou des expériences communes, elle peut émerger d'idées divergentes et c'est justement sur ça que va reposer la force de la sororité, non pas sur un amour aveugle, mais un respect et un dialogue ouvert, critique, instructif.¹⁵ Pour en arriver à ce processus constructif, il est nécessaire que chaque femme engagée dans la lutte soit prête à faire un travail d'introspection sur elle-même, car pour être transparente avec l'autre, la connaissance de soi est primordiale.

3) Apports et enjeux de la sororité dans une démocratie

De nos jours, la sororité semble être un outil non négligeable des luttes féministes argentines.

¹³ ROUSSEAU Jean-Jacques, *Du Contrat Social*, Paris, Éditions du Seuil, 1977

¹⁴ FERRARESE Estelle, « bell hooks et le politique. La lutte, la souffrance et l'amour », *Cahiers du Genre* 2012/1 (n° 52), p. 219-240. DOI 10.3917/cdge.052.0219

¹⁵ *Ibid*, p.10

Ce n'est pas seulement la représentation d'un lien entre femmes mais elle peut aussi faire office de pacte, de contrat de «soutien» entre femmes et féministes. Ce lien indéfectible regroupe les femmes autour d'une *identité* commune, or il ne doit pas être considéré comme un lien naturel. Actuellement, beaucoup de combats semblent être acquis et acceptés de tous et de toutes et pourtant les contestations ne manquent pas. De plus, certaines femmes ont déjà un statut privilégié de par leur situation économique, leur groupe social ou leur orientation sexuelle. Elles ne s'identifient donc pas à des causes importantes pour d'autres femmes. Les femmes sont catégorisées comme une *minorité* alors qu'elles forment la moitié de la population mondiale. Comment et pourquoi les femmes ont-elles été catégorisées en tant que telles ? Si ce terme ne désigne pas une référence numérique, c'est qu'il est attribué à une situation de pouvoir. Les femmes sont les travailleuses les plus pauvres, donc les personnes avec le moins de ressources économiques. Elles ont moins accès à des postes à haute responsabilité et sont davantage victimes de discriminations. Tout ce qui fait référence au féminin est souvent dévalué et moqué, ce qui représente une violence symbolique et pourtant parfaitement assimilée. Le système patriarcal joue de cette catégorisation, en prétendant protéger les plus faibles de la société. Ainsi la domination qu'il exerce devient invisible et ces systèmes pervers et complexes sont difficiles à démanteler, en raison de leurs prises de position et leurs actions pour le supposé « bien commun ».

La démocratie n'est pas une évidence pour les femmes mais un mirage qui fait illusion, masquant la réalité, les femmes sont une minorité en termes de pouvoir politique, elles subissent des violences de la part des institutions et n'ont souvent pas accès à la justice. Comment un pays peut-il affirmer que ses citoyens et citoyennes vivent dans une Démocratie juste et égale, quand lors de féminicides, il n'y a pas d'enquête ni de coupable. Comment affirmer vivre dans un état démocratique et providentiel, quand en plus d'être une femme s'ajoute le caractère ethnique, la pauvreté, la religion, tant de critères qui définissent un statut social, tout cela fait que les femmes sont mises à la marge de la citoyenneté. La sororité pour pallier au manque de démocratie (ou à son inefficacité lorsque cela concerne les femmes), pourrait être considérée comme une vision idéaliste voire utopique. Cependant elle permet, comme le fait remarquer Marcela Lagarde, de faire ressortir les expériences de chaque femme, de les analyser, de tirer des conclusions et de trouver une solution. Mais la richesse de la sororité est le regroupement de femmes pour transmettre des savoirs, créer des systèmes d'archives qui manquent cruellement aux féministes argentines.

L'Argentine vit cette année un tournant décisif dans la dépénalisation de l'avortement, afin que toutes les femmes puissent avoir accès à des soins décents et personnalisés et surtout la fin de la culpabilisation d'une femme qui avorte. Dans le pays des cliniques pratiques des avortements à des prix exorbitants et seules les plus riches peuvent se permettre de tels frais. Cet exemple démontre bien que toutes les femmes ne seront pas mobilisées de la même manière face à certains droits car

elles y ont accès. Les propos de Marcela Largarde illustrent « *¿Cómo igualarnos si por clase, por nacionalidad, por etnicidad y origen, por situación de legalidad y territorialidad, por generación y edad, por educación, escolaridad y manejo de lenguajes y tecnologías, por nuestra situación en el desarrollo o en la democracia se producen entre nosotras distancias y brechas aberrantes? ¿Cómo igualarnos si lo que para algunas han sido derechos de tres generaciones para otras son la utopía inalcanzable, si unas tenemos condiciones de holganza, y hasta ocio y otras trabajan como esclavas?* »¹⁶ Ce passage impose une réflexion intéressante : Comment rallier les femmes ? Avant de prôner l'égalité et l'équité avec les hommes ne devons-nous pas d'abord nous assurer que nous sommes égales ? Les facteurs économiques et sociaux ainsi que les normes, nous attribuent une fonction et une morale au sein de la société. Comment passer au-dessus de la race¹⁷, de la classe et du sexe ? La sororité comme identité politique pourrait amener ce lien manquant entre femmes, pour mettre les intérêts de chacune en retrait et faire valoir les identités plurielles ? Pourquoi des femmes privilégiées prendraient-elles le risque de défier les institutions à l'origine de ces privilèges ? Néanmoins, les féministes matérialistes ne veulent pas d'une sororité universelle, qui défendrait toutes les femmes et toutes les luttes, mais plutôt déconstruire et en terminer avec la différence et la catégorisation des sexes en repensant les rapports sociaux de pouvoir et la division sexuelle du travail.

L'opposition aux mouvements féministes utilise tous les stéréotypes à leur disposition pour faire plier le mouvement et surtout elle se sert de femmes pour défendre et maintenir un ordre patriarcal. Les institutions, particulièrement, jouent un rôle non négligeable dans le respect des normes établies et la régulation globale de la société.

4) *La sororité, une non-mixité indispensable*

Pourquoi prôner la sororité dans les milieux militants et non pas l'aldéphité, l'égalité et solidarité entre femme et homme ? Dans un premier temps la sororité permet de faire émerger les inégalités et différences entre hommes et femmes et entre femmes, mais surtout de se rassembler autour de différences, combattre les inégalités ensemble main dans la main avec une vision intersectionnelle. Quel regard les femmes ont-elles sur elles-mêmes et sur les autres ? Afin de dialoguer et de mettre en place des stratégies d'action il semble indispensable de créer des espaces non-mixtes. Toutefois, les collectifs féministes argentins sont très fragmentés et chacun mène un combat bien distinct. Nous verrons plus loin que les entretiens que nous avons pu avoir avec quatre collectifs différents nous permettent d'établir cette affirmation. Ainsi, au sein du mouvement féministe argentin nous retrouvons des collectifs : Lesbiens, hétérosexuels, trans, lgbt et indigènes, sans véritable cohésion. En revanche, cette fracture entre les collectifs est une opportunité à saisir

¹⁶LAGARDE Marcela PACTO ENTRE MUJERES SORORIDAD(*)

¹⁷ Dans ce travail nous évoquons le mot 'Race' en termes de relation de pouvoir et non comme un marqueur biologique.

pour ceux qui craignent une expansion trop importante du féminisme dans le pays. Il est normal que chaque collectif ait ses propres intérêts à satisfaire, or des féministes argentines comme Ruth, présidente du Collectif la Revuelta mettent désormais un point d'honneur à faire converger les différentes luttes féministes pour donner plus de poids à leurs revendications. Il y a 20 ans qu'elle dirige ce collectif et qu'elle essaie d'établir un dialogue avec les collectifs transféministes sans succès. Chaque groupe préfère travailler en non-mixité et a déjà créé une cohésion et des normes mais surtout une identité propre. Ruth regrette cependant de ne pas pouvoir travailler ensemble même si elle comprend et justifie le choix des collectifs trans.¹⁸

Le pari de la sororité est de rassembler autour d'une même cause : faire entendre les revendications féministes face à un ennemi commun, le système économique et social patriarcal. L'objectif n'est pas de pointer les hommes du doigt comme grands coupables des injustices, mais de mettre en lumière les stratégies et faces cachées du système patriarcal et capitaliste qui créent ces disparités. De plus, la sororité permettrait de mettre fin à l'inégale position des individus et des groupes sociaux par rapport aux institutions et inverser les rapports de domination qui se sont cristallisés dans le temps, avec pour objectif de faire évoluer les normes.

Néanmoins, qu'est-ce qu'implique réellement la sororité ? Un mouvement exclusivement féminin ? Des critiques se sont élevées contre la sororité la taxant de contreproductive et l'accusant d'accepter des idées non avantageuses pour le bien d'un collectif constitué d'inconnues. La société, le cinéma, les représentations à travers le monde ne nous préparent pas forcément à être solidaires entre femmes, mais au contraire à être dans une compétition dans la course à la perfection. Une image des relations entre femmes est souvent la cruauté, les coups bas, la jalousie. L'action d'une femme pouvait compromettre les efforts entiers d'autres femmes pour être acceptées et valorisées. Comme si les femmes portaient une honte ou une sorte de fatalité sur elles qu'elles devraient masquer.

D'autres reprochent à la sororité ou à la solidarité féminine un supposé caractère inné. Une vision trop simpliste venue d'un autre temps et non applicable de nos jours. D'autres encore jugent la sororité comme non efficace car la parité est là pour pallier aux injustices et aux discriminations. Mais la parité a-t-elle un pouvoir aussi fort ? La parité impose un quota non choisi, on impose des femmes dans une structure dans le but de rendre les femmes et les hommes plus égaux. Or, les critiques sont nombreuses. Est-ce qu'une femme que l'on a mise à un poste pour respecter la parité sera forcément du côté des femmes ? Sommes-nous prêtes à mettre de côté nos intérêts et privilèges individuels pour ceux d'un collectif ?

Lors de nos entretiens Florencia y Analía¹⁹ ont montré une vision plus large de la non-mixité et pour elles il est indispensables que toutes les femmes, hétérosexuelles, lesbiennes, trans, indigènes soient

¹⁸Entretien du 26 février 2018 avec le collectif la Revuelta

¹⁹Entretien : Maria Florencia 1er Juin 2018

Entretien : Analía Mas 22 juin et 15 août

intégrées dans les décisions politiques mais que les hommes eux en soient exclus partiellement, c'est à dire que les questionnements et les premiers débats seront menés exclusivement entre femmes afin de répondre au mieux à leurs besoins et attentes.

La non-mixité fait débat à l'époque actuelle car elle serait source d'exclusion, or dans l'histoire, les femmes ont dû s'organiser par elles même et entre elles non pas par choix mais par nécessité. Nous aborderons les différentes histoires du féminismes argentins jusqu'à aujourd'hui pour mieux comprendre les luttes actuelles, mais surtout voir ce qui fait défaut aux collectifs féministes, dans la mesure où ils n'arrivent pas à créer une cohésion forte.

II) Droits sexuels et reproductifs

La lutte pour les droits sexuels et reproductifs fait débat en Argentine quand il s'agit de parler de femmes et de sexualité en même temps. Les droits sexuels et reproductifs réfèrent aux droits des individus hommes et femmes de disposer de leurs corps, d'avoir accès aux soins et à l'éducation sexuelle, le droit de ne pas être soumis à une discrimination liée à son genre, d'être protégé de toutes formes d'esclavage sexuel, le droit de constituer une famille ou non, de choisir son partenaire, d'avoir droit et surtout accès à la contraception et la prévention. La liste des droits sexuels et reproductifs publiée par l'Organisation des Nations Unies fait état des spécificités de chaque pays.²⁰

La dépénalisation de l'avortement touche un sujet sensible : le droit des femmes à disposer de leurs corps. Les corps des femmes ne leur appartiennent pas puisque ils sont objet de dispute, d'appropriation, de négation, de sexualisation et tant d'autres choses qui n'appartiennent pas aux femmes. De plus, le droit à la sexualité libre, car c'est de cela qu'il s'agit, pose problème. La sexualité libre et l'éducation sexuelle changent les structures familiales et donnent du pouvoir aux femmes sur leur vie. Le nombre d'avortement par an est estimé entre 350000 et 500000²¹, et ces chiffres comprennent les avortements légaux (payants) et illégaux. Des systèmes de solidarité ont été mis en place par les femmes qui informent et dirigent les femmes qui souhaitent avorter vers des professionnels de santé ouverts au dialogue et qui conseillent la prise de misoprostol comme alternative à un avortement en clinique avec la création en 2009 de la ligne téléphonique : « plus d'information, moins de risques » via le collectif Lesbiennes et féministes pour la dépénalisation de

²⁰ Voir annexe la déclaration des droits sexuels et reproductifs

²¹ Une enquête nationale de santé sexuelle et reproductive a été réalisée en 2014. Elle a été menée par le ministère de la Santé de la nation et l'Institut national de statistiques et de recensements (INDEC). Les chercheurs ont établi différents questionnaires qui portaient sur l'utilisation de méthodes de contraception, la connaissance de la sexualité le suivi des grossesses et des accouchements, mais la question de l'avortement a été laissée de côté.

http://www.indec/mecon.ar/fp/cuadros/sociedad_2013.pdf.

l'avortement. Ce collectif ne se présentait pas comme un groupe de femmes mais « *un groupe de personnes appartenant à différents espaces politiques, féministes, du mouvement des lesbiennes, Gays, Travestis, Bisexuels (LGTB), de droits humains et de gauche qui sommes unis pour ce projet. Nous sommes convaincues du pouvoir de l'organisation populaire et pour cela nous choisissons l'action directe plutôt que le lobbying* ». ²² Les appels sont si nombreux qu'elles décident l'année suivante d'éditer un livre *Tout ce que tu veux savoir sur comment faire un avortement avec des pilules*, qui explique les méthodes d'avortement alternatif, elles l'éditent une seconde fois.

Néanmoins, ces réseaux de solidarités entre femmes existent souvent via des plateformes sur internet ou dans de grandes villes ainsi toutes les femmes ne peuvent avoir accès ni au soutien ni à l'information. Les organisations non gouvernementales assurent le travail de récolte de données et comptabilisent environ 300 morts par an du à un avortement non sécurisé.²³ L'avortement est objet de controverse religieuse et morale, car selon l'Eglise aucune vie ne doit être négligée, et la vie de la mère ne compte pas plus que celle du fœtus. L'Argentine a été condamnée en 2006 par le comité des droits humains de l'ONU pour avoir refusé à une adolescente handicapée mentale d'avorter après avoir été violée. Suite à cette sanction et grâce à la mobilisation de collectifs de femmes l'avortement a pu être réalisé tardivement.

L'histoire de l'Etat argentin influe sur le discours national et sur la vision ou l'espace octroyé aux droits sexuels et reproductifs. L'Eglise catholique s'érige en fer de lance contre l'avortement lorsque les Etats Unis et les organisations non gouvernementales décident de se mêler aux débats sur la liberté sexuelle et la maternité. Ainsi, l'Eglise commence à utiliser les termes de génocide et de crime contre l'Humanité pour qualifier la pratique de l'avortement, et refuse tous conseils donnés par les Etats Unis considérés alors comme un Etat sans morale car il conseille un contrôle des naissances, de la contraception et préconise l'avortement sous certaines conditions. L'avortement est présenté comme un événement sanglant et cruel qui remet en cause l'humanité de celui qui le pratique.

Les féministes qui défendaient la dépénalisation à l'avortement n'ont que peu de soutien de la part des partis politiques de droite conservateurs mais aussi des partis de gauche qui voyaient en elles une élite bourgeoise.

Une des grandes batailles actuelles du féminisme argentin est de séparer la sexualité de la procréation. La sexualité envisagée comme un plaisir uniquement pour les femmes ne serait pas conforme à la culture nationale car leurs corps sont avant tout perçus comme un espace de production qui ne doit pas être dénaturé par le plaisir sexuel.

²²[Lesbianas y feministas por la descriminalización del aborto, 2009.]

<http://informacionaborto.blogspot.com/2010/06/lesbianas-y-feministas-por-la.html>

²³Observatoire de la santé sexuelle et reproductive, 2013

III) Historique des luttes féministes 1960-2000 (Argentine)

I) L'Argentine au croisement d'un féminisme essentialiste et radical

1.1) Naissance d'un féminisme engagé

Retracer les étapes majeures du féminisme argentin est indispensable à la compréhension de l'évolution des luttes féministes et leur fragmentation. L'Argentine fait figure de proue dans l'inclusion des femmes à la vie politique. Dès 1896 le parti socialiste milite pour le droit au divorce et met en place l'égalité civile et le suffrage universel. Ce bond en avant dans le temps ne deviendra effectif que 1926 avec la réforme du Code Civil. En 1910, les chercheuses universitaires organisent le premier congrès féminin. Elles revendiquent le droit de divorcer, le droit de vote et bien sûr d'exister comme individu à part entière et non pas à travers le mariage ou une figure paternelle. Ce congrès marqua un tournant décisif dans les mouvements féministes argentins puisque il fut perçu comme extrêmement précoce et très inspirant, un an après de multiples organisations féministes furent créées. Le climat argentin de cette époque était très favorable à ces revendications car le pays et sa capitale particulièrement était un lieu d'échanges culturels importants et que les politiques d'éducatrices avaient favorisées l'intégration des femmes. L'arrivée successive de migrants européens (italiens, français, russes) favorise la propagation des idées anarchistes dans le pays et les femmes y voient une opportunité de défendre leur statut en tant que travailleuses et leur statut de femmes. En effet, l'anarchisme n'attire pas autant que le socialisme, mais il favorise la formation d'une branche féministe indépendante des directives données par les hommes. Les femmes peuvent ainsi plus facilement remettre en question la domination des hommes, surtout celle de leurs maris et de leurs pères, et discuter des moyens de contourner ou mettre fin à ces oppressions sexistes. Buenos Aires devient l'épicentre de cette révolution anarcho-féministe, les femmes y sont très actives et elles créent syndicats et centres exclusivement dédiés aux femmes. Très vite, les femmes se rendent compte que le moyen le plus judicieux pour gagner de la visibilité est de publier des articles et des journaux notamment celui qui deviendra le plus populaire, *La Voz de la Mujer*.²⁴

²⁴ MARQUES-PEREIRA Bérengère, *Trajectoires latines soit l'influence des dictatures : une citoyenneté incertaine pour les hommes comme pour les femmes*, in *La citoyenneté politiques des femmes*, Armand Colin, Paris, 2003

Néanmoins, le coup d'état de 1930 vient interrompre le suffrage féminin qui avait été développé dans certaines municipalités et provinces²⁵. Les femmes devront attendre 1947 pour obtenir le droit de vote. A ce moment-là apparaît un personnage décisif : Eva Perón. Elle a été la représentante des femmes dans ce processus d'intégration des femmes à la vie politique, mais elle a aussi permis que les femmes soit favorables au gouvernement de Juan Domingo Perón afin d'assurer sa réélection. *«Mujeres de mi Patria, recibo en este instante, de manos del Gobierno de la Nación, la ley que consagra nuestros derechos cívicos. Y la recibo ante vosotras, con la certeza de que lo hago en nombre y representación de todas las mujeres argentinas, sintiendo jubilosamente que me tiemblan las manos al contacto del laurel que proclama la victoria. Aquí está, hermanas mías, resumida en la letra apretada de pocos artículos, una historia larga de luchas tropiezos y esperanzas. Por eso hay en ella crispaciones de indignación, sombras de ocasos amenazadores, pero también alegre despertar de auroras triunfales. Y esto último que traduce la victoria de la mujer sobre las incomprendiones, las negaciones y los intereses creados de las castas repudiadas por nuestro despertar nacional. Y un líder que el destino moldeó para enfrentar victoriosamente los problemas de la época, el General Perón. Con él y con el voto contribuiremos a la perfección de la democracia Argentina, mis queridas compañeras.»*²⁶ Comme cet extrait de discours le démontre, Eva Perón savait rassembler les femmes les amener à aimer le politique, s'y intéresser et s'investir et elle leur donner la possibilité de passer de spectatrice de leurs vies à actrices principales.

Deux plus tard, Eva Perón crée le *Parti Péroniste féminin*.²⁷ Seulement plusieurs problèmes vont se poser pour des femmes qui espéraient acquérir une plus grande liberté et autonomie vis à vis de leurs maris, afin de se réaliser par elles-mêmes. L'égalité promise n'est pas réelle, du moins pas une égalité en tant que femme, comme individu valorisé et dont les droits sont autant respectés que ceux d'un homme. Non, ici il n'est question pas d'action politique autonome (individuelle ou via un collectif de femmes politisées) mais de la valorisation d'action sociale via les identités figées de mères et d'épouses. Donc, les femmes parviennent à acquérir un droit fondamental qui les amènent à une supposée intégration à la vie publique et par conséquent politique mais la désillusion est forte car elles finissent par être ramenées à une «identité» dite essentiellement féminine. Aucun droit n'est jamais pleinement acquis pour les femmes et elles doivent lutter pour les garder, d'ailleurs durant les coups d'état militaires de 1962 et 1976 les femmes (et les hommes) perdront leurs droits de vote.

En 1960, la deuxième vague féministe voit le jour à Buenos Aires et durant la même période des groupes homosexuels mixtes se forment notamment le Front de Libération Homosexuel en 1971.

²⁵MARQUES-PEREIRA Bérengère, *La citoyenneté politiques des femmes*, Armand Colin, Paris, 2003, p61-62

²⁶Discours d'Eva Perón lors de la promulgation du suffrage féminin le 23 septembre 1947
<http://www.jdperon.gov.ar/2015/09/23-de-septiembre-de-1947-promulgacion-de-la-ley-13010-2/>

²⁷ MARQUES-PEREIRA Bérengère, *Trajectoires latines soit l'influence des dictatures : une citoyenneté incertaine pour les hommes comme pour les femmes*, in *La citoyenneté politiques des femmes*, Armand Colin, Paris, 2003,p.62

L'avènement de la dictature militaire entre 1976-1983 en Argentine pousse toute une génération d'hommes et de femmes dans la lutte. Les femmes font partie intégrantes des syndicats, comités de décision et de la résistance. Les mères de la place de Mai deviendront une figure emblématique de la résistance argentine et des dénonciations des pratiques douteuses de la dictature. Dès 1977, les mères organisent la résistance et des moyens d'action forts afin de donner une visibilité importante à leur mouvement et retrouver leurs enfants disparus, ou au moins connaître la vérité sur leur sort. Elles choisissent le symbole d'un foulard blanc, qui rappelle les langes de leurs bébés.²⁸ Ces femmes, mères, sont aux antipodes de ce par quoi est constitué l'espace public, des hommes, et pourtant elles parviennent à créer une communauté et un sentiment politique fort. Ainsi tous les jeudis depuis le 30 avril 1977 ces femmes, au départ quatorze, viennent occuper la place de mai, en face du palais présidentiel.

Ce mouvement et l'action de ces femmes est encore d'actualité puisque les mères, surnommées les grands-mères aujourd'hui, continuent de se rendre que la Place de Mai, pour que leurs histoires et celles de leurs enfants ne soient pas oubliées, et pour rappeler que les tortionnaires vivent toujours en liberté à leurs côtés. Les mères de la Place de Mai sont un symbole important de la lutte et ce qui est admirable, c'est que ce mouvement a débuté d'une démarche individuelle totalement désorganisée pour devenir un acteur de poids en politique avec une identité collective dont elles n'avaient même pas conscience. En 2003, l'arrivée au pouvoir de Nelson de Kirchner donne un élan d'espoir aux Mères de la Place de Mai qui voit en ce président une issue possible à leurs calvaires un vrai jugement des tortionnaires de leurs enfants. Grâce à leur solidarité et actions certaines mères ont pu avoir des réponses concernant le destin de leurs enfants et petits-enfants.²⁹

1.2) la politique de Cristina de Kirchner

La crise économique de 1998-2002 a plongé le pays dans un abîme sans fond, l'inflation monte en flèche, le chômage et le taux de pauvreté augmentent considérablement, personne n'échappe à la crise économique qui ravage le pays. C'est dans ce contexte chaotique que le Président Kirchner arrive au pouvoir. Cristina Fernández de Kirchner succède à son mari et devient la première femme présidente argentine, les tensions économiques et sociales pèsent encore sur le pays et elle doit faire face à plusieurs éléments : les exigences économiques internationales, les besoins des citoyens et citoyennes et l'attente des femmes qui voient en elle une porte ouverte à la liberté. La Présidente soutient l'égalité femmes-hommes lors de son mandat présidentiel. Pour elle, il était plus que

²⁸ DEOTTE Martine, « L'effacement des traces, la mère, le politique », *Socio-anthropologie*[En ligne], 12 | 2002, mis en ligne le 15 mai 2004, consulté le 26 août 2018. URL : <http://journals.openedition.org/socio-anthropologie/153> ; DOI : 10.4000/socio-anthropologie.153

²⁹ *ibid*

nécessaire que les femmes puissent autant s'investir en politique que les hommes. Elle encourage donc les femmes à s'investir en masse en politique afin de changer la société. Néanmoins, elle garde des réserves concernant des sujets comme l'avortement, pour lequel elle ne souhaite pas se prononcer. Durant son mandat de grandes avancées sociales ont été obtenues notamment la Ley de Identidad de Género (2012) qui permet aux personnes trans de changer leur nom d'état civil sans consultation légale et médicale et deux ans avant, bien sûr, le mariage entre personnes du même sexe.

Cependant, lors de son discours au Parlement européen du 13 mai 2017 elle met en évidence l'augmentation constante de féminicides en Argentine et l'urgence de la situation. De plus, elle avoue avoir désormais pleinement conscience des risques majeurs encourus par les femmes argentines que ce soit dans la sphère sociale et privée ou dans l'accès aux soins. Ainsi, elle dénonce et soutient les mouvements féministes et appelle à la cohésion et à l'unité. Malgré ces déclarations elle continue de faire l'objet de vives critiques. En effet, l'ex-présidente est critiquée d'une part pour ses réserves concernant l'avortement et les droits sexuels et reproductifs et d'autre part du fait que elle ne se soit pas bien informée des différents problèmes que mettent en avant les féministes, surtout lorsque elle était présidente.³⁰ Macri, son successeur depuis 2015, a ouvert le débat sur la dépénalisation et légalisation de l'avortement. Mais Cristina de Kirchner assure que la vraie motivation du gouvernement actuel est une stratégie politique qui cache autre chose. La violence institutionnelle se fait beaucoup ressentir comme nous l'a confirmé le Collectif La Revuelta. Les mesures néolibérales prises par Macri creusent les inégalités et les premières victimes sont les femmes. La classe politique reste très divisée au sujet des revendications féministes jugées radicales, voire incompatibles avec une stabilité politique et sociale. Ainsi, les revendications féministes ont été instrumentalisées par les politiques, et cette instrumentalisation posent aujourd'hui des problèmes à l'avancée des revendications en limitant leur champ d'action.

2) Hiérarchisation et priorités des luttes féministes

Les luttes féministes ne tiennent pas la même place dans l'agenda politique argentin ni au sein des collectifs. Lors d'entretiens réalisés avec des collectifs LGBT ou lesbiens nous nous sommes aperçu que selon les revendications les priorités ne sont pas les mêmes. Ainsi, il leur semble que plus d'attention est accordée aux revendications de femmes hétérosexuelles, ou à des revendications qui ne sont pas directement orientées vers l'acquisition des droits sexuels et reproductifs (accès à des postes importants, fin des violences sexuelles et/ou conjugales). Dans l'imaginaire collectif les

³⁰https://www.diarioregistrado.com/sociedad-/cristina-kirchner-hablo-del-movimiento-feminista-en-argentina_a5919e021d669e67b19cf0e8c
<https://www.youtube.com/watch?v=-mToKcGV-Iw>

femmes sont encore perçues comme un groupe assez uniforme avec autant droits que les hommes, ou du moins avec assez de droits pour vivre une vie correcte, spirituelle et morale.

Dans mon précédent mémoire j'avais soulevé la question de l'existence d'un féminisme 'patriarcal', tourné vers des valeurs traditionnelles, dans lequel la femme s'épanouit en politique mais garde son rôle de mère au foyer, les tâches qui lui incombent et qui est bien sûr hétérosexuelle.

Aussi, depuis les années 1950, les groupes féministes ont rejoint les luttes de classe qui primaient alors sur les droits sexuels et reproductifs. Les revendications féministes étaient surtout liées à l'implication des femmes en politique. Le système politique argentin et ses institutions ne sont pas en adéquation sur la question de citoyenneté sexuelle. De surcroît, l'idée d'être un.e bon.ne citoyen.ne passe par le fait de se marier, d'avoir des enfants et d'avoir une sexualité « conventionnelle » ou encore de répondre aux stéréotypes liés au sexe féminin. En 2012, la ley de Identidad de Género provoque une vague d'indignation chez les partis politiques conservateurs et bien au sûr au sein du clergé. On assiste à une forte mobilisation qui s'efforce de véhiculer des modèles de féminité et de masculinité et une critique virulente de la théorie du genre perçue comme un instrument de manipulation.

Néanmoins, plusieurs collectifs féministes et LGBT se sont organisés massivement en Argentine ces dernières années. Ils dénoncent les violences faites aux femmes au quotidien, clament haut et fort cette notion de citoyenneté sexuelle. Les militantes ont ouvert le débat sur un droit démocratique et universel à la sexualité. Ces collectifs travaillent avec des juristes et des organisations et proposent depuis 2010 des propositions de lois qui respecteraient les orientations et identités sexuelles de chacun.e. De plus, au travers de la citoyenneté sexuelle, les personnes atteintes du VIH sont mises en avant et la séropositivité est appréhendée comme étant une identité sociale et politique.

Cependant, la lutte vers une citoyenneté égale a réellement avancé, en Argentine, grâce à la coopération d'acteurs impliqués au sein de la société civile. En effet, que ce soit des associations, des organisations, des particulier.e.s, des communautés, tous et toutes se sont mobilisé.e.s pour donner de la voix au mouvement et aux personnes qui ne pensaient pas qu'elles pourraient acquérir des droits égaux aux autres citoyen.ne.s, du fait de leur orientation sexuelle ou choix d'identité.

La citoyenneté sexuelle comme revendication politique et sociale en Argentine est un combat non négligeable qui va bousculer les codes d'un pays en pleine crise sociale et économique avec le gouvernement de Macri. Il est intéressant d'approfondir les questions relatives à la citoyenneté sexuelle et étudier comment petit à petit les collectifs, se font entendre et écouter, jusqu'à ce que leur proposition de loi soit lue devant l'Assemblée Nationale. Mais aussi de rendre compte des freins qui leur font obstacles, notamment de la part de groupes féministes, qui elles même nient l'existence de

la citoyenneté sexuelle et sont pour une restriction des droits sexuels et reproductifs.³¹

De plus, depuis son élection le gouvernement Macri est accusé de réprimer toute contestation sociale et médiatique. D'ailleurs, le cas de Milagro Salas a fait l'actualité. En dépit de son immunité parlementaire elle est emprisonnée depuis janvier 2016, pour «avoir incité à commettre des délits»², et avoir organisé des contestations dans la province de Jujuy. Les Nations unies ont dénoncé cette répression et qualifient cette détention comme arbitraire et illégale. La Commission interaméricaine des Droits de l'Homme, Amnesty International et d'autres organisations de défense des droits humains exigent également sa libération. De plus, le Président est accusé de censurer les médias.³²

La situation des femmes indigènes concernant les droits sexuels et reproductifs est critique puisque selon le Conseil National de la femme indigène argentine “ *Entre las problemáticas la mortalidad de las mujeres indígenas debido a la **dificultad para acceder a centros de salud** y tratamientos adecuados para las enfermedades reproductivas, la alta fecundidad y la desnutrición en cadena. Sumado a las labores femeninas como el acopio de agua, que a veces las obliga a trasladarse grandes distancias, desgaste que repercute en el estado general de la salud y calidad de vida de las mujeres indígenas rurales. También **incide la migración de mujeres hacia las ciudades en busca de trabajos menos pesados**, el acceso a servicios de salud, educación, vivienda*”³³. Ce dernier point est intéressant car en cherchant à avoir de meilleures conditions de vie, elles doivent faire face à beaucoup d'obstacles, elles restent marginalisées du fait de leur appartenance ethnique et ne sont pas forcément incluses dans des collectifs féministes nationaux, soit par crainte de ne pas être écoutées et se voir dépossédées de leurs luttes, soit parce que elles n'y sont pas invitées.³⁴

Beaucoup d'entre elles se prostituent « temporairement », comme moyen de survie ultime, dans les grandes villes afin de mettre de l'argent de côté, et d'autres sont embauchées par des entreprises qui les payent peu. En effet, la mondialisation et le néolibéralisme ont favorisé la féminisation de l'emploi informel. “ *La situación de las mujeres indígenas es de suma vulnerabilidad por los impactos de la globalización en sus territorios, que ha profundizado la marginación estructural que afecta a los*

³¹ Las feministas Católicas qui sont contre l'avortement ou une trop grande libération des mœurs

³² Des journalistes argentins dénoncent en Europe la censure de Macri <https://blogs.mediapart.fr/carlos-schmerkin/blog/060618/des-journalistes-argentins-denoncent-en-europe-la-censure-de-macri>, 8 juin 2018
Déclaration des journalistes argentins dans cet article de presse : "Depuis 2015, 3000 journalistes ont perdu leur emploi en raison de la fermeture de radios, de journaux, d'agences de presse et de chaînes de télévision. Les médias publics font également partie du plan d'austérité du gouvernement de Mauricio Macri, il y a des licenciements, de la censure et du sous-financement. "... "En Argentine, un secteur de la justice en complicité avec les médias dominants, génère une barrière médiatique et de communication qui rend invisible le démantèlement de l'État providence; la persécution contre les dirigeants politiques, les journalistes, les communicateurs populaires, les décideurs culturels et tous ceux qui font entendre leur voix contre ce modèle d'exclusion »

³³ Consejo Nacional de la Mujer Indígena Argentina, "Datos sobre Pueblos Indígenas y Mujeres Indígenas en Argentina" <https://conamiargentina.es.tl/Datos-sobre-Pueblos-Ind%EDgenas-y-Mujeres-Ind%EDgenas-en-Argentina.htm> , page consultée le 12 novembre 2017

³⁴ Ibid

*indígenas históricamente. Las altas tasas de mortalidad materna, el secuestro y trata ilegal de mujeres que azora al país, la contaminación por la actividad minera/petrolera con alto impacto en las muertes por cáncer de cuello de útero, los índices de analfabetismo, la violencia hacia las mujeres, la desocupación, la “mercantilización de las tareas domésticas”, los hogares monoparentales, la discriminación occidental en la multidimensionalidad de la mujer indígena, el negocio de la droga, las migraciones, el desarraigo, la falta de acceso directo a salud y educación, son algunas de las problemáticas que enfrentan las mujeres indígenas.”*³⁵

Enfin, les féministes trans, ont fini par s'exclure volontairement de certaines luttes et collectifs afin de favoriser des groupes de discussions et des actions en leur faveur. De surcroît, le climat entre féministes (hétérosexuelle/lesbienne) et trans (binaire ou non) est parfois très tendu, néanmoins Florencia et Analía³⁶ toutes deux très engagées dans les luttes politiques, sociales et féministes sont pour une inclusion totale des femmes trans et qu'elles soient traitées comme des femmes à part entière. La communauté trans argentine est fortement touchée par le virus du SIDA et la méconnaissance et la désinformation du sujet est un élément de plus de leur exclusion, de plus les féministes trans aidées des transféministes ont pris part à la défense des travailleuses du sexe, car pour une écrasante majorité, elles ont fait l'expérience de la prostitution, de la marginalisation et du refus d'accès au soin de par leur condition et activité.³⁷ Ce dernier point est très contesté par exemple par les féministes du collectif la Revuelta mais aussi par d'autres qui y voient une porte ouverte au patriarcat et une emprise sur les corps des femmes comme objet sexuel. Les prises de position de chaque collectif amènent au débat mais le travail en collectivité et une prise en compte des outils et des différents spectres que propose l'intersectionnalité sont un atout non négligeable à une lutte pérenne et effective. 38

3) La femme mère et l'Etat Providence

Comme nous avons pu le constater l'Argentine a subi des transformations sociales et politiques importantes. Les femmes ont été les grandes oubliées de ces transformations sous prétexte que le pays n'est pas prêt à une révolution sociale féministe³⁹. L'image de la femme idéalisée est celle d'une femme hétérosexuelle, blanche, active, catholique et mère. La vision essentialiste de la femme est amplement médiatisée, notamment au sein des mouvements féministes bien qu'elle soit contestée.

³⁵ *ibid*

³⁶ Respectivement politicologue et avocate

³⁷ Redlactrans : <http://redlactrans.org.ar/site/paises/argentina/> page consultée entre le 10 janvier 2018

³⁸ Entretien avec le collectif la Revuelta le 26 février 2018

³⁹ Propos plusieurs fois tenus par Cristina de Kirchner notamment lors de son mandat quand on lui a demandé si elle était favorable à l'avortement. Lors du vote 8 août 2018 elle change son positionnement, après dit-elle, avoir entendu les revendications et le nombre de femmes mobilisées, elle vote en faveur de l'interruption volontaire de grossesse.

Les femmes peuvent s'engager plus facilement en politique mais elles continuent d'exister à travers leur famille ou leur conjoint. Comment affirmer son identité en brisant un modèle trop bien ancré considéré comme naturel? La femme-mère, ou chaque mot est interchangeable et signifie la même chose, est ce modèle qui semble obsolète de nos jours mais il est pourtant omniprésent. Les médias, la publicité ne cesse de sexualiser les corps des femmes d'une part et d'une autre part rendre essentielle, voire innée cette « qualité » maternelle.

La psychanalyse freudienne a joué un rôle déterminant dans cette croyance notamment en assurant que ce que les femmes recherchaient dans le désir de maternité n'était réellement que la recherche du phallus. Les femmes seraient donc à la recherche perpétuelle d'un homme pour exister dans la sphère publique et dans la sphère privée.⁴⁰

Depuis les années 1970, l'état argentin a tenu tête aux femmes. L'arrivée du néolibéralisme et la dictature n'ont pas arrangé la situation puisque ce contexte a non seulement affaibli l'égalité hommes-femmes, mais aussi l'égalité femmes-femmes en les privant de leurs droits. Le gouvernement actuel de Macri affirme être ouvert au débat sur l'avortement mais l'opposition dénonce une stratégie politique, notamment Sofía Veliz, avocate et activiste de l'organisation féministe Chana qui explique : *« Su Gobierno va a elaborar una ley contra la brecha salarial que, en el país, supera el 27%. "No podemos permitir que una mujer gane menos que un hombre. No tiene sentido ni explicación para aquellos que trabajamos día a día con ellas", dijo durante su discurso en Buenos Aires para conmemorar el 8M. Yo no le creo nada. Él es el representante del ajuste más brutal de los últimos años de este país. Creo que se está dando cuenta de que puede capitalizar algo desde este discurso [el del feminismo], creo que muy probablemente desde dentro de su propia organización política hay algunas mujeres que le están presionando con algún tipo de perspectiva de género. A mí esto me hace mucho ruido, ¿feminismo y derecha? »*.⁴¹

Historiquement, les argentines se sont engagées dans les organisations sociales et politiques en tant que mères pour protéger leurs enfants comme nous avons pu le voir précédemment. Ainsi, les femmes ont pris part active à la sphère publique grâce à leur rôle de mère, car dans la sphère privée et la répartition des tâches, elles étaient en charge de l'éducation des enfants, les nourrir et s'assurer qu'ils soient en bonne santé, tandis que les hommes devaient assurer les ressources économiques. Lorsqu'il a fallu porter des actions politiques et sociales notamment dans les quartiers, en zones rurales ou en ville les femmes ont eu l'opportunité de s'affirmer et d'être au-devant de la scène car elles avaient assez de tant libre pour initier et développer les actions. En 1924, les femmes se mobilisent car elles souhaitent être protégées par la Loi le lieu de travail, ainsi une loi est promulguée et inscrite dans le code du travail, mais cette législation associe directement mère et

⁴⁰ FREUD S, Sur la sexualité féminine, trad. D. Berger, J. Laplanche et coll., *La vie sexuelle*, Paris PUF, 139-155, 1972

⁴¹ El feminismo gana terreno en Argentina: cómo Ni Una Menos abrió paso a la despenalización del aborto https://www.eldiario.es/internacional/feminismo-argentino-triunfo-llegara-despenalice_0_748226049.html

enfant. Les femmes interpellent l'Etat et ses institutions en tant que mères et non pas en tant que femmes directement, mais elles se voient confrontées à cette réalité. En effet, l'Etat se doit de répondre aux réclamations de ces citoyens notamment lorsqu'il s'agit de l'amélioration du niveau de vie, des conditions sanitaires et du bien-être social afin de favoriser une période économique favorable à l'Etat et à ces citoyens. D'ailleurs, lorsque l'Etat décide qu'il est temps de s'impliquer davantage dans la société les féministes travaillent main dans la main avec les médecins et l'Etat pour établir une politique de santé publique, à l'époque elles sont qualifiées de féministes « maternalistes ». ⁴²

Cependant, c'est ici que le bât blesse, les mères prennent conscience que leur identité ne se résume pas à élever des enfants et au travail domestique, elles sont aussi des femmes et ce statut les empêche d'accéder à une citoyenneté égale à celle d'un homme. En conséquence, une véritable scission démarque les espaces admis aux femmes, le foyer (tâches domestiques et enfants), et le travail qualifié et la politique aux hommes. Les femmes se rendent compte que, malgré leurs efforts, les structures démocratiques sont les premières à soutenir un système d'oppression envers elles. Néanmoins, l'action sociale des femmes-mères au sein des quartiers est reconnue par l'Etat, ce que l'on peut considérer comme l'expression de leur citoyenneté et c'est à travers cela qu'on leur accorde une reconnaissance sociale. ⁴³

L'Etat avec l'aide de l'Eglise s'est efforcé de soutenir un système dans lequel les femmes n'avaient accès à la citoyenneté qu'au travers d'actions sociales dans des zones bien délimitées. Par contre, au fil des années ces groupes de femmes ont eu une réelle visibilité tant leurs actions avaient du succès et des répercussions positives, ainsi depuis Perón et la notion d'état providence certaines leurs revendications furent davantage écoutées.

Aussi, les relations entre les femmes, en tant que mères, et l'Etat et ses institutions sont révélatrices, en d'autres termes les femmes n'ont à l'époque qu'une vocation certaine, celle d'être mères. Les femmes n'existent pas comme ayant des identités individuelles, ce sont des mères avec les mêmes attentes et les mêmes besoins. Si leurs enfants sont bien traités, bien nourris, que l'Etat parvient à combler ces besoins et proposer des soins et une éducation adaptée, les mères sont satisfaites car leur objectif est de pourvoir aux nécessités de leurs enfants. L'identité de la mère passe par celle de l'enfant puisqu'elle existe à travers lui aux yeux de l'Etat et de la société de l'époque. Les mouvements des femmes-mères étaient nombreux et elles étaient soudées entre elles de par leur identité de mère et non en tant que femmes. Une des mères de la Place de Mai déclare « *Je sais que c'est difficile à entendre*

⁴² PÉROTIN-DUMON Anne, « L'émergence du féminin en Amérique Latine et la modernisation de l'État », *Clio. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 8 | 1998, mis en ligne le 03 juin 2005, consulté le 01 octobre 2016. URL : <http://clio.revues.org/324> ; DOI : 10.4000/clio.324

⁴³ LAVAUD Jean-Pierre « Mères contre la dictature en Argentine et Bolivie », *Clio. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 21 | 2005, mis en ligne le 23 août 2013, consulté le 12 avril 2018. URL : <http://journals.openedition.org/clio/1450> ; DOI : 10.4000/clio.1450

mais il n'y a pas de mère s'il n'y a plus d'enfant. C'est l'enfant qui signifie la mère. La mère dont les enfants ont disparu est chassée du signifiant. Elle se transforme en spectre de ce qu'elle a été. Elle est alors appelée " mère de disparu ", dans un langage qui la nomme en même temps qu'il la dépouille. Un langage qui efface ce qu'elle a été, la nomme pour ce qu'elle n'est plus. C'est pourquoi je parle de la cruauté que ces salauds ont incrustée jusque dans le langage, qui nous empêche de penser (...). »⁴⁴ Leur identité sociale est réduite à néant après la disparition de leurs enfants, le seul moyen de se reconstruire a été de continuer à militer auprès de ces mères et de garder un repère de leur identité passée. Les mères forment un groupe très solidaire qui a su mener à bien des combats difficiles et n'ont lâché sous aucun prétexte. En revanche, ces groupes de mères étaient-ils féministes ? Une réponse tranchée paraît compliquée compte tenu des particularités qui traversent ces mouvements, notamment le fait de faire passer son identité de femme en second plan, néanmoins les moyens d'actions et les actions sociales, politiques et économiques (sous forme d'entraide à petite échelle) ont été largement repris et salués par les collectifs féministes.

Pourtant, dans la lutte pour les droits sexuels et reproductifs la figure de la Mère est utilisée par l'Etat et l'Eglise comme modèle de morale qui place l'enfant, dès sa conception, au centre de la vie de la femme. Par conséquent les femmes féministes qui luttent pour l'éducation sexuelle, l'avortement, l'accès aux soins gratuits sont le mauvais exemple. Être une femme ne fait pas de vous une féministe et c'est pour cela que des tensions se font ressentir entre femmes, féministes ou non, depuis l'intensification des revendications pour les droits sexuels et reproductifs, et que les liens de solidarité sont si difficiles à établir.

IV) Dénaturaliser la violence et ses formes invisibles

1) Violences entre femmes: Une volonté de faire respecter les normes

Lorsque on évoque la violence envers les femmes on y associe plutôt les hommes, pourtant lors de nos entretiens nous avons établi un constat surprenant qui découle certainement d'une vision un peu naïve de notre part : les collectifs lesbiens et trans souffrent de discriminations importantes de la part de femmes. La violence a des formes multiples, difficilement identifiables et légitimées dans certaines situations (manifestations, provocations). La violence est un outil très utilisé pour faire respecter l'ordre et les normes établies par les institutions. Cependant, la violence peut se cacher derrière le langage ou des discriminations moins évidentes à percevoir. La recherche d'identité peut

⁴⁴ L. Bonaparte, C. Mary, *Une voix argentine contre l'oubli*, Paris, Plon, 1999, p. 189.

être très violente surtout pour des femmes lesbiennes ou trans. Se construire en étant perçu comme sujet déviant par rapport aux autres, car nous nous constituons dans « le miroir du regard des autres » comme le signifie George Herbert Mead.⁴⁵ Nous nous définissons en interagissant avec autrui. Les comportements déviants sont difficiles à accepter pour nos pairs car ils sont considérés comme anormaux (hors normes), un problème serait intervenu dans la socialisation de l'individu. Cette réflexion conduit à des comportements souvent répressifs, violences physiques et verbales, qui sont considérées par celui/celle qui les commet comme légitimes puisque l'objectif est d'aider l'autre à redevenir « normal ».

En effet, on assiste à des phénomènes de harcèlement médiatique⁴⁶ de la part de femmes envers des femmes qui ont milité ou militent encore pour les droits trans, lesbiens et la dépénalisation de l'avortement. Les raisons invoquées sont que les femmes trans ne sont pas des femmes et qu'elles caricaturent démesurément la féminité et pour la dépénalisation de l'avortement on retrouve ce genre de slogan *"pintamos la Alameda con sangre y visceras animales para recordarles a la #Aborteras que aquello buscan es dar muerte a niños. Esperamos que el olor a podredumbre las traiga de regreso al mundo real"*. Le mouvement, el Movimiento Social Patriotas, à l'origine de ces actes est principalement actif au Chili mais lors du vote pour la dépénalisation de l'avortement en Argentine a été très actif physiquement et sur les réseaux sociaux.⁴⁷

Lors d'un entretien avec le collectif « La revuelta » les participantes nous ont fait part des réserves au sujet des femmes trans (ftm), d'où leur volonté de les exclure des luttes féministes actuelles et de ne pas prendre part à leur lutte. Premièrement, elles souhaitent déssexualiser le corps de la femme et se défaire des contraintes hétéronormées imposées et omniprésentes : l'épilation, le maquillage, le corps parfait obtenu à l'aide de la chirurgie esthétique, un corps objet de fantasme pour des hommes. Deuxièmement, l'acharnement à effacer tout trait masculin que mettent en œuvre les personnes trans (male to female) exaspère ce collectif car lors de leur transition les femmes trans vont s'efforcer de déconstruire la binarité de genre. C'est à dire qu'elles vont remettre en question les normes assignées à chaque sexe à la naissance, afin de pouvoir affirmer « je suis une femme, dans un corps 'd'homme' ». Mais, cela est bien plus compliqué qu'il n'y paraît, il ne suffit pas de dire « je suis une femme » pour que les autres acceptent de vous percevoir ainsi, car on existe à travers le regard des autres, et si les autres ne perçoivent pas notre identité, qui sommes-nous ? Ainsi, même si les transitions sont toutes différentes, beaucoup de personnes trans se démènent pour obtenir un *passing*⁴⁸ correct. Un des

⁴⁵ MEAD G.H., *The Individual and the Social Self: Unpublished Essays*, Editions by David L. Miller, University of Chicago Press, 1982

⁴⁶ Movimiento anti aborto pintó la Alameda de sangre y pidió esterilización masiva de mujeres movimiento-anti-aborto-pinto-la-alameda-de-sangre-y-pidio-esterilizacion-masiva-de-mujeres/, page consultée le 26 juillet 2018 ces faits ce sont passés au Chili cependant la Fédération LGBT nous a parlé de faits similaires peu relayés dans les informations.

⁴⁷ *Ibid*

⁴⁸ *Passing* : Terme utilisé par les personnes trans ou non-binaire pour représenter un aspect physique assez féminin ou masculin sans qu'il y a de confusion de la part d'un interlocuteur.

premiers points de rupture est que les femmes trans (M to F) sont accusées de reproduire une 'identité féminine' trop essentialiste, alors qu'elles ont milité pour déconstruire le genre et ce qui faisaient de nous des hommes ou des femmes. Mais comment a été construite cette identité féminine et par qui ? Dans son ouvrage, *Classer, dominer qui sont les « autres »* ?⁴⁹ Christine Delphy tente de donner une explication au travers d'une altérité avec les « hommes ». Delphy met en évidence deux groupes distincts : les Uns qui vont créer la norme et les Autres qui se retrouvent marginalisés car ils ne rentrent pas dans ce cadre du fait de leur différence. De plus elle fait remarquer que les Uns qui représente le/les groupes dominants (hommes, blancs hétérosexuels) rejettent les Autres (femmes, homosexuel, non-blancs) du fait de ces différences imposées par des normes qu'ils ont même créés. Ces différences pointées du doigt par le premier groupe ne sont pas anodines car elles vont créer un déséquilibre entre ce qui est normal et ce qui est en périphérie. On se retrouve donc avec un groupe supérieur, donc dominant et un groupe un inférieurs les Autres dominés. Delphy met ici en lumière un élément important le groupe dominant du fait de sa supériorité admise ou plutôt normalisée, ne va pas faire cet effort de compréhension vers l'autre si facilement car les revendications de celui-ci seront perçues soit comme un acte contre la norme établie, soit comme une victimisation.⁵⁰ Ne pas vouloir comprendre l'autre et imposer son opinion et donc une rupture nette à la discussion est une forme de violence, car on impose à l'autre un rapport de force où il ne peut rien faire pour débloquer la situation. Ainsi, créer des liens de solidarité même comme acte politique fort devient compliqué face à tant de disparités de point de vue.

Les violences entre femmes sont peu abordées, voire tabou dans certains cas car les femmes ne seraient pas violentes par nature. Pourtant d'après plusieurs témoignages les jugements de valeurs viennent essentiellement des femmes qui sont très sévères avec les unes avec les autres et ne souhaitent absolument pas faire preuve de solidarité ou être assimilées aux femmes qui luttent pour les droits sexuels et reproductifs. Aujourd'hui on peut lire des discours ou entendre des justifications du type « *Yo no soy feminista, no me entero porqué odian a los hombres, prefiero definirme como humanista* »⁵¹. Ainsi ces 'humanistes', qui prônent une égalité hommes-femmes, ne veulent pas de démonstration jugée radicale ni de trop de revendications. Elles se justifient continuellement sur leurs prises de position en se désolidarisant des luttes féministes actuelles perçues comme trop vindicatives envers les hommes. Le discours féministe argentin actuel est fort et engagé car il se doit de l'être afin laisser son empreinte en politique, marquer les mémoires et ne plus être considéré comme un mouvement en marge. La religion catholique joue un rôle prépondérant en Argentine, de telle sorte qu'elle sert de point de référence quand il s'agit de juger le comportement moral d'un individu, surtout

⁴⁹ DELPHY Christine, *Classer, dominer. Qui sont les « autres »* ?, Flock, La Fabrique éditions, 2008

⁵⁰ *Ibid*

⁵¹ Propos rapporté par Analía, qui explique que le féminisme aujourd'hui tel qu'il est perçu peine à rassembler.

celui d'une femme. De ce fait, la religion et ses institutions exercent une pression constante sur les femmes, leurs rôles mais surtout leurs devoirs dans la société et au sein de la famille.

De plus, l'apprentissage de la sexualité repose souvent sur les cercles familiaux, mères, sœurs, tantes, cousines, et l'expression de l'identité et/ou orientation sexuelle en pâti énormément. La vision de la sexualité aujourd'hui nous informe de l'état des lieux des rapports de sexes entre hommes et femmes et la construction des identités. La sexualité est instinctive chez l'homme, elle est un besoin primaire, chez la femme c'est un tabou et une obligation à combler les besoins de l'homme, et bien sûr à enfanter.⁵² Autrefois, le devoir conjugal était une marque d'obligation auquel la femme devait se soumettre, car le socle de l'union maritale pesait sur ses épaules à elle. Pour revenir à l'apprentissage de la sexualité via les pairs, leur vision est souvent celle décrite au-dessus, c'est à dire que la sexualité a pour finalité la procréation pour les femmes, les femmes n'ont pas à éprouver ou à recevoir de plaisir en opposition à l'homme. Quand l'homme a envie d'un rapport la femme doit s'y soumettre sans contester l'envie de son époux. Les relations lesbiennes ne sont pas des relations viables car ce sont des relations sans procréation, et la sexualité n'est pas récréative pour une femme. Cette notion de devoir à travers la sexualité est encore très courante, les femmes osent à peine exprimer leur sexualité, en parler, parler de leurs corps, de leurs envies.⁵³ Les adolescentes sont un groupe social influent qui arrive à s'exprimer au-delà des schémas imposés par la famille ou les pairs. Elles vivent comme une violence les stigmatisations, les peurs, et les supposés devoirs que leurs mères leur transmettent « *me fio en mi madre mas que nadie, pero en lo que concierne la sexualidad, ella me hace sentirme culpable, culpable de disfrutar, de tener ganas, como si mi cuerpo era un santuario divino que sólo el hombre de mi vida podría amar* ». ⁵⁴

La transmission des savoirs de la sexualité des mères à leurs filles n'est peut-être pas une violence directe car elles pensent que c'est pour le bien de leur enfant. Néanmoins, elles favorisent un système d'oppressions où la femme est encore et toujours l'objet sexuel de l'homme, et où elle est complètement dépossédée de son corps.

Enfin, selon bell hooks, les femmes doivent remettre en cause leurs privilèges et se questionner sur leur place dans la société par rapport à d'autres femmes et ainsi prendre conscience de la violence qu'elles peuvent engendrer. bell hooks pense depuis un contexte nord-américain entre femmes noires et femmes blanches, cependant cet exemple peut être adapté à l'Argentine entre femmes blanches et femmes indigènes. L'auteure évoque « *d'affronter la manière dont des femmes, que ce soit par le sexe, la classe ou la race, ont dominé et exploité d'autres femmes* »⁵⁵, elle fait une critique des féministes blanches qui se sont servies des femmes noires lors de leur lutte pour des

⁵² ANDRO Armelle, et al. « La sexualité des femmes : le plaisir contraint », *Nouvelles Questions Féministes*, vol.29, no. 3, 2010, pp. 4-13.

⁵³ *Ibid*

⁵⁴ Témoignage d'une adolescente qui fait partie du collectif la revuelta

⁵⁵ HOOKS bell, *A Feminist Challenge?* In *Feminist Theory: From Margin to Center*, Boston, South End Press, 1984

droits égaux aux hommes et les ont ensuite placées comme subalternes en les exploitant dans le milieu du travail, les tâches domestiques ou tous les travaux qu'elles ne souhaitaient plus accomplir elles-mêmes.

Les violences de femmes à femmes comme nous l'avons signifié plus haut ne sont pas forcément perceptibles mais elles portent fortement préjudice à la sororité et aux moyens d'actions durables et militants.

1.1) *La costumbre del silencio : l'injonction au silence une violence ignorée*

L'impossibilité d'une sororité comme tremplin politique, découle aussi d'une injonction au silence. Le mouvement Ni Una Menos évoque une coutume du silence en Argentine, qui n'est pas admise tacitement, cependant elle est omniprésente.

Toutes les femmes subissent des violences physiques ou verbales au moins une fois dans leur vie, néanmoins elles sont considérées comme les coupables principales de ces agressions.⁵⁶ Ainsi, il devient difficile de parler aux autorités compétentes mais aussi aux femmes qui ont expérimenté les mêmes souffrances. Implicitement, pour ne pas faire plus de mal autour de soi et propager cette douleur, les femmes doivent en assumer le fardeau comme punition personnelle et collective. Admettre et dénoncer cette douleur, c'est paraître faible, mais surtout prendre le risque d'être dévaluée, culpabilisée, d'éprouver un sentiment de honte, puisque les pairs rejettent la culpabilité sur la fille ou sur la famille « *Ustedes no la cuidaron, ustedes la dejaron sola, y hoy estamos criando hijas en el miedo y tenemos que asumir esas consecuencias* »⁵⁷. Ce dernier point a été abordé maintes fois dans des ateliers du mouvement Ni Una Menos, qui a mis en évidence l'éducation comme l'un des piliers des inégalités des droits sexuels et reproductifs en Argentine.

Un homme est éduqué en pensant que tout est possible pour lui car il a les capacités, la force nécessaire et il saura faire face à des situations difficiles sans dramatiser, il trouvera de l'aide s'il en demande. Une femme, elle, sera éduquée en pensant que le monde qui l'entoure sera un danger constant pour elle. Les femmes doivent faire preuve de retenue, ne pas s'aventurer seules dans des lieux tard le soir, s'habiller décentement pour ne pas provoquer, rester attachées aux valeurs morales catholiques et ne pas faire honte à sa famille. Les hommes sont félicités comme prédateurs et les femmes sont tenues d'être des proies prudentes et dociles.

Ainsi, depuis le plus jeune âge, les femmes sont éduquées dans la peur de l'homme et la soumission

⁵⁶Moins d'une femme sur dix portent plainte pour une agression sexuelle en Argentine

⁵⁷Propos de la porte-parole du mouvement Ni Una Menos lors d'une émission télévisée

au pouvoir établi sous peine de représailles sociales fortes qui les poussent à se taire et à intérioriser des comportements abusifs comme étant des comportements normaux. En conséquence, la sororité propose un lien de solidarité, d'écoute, d'action mais surtout de mise en lumière des injustices jusqu'à lors acceptées afin de soutenir les femmes qui auront le courage de les dénoncer.

Le silence est une facilité car il est le domaine des femmes par excellence, le silence c'est le domaine du privé, la parole libérée est le territoire des hommes qui eux contrôlent l'espace public. Cette dualité n'est plus aussi tranchée aujourd'hui, néanmoins la parole des femmes est encore marginalisée et peu visible dans le discours et les médias hégémoniques. De plus, comme le dit si bien l'adage, « Qui ne dit mot consent », qui n'est que trop réel, parler, c'est aussi une question de pouvoir et la majorité silencieuse est l'instrument de ce jeu de pouvoir entre les sexes.

Cependant, cette coutume du silence peut être aussi considérée comme une stratégie pour se protéger du contrôle social. Le silence ne serait pas forcément une démonstration de la peur, mais il peut être un élément qui détourne la violence, le sexisme ou d'autres oppressions qui sont à l'origine de la marginalisation des femmes. En effet, rester silencieux est un moyen de résister.

1.2) Déconstruire la rivalité entre femmes

Le dernier élément qui construit cette violence entre femmes est la rivalité qui les divise.

*"A las mujeres no nos educaron con los valores de la amistad sino más bien para competir entre nosotras. Por ahora tenemos que andar explicando qué es la sororidad"*⁵⁸

Cette phrase de la scénariste argentine, Malena Pichot, représente une réalité bien ancrée dans nos sociétés modernes. On remarque que dans les sociétés indigènes les liens entre femmes sont très différents, les femmes sont solidaires entre elles, notamment à cause des tâches quotidiennes qu'elles effectuent entre elles, les démarcations très visibles et la répartition des tâches très claire et admise entre homme et femme. De ce fait, l'isolement et le risque de briser ces liens de solidarité les desserviraient complètement car elles s'en retrouveraient affaiblies. Dans nos sociétés fondées sur les besoins et désirs individuels, les femmes se construisent séparément sans véritable alliée. En effet, les hommes sont des potentiels 'dangers' et les femmes sont des concurrentes que ce soit dans les études, le travail ou la vie sentimentale. Les relations entre femmes sont toujours abordées de manière complexe, que ce soit dans le cinéma, dans le cadre politique ou au sein de la famille.

⁵⁸ Twit en mars de la scénariste et youtubeuse Malena Pichot, Sororidad, la palabra que plantea una especial forma de apoyo entre las mujeres, <https://www.bbc.com/mundo/noticias-43339307>, 9 mars 2018

De nombreux proverbes traversent les cultures sud-américaines expriment cette supposée rivalité féminine comme celui-ci « mujeres juntas ni difunta »⁵⁹ qui signifie que les femmes se détruisent entre elles, qu'elles n'arrivent pas à créer de vrais liens d'amitié et qu'elles ne sont pas loyales.

Le mythe de la complémentarité (psychologique et biologique) est basé sur une relation homme-femme où chacun à une place et des tâches déterminées. La capacité de réussir a été attribuée aux hommes, celle de donner aux femmes. Maria Torok tente de comprendre les rivalités entre femmes depuis le berceau notamment à travers la relation mère-enfant. Ainsi, la fillette qui souhaite échapper à l'emprise d'une éducation trop étouffante de la part de la mère sur elle, trouverait comme unique moyen de se positionner en tant que rivale de sa mère pour vivre pleinement son identité.⁶⁰ D'ailleurs, lors de notre entretien avec Florencia Freijo, elle préconisait de changer complètement ce rapport mère-fille bien trop destructeur selon elle, qui mènerait à des dérives et à des violences psychologiques fortes. Dans son ouvrage, *Multiculturalismo, Identidad y violencia*⁶¹ María Luisa Femenías reprend cette notion de violence et la divise en plusieurs stades. Premièrement, la mère parle pour l'enfant et elle donne des significations à tout ce qui l'entoure, l'enfant désire ce que la mère désire pour lui. Donc, la mère à ce stade représente sa psyché, cette 'violence' est nécessaire à ce stade. Cependant, si la mère continue au fil des années sur la même ligne conduite, c'est à dire continuer d'imposer sa vision personnelle du monde à l'enfant, la violence devient alors négative car la mère n'accepte pas que l'enfant construise sa propre identité. Ce point-là nous sert d'argumentation à la rivalité entre femmes. Les mères sont par traditions ou construction sociale plus dures avec leurs filles qu'avec leurs garçons. Florencia Freijo nous parle de relation néfaste et invasive où les mères en pensant devoir protéger leurs filles du monde extérieur, imposent des règles, une ligne de conduite très stricte sans liberté possible, où les filles n'obtiennent aucune reconnaissance dans leur désir d'autonomie et d'émancipation et doivent faire face à des jugements sévères quant à leurs choix de vie : travail, études, partenaires.

De ce fait, la binarité de genre pose des limites, d'une part les femmes sont enfermées dans leur présupposée nature « féminine » et les hommes dans leur virilité et masculinité. Bien que reçu avec ambivalence chez les chercheuses féministes, Pierre Bourdieu, dans son œuvre, *La domination Masculine*, rends visible ce champ d'analyse du fonctionnement social, qui se voyait mis sur la touche depuis des années, et démontre que les femmes ont intégré des *habitus*⁶² de sexe et donc qu'elles seraient elles même complices du système patriarcal. Il va de soi que cette théorie peut être contestée,

59

⁶⁰Maria Torok, (1972), « L'envie du pénis » chez la femme » in Abraham N. et Torok M., *L'Écorce et le noyau*, Paris, Aubier Flammarion, 1978 (p. 132-171).

⁶¹FEMENIAS Maria Luisa, *La construcción política de las identidades : un alerta de género*, en *Multiculturalismo, identidad y violencia*, Rosario, Prohistoria Ediciones, 2013

⁶²En sociologie un *habitus* est un ensemble de comportements et d'habitudes acquis un groupe social ou un individu.

car cela signifierait que nous sommes toutes aliénées à un système sans recul possible. Cependant, certaines femmes revendiquent cette féminité qui leur est propre, leur rôle de mère, l'image qu'une femme doit donner, être égale à l'homme mais pas trop, et ce rejet envers les femmes trans. Jacques Derrida dans *Politiques de l'Amitié* affirme que les femmes se voient refuser l'amitié possible entre elles, la femme est amour, elle est amour avec son partenaire (l'homme) mais elle l'est aussi avec son enfant, néanmoins cet amour s'arrête ici il peut ni être investi dans une amitié mixte, ni dans une amitié féminine.⁶³ De plus, Aristote associe l'Amitié à la vie de la cité, c'est à dire à l'espace public donc aux hommes.

A ce point-là s'ajoute une théorie de bell hooks qui explique que au sein d'une société patriarcale, surtout dans les années 1960-1970, les liens de sororité pouvaient être considérés comme une trahison, dans la mesure où ces liens remettent en question l'autorité et l'ordre établi par les hommes, une révolution derrière leurs dos et qu'ils n'auraient pas vu venir.⁶⁴ Ainsi, on fait croire aux femmes qu'une amitié entre elles est impossible

2) Nouvelles formes de violences

Comme nous avons pu le constater précédemment la violence ne s'exprime pas seulement de manière physique. En effet, le harcèlement, les mots, la restriction des droits et de la citoyenneté sont aussi des formes de violence très souvent peu prises au sérieux car peu visibles. Le problème de la violence est la difficulté à l'identifier et à la dénoncer. Les comportements que nous avons vis à vis d'autrui peuvent être extrêmement violents et pourtant nous paraître tout à fait naturels. C'est à dire que l'on se sent légitime de dire ou de faire, selon nos propres interprétations ou nos perceptions, puisque on ne fait que reproduire des comportements qu'il y a autour de nous. De même, des institutions comme l'Etat, l'Ecole et l'Eglise qui sont supposées être présentes pour les citoyens, sont parallèlement des foyers de violences envers des catégories de personnes facilement identifiables (femmes, personnes handicapées, pauvres, malades, indigènes, noirs, homosexuel.les...). Pourtant, l'identification de ces violences émises par ces institutions n'est pas évidente pour tous car les discours bienveillants masquent des faits en constante augmentation.

La violence n'est pas la même selon l'endroit où l'on se situe, de plus de par notre socialisation ou éducation différenciée, notre évolution en tant qu'homme ou femme, les violences seront encore distinctes, parfois légitimées, parfois volontairement masquées, d'autres fois dénoncées mais à quel prix ? De surcroît, en raison de de l'information en continu venant du monde entier avec des nouvelles

⁶³DERRIDA Jacques, *Politiques de l'Amitié*, 1994, p.266

⁶⁴ HOOKS bell, A Feminist Challenge ? In *Feminist Theory: From Margin to Center*, Boston, South End Press, 1984

plus terribles les unes que les autres, la violence vécue est minimisée par les autres et par nous-mêmes, mais plus encore la violence et l'injustice sociale deviennent d'une banalité flagrante.

Afin de créer une sororité engagée, militante et indissoluble, porteuse d'un message d'unité dans un contexte où l'individualité prime, il est nécessaire de décortiquer cette violence protéiforme et de savoir y faire face.

Les mouvements féministes actuels en Argentine mais aussi dans le monde entier ont fait face à des répressions très fortes de la part des autorités mais aussi de la société. La voix des femmes effraye et résonne comme un appel à la violence. S'exprimer pour une femme devient une prise de risque dès qu'elle dénonce une injustice, tandis que lorsqu'un homme s'exprime on y voit du courage. Les femmes doivent sans cesse se justifier sur leur prise de position, ou bien se contenter des droits qu'elles ont déjà. Ainsi, les modèles binaires refont surfaces, les femmes peuvent travailler, s'assumer financièrement, mais une femme reste une « femme » avec toutes les contraintes que cela implique. Pourquoi vouloir plus ? Pourquoi vouloir se défaire de ce qui forme notre identité de femme ? Ici entrent en jeu les personnes qui maintiennent que les hommes et les femmes sont complémentaires, par conséquent chacun à ses particularités propres, distinctes et inégales. Le rapport hommes/femmes est perçu comme un rapport d'équilibre naturel. Mais qui sont ou quels sont les modèles originels d'un homme et d'une femme ? Pourquoi le désir de conformité à ces modèles mène-t-il à la violence ? Qu'est-ce qu'implique cette violence ?

Le monde globalisé actuel est une source de savoir inépuisable. De cette manière, les luttes sociales trouvent échos dans le monde entier et donnent la force à des mobilisations de prendre de l'ampleur et de trouver du soutien.

Comment tuer ces mobilisations dans l'œuf avec une représentation médiatique forte ? Le premier élément utilisé est la répression d'information par les forces de l'ordre, contrôler les médias et les personnes influentes qui véhiculent des informations sur les réseaux sociaux. Ensuite enlever aux femmes leurs capacités de réflexion en les dévalorisant ou en les diminuant constamment, voire en les tournant en dérision. L'objectif de cette manœuvre est de replacer la femme à un rang inférieur à l'homme, un être avec peu de discernement et certainement pas guidé par la raison. Les femmes sont ainsi infantilisées et bien sûr restreindre leurs droits c'est les protéger d'elles-mêmes. Ce discours est assimilé aussi bien par les hommes que par les femmes.

Les violences sur les réseaux sociaux sont particulièrement virulentes, comparable à une chasse aux sorcières. Des féministes du mouvement *Ni Una Menos* se sont vues attaquées sur leur physique, sur leur engagement politique sur leur orientation sexuelle et identité de genre, mais plus grave encore leurs adresses et numéros de téléphone ont été divulgués, et elles ont subi un véritable procès populaire. Ce genre de pratique est désormais très courant. Une membre de la Federación LGBT

Argentina nous confie à ce sujet « *Es más fácil de no definirse como feminista* », elle voit comme un acte de courage de se proclamer féministe mais comprends que l'on veuille se détacher de cette catégorisation. Le mot féministe ferait peur aux hommes car trop politique et trop radical. Ainsi, se revendiquer féministe serait un appel à la violence, un élan de radicalité qu'il faudrait refréner pour le bien de la société. Parmi les collectifs féministes interrogés le collectif La Revuelta nous a affirmé combien il était de plus en plus difficile de se revendiquer comme collectif féministe et comme individu féministe. D'une part, parce que des femmes leur reprochent de ne pas être humaniste et que persister dans une opposition constante avec les hommes n'a plus lieu d'être, et d'autre part car les revendications actuelles ne semblent pas coïncider avec les besoins de toutes.

La lutte pour les droits sexuels et reproductifs est particulièrement ardue à mener, d'ailleurs lors des récents votes à l'Assemblée et au Sénat de nombreuses manifestations ont eu lieu. Les féministes pro-choix avaient choisi comme symbole de *los pañuelos verdes*, les foulards verts, qui font sans doute un rappel au symbole de des Mères de La Place de Mai. Les opposant.e.s à légalisation de l'avortement 'Pro vidas' arboraient quand eux, sur la même logique, un foulard bleu ciel rappelant la couleur du Paradis, de l'innocence et du drapeau. Ce détail peut paraître anodin mais ce n'est pas le cas, la stratégie des opposants a été ici de réaliser une subversion du symbole de la légalisation et de l'utiliser à ses propres fins. Plus explicitement, les foulards verts, symbolisent d'une part l'espoir avec la couleur choisie⁶⁵, de plus cette couleur n'est attribuée à aucun parti politique ce qui est parfait car aujourd'hui en Argentine le vert est rattaché à ce mouvement des femmes pour leurs droits, et deuxièmement, l'objet fait référence aux Mères de La Place de Mai pour leur lutte, leur cohésion et surtout leur persévérance face à l'adversité et au temps. L'opposition va ingénieusement choisir cette stratégie pour faire appel à la même référence mais pas à la même signification. La couleur a évidemment une signification religieuse, et le foulard est donc un clin d'œil aux Mères de la Place de Mai, mais contrairement aux pro-choix, ils veulent ici évoquer le côté maternel, les mères modèles qui se sont battues des années pour leurs enfants, qui se sont senties dépossédées de leurs identités en perdant ces enfants, alors pourquoi vouloir mettre un terme à une grossesse et à 'la vie d'un enfant' qui sera une partie intégrante de votre identité de femme? Le rappel essentialiste de la nature de *mère* que toutes les femmes sont au fond d'elles-mêmes est un point qui reste à déconstruire.

2.1) Violences institutionnelles

Les violences institutionnelles sont difficilement mesurables car elles sont peu dénoncées et font parties intégrantes d'un système bien installé et protéiforme. Pour ce travail de mémoire nous avons souhaité contacter des structures étatiques nous auraient informé des chiffres en leur possession,

⁶⁵Le vert est la couleur de l'espoir surtout dans les cultures asiatiques

des actions prises pour pallier à ces violences et des résultats. L'institut National des Femmes Argentine a répondu favorablement à notre requête mais plusieurs autres institutions spécialisées dans le développement économique et le développement des politiques publiques « Genre » ont décliné. Avant de poursuivre il est intéressant de se demander qu'est-ce que la violence institutionnelle ? Les institutions fabriquent-elle cette violence ? Dans quel but ? Un abus, est-ce automatiquement de la violence ? Comment la définir pour mieux la dénoncer ? Les institutions font respecter des règles et des normes, et sont-elles source de désolidarisation des femmes ?

L'Eglise comme nous l'avons précédemment évoqué à un pouvoir fort sur le pays et n'hésite pas à l'exercer, de plus en Argentine cette institution agit comme d'agent de socialisation. La loi d'éducation sexuelle en Argentine date de 2013, les élèves d'une quinzaine d'années sont supposés recevoir un carnet exposant les risques liés à la sexualité (MST, VIH)⁶⁶, la contraception et le consentement. Malheureusement, chaque province argentine décide plus ou moins d'appliquer cette loi. La province de Salta, surnommée Provincia Pro-Vida, suit par exemple les directives de l'Église concernant l'éducation sexuelle et se contente de préconiser fortement l'abstinence sexuelle jusqu'au mariage. Salta est une des provinces où le taux de féminicides, de viols, de suicides et de grossesses adolescentes sont les plus élevés, et pourraient être une conséquence de la position ultra conservatrice de l'Église. Ainsi, choisir de ne pas appliquer une loi qui pourrait prévenir ce type de faits sous prétexte d'une morale et d'une autorité qui dépasseraient l'État et le bien commun peut être considéré comme une forme de violence.

Dans son ouvrage qu'est-ce que la justice sociale ? La philosophe Nancy Fraser met en lumière les stratagèmes qui peuvent gommer les violences de genre et empêchent ainsi une égalité femme-homme *« Dans les sociétés différenciées complexes d'aujourd'hui, les valeurs empêchant la parité sont institutionnalisées dans une pluralité de lieux, et de différentes manières. Dans certains cas le déni de reconnaissance est judiciairisé, expressément codifié dans une loi formelle ; dans d'autres, il est institutionnalisé à travers des politiques gouvernementales, des codes de l'administration ou des pratiques professionnelles. Il peut également être informellement institutionnalisé, dans des schémas d'association, des habitudes anciennes ou des pratiques sociales sédimentées de la société civile »*⁶⁷

Les violences sont le miroir de notre société.

Le milieu médical est une institution censée accompagner, appliquer une politique du *care* envers les patients, informer et prévenir les risques. Or, dans la lutte pour les droits sexuels et reproductifs les personnels de santé se sont fait désirer et leurs conceptions étroites des sujets comme

⁶⁶Les maladies sexuellement transmissibles et le virus du Sida sont en forte augmentation depuis 2015, l'UNICEF a publié un rapport alarmant et a mis en place des sanctions envers l'état Argentin afin de l'obliger à informer les adolescent.e.s sur la contraception.

⁶⁷FRASER Nancy, *Qu'est-ce que la justice sociale? Reconnaissance et redistribution*, Paris, La Découverte, 2005, p.80

l'avortement, le VIH ou l'éducation sexuelle ont eu un impact énorme sur la réception de l'information par l'opinion publique. Le système de santé argentin est très clivant puisque dans cette région, les femmes ont accès aux soins contre une importante contribution monétaire et auxquels les plus modestes n'auront jamais accès faute de moyens. Aussi, les personnels de santé étant des personnes habilitées à donner des soins et des conseils pour la santé physique et mentale du patient ne se gênent pas de culpabiliser les jeunes femmes qui viennent consulter pour une possible interruption volontaire de grossesse (payante) en montrant l'échographie du fœtus et en insistant lourdement sur le 'meurtre commis' par la patiente. De plus, les déclarations du Pape François concernant l'avortement en milieu hospitalisé n'ont fait qu'envenimer la situation, déjà explosive, en qualifiant de «*méthodes de nazis aux gants blancs*»⁶⁸. Les violences issues du milieu médical sont avant tout elles-mêmes reliées à une morale intangible, à des normes et des valeurs qui portent fortement préjudices aux citoyennes. Comme nous l'avons abordé précédemment le VIH est en augmentation constante en Argentine, ce qui est complètement inédit.

Les institutions sont des lieux de pouvoir(s) où la justice sociale n'est appréhendée que d'une seule manière pour des hommes et par les hommes. L'Argentine ne tient pas de comptes des féminicides via ses institutions, ce sont des associations qui essaient de faire ce travail de récoltes et d'analyses de données. Une femme sur dix va porter plainte pour viol ou agression sexuelle car au-delà du traumatisme qu'elles ont subi elles craignent de vivre pire à la confrontation avec le personnel médical et les services de police. Comme nous l'ont aussi bien souligné Analía et Ruth, la plupart des femmes ne sont pas écoutées mais directement renvoyées à leur domicile lorsque la personne en cause est leur compagnon «la violación no se asimila a la pareja sino a un tío de mala fama en una calle por la noche».

Amnesty international dans son rapport 2017/2018 concernant l'Etat argentin fait état de violences d'état, notamment lors d'une manifestation organisée pour la journée internationale des Droits des Femmes le 8 mars. En effet, des femmes ont porté plainte pour maltraitance, abus de pouvoir et humiliations. La plupart d'entre elles auraient subi des maltraitements physiques et auraient été détenues sans raison apparentes. Les forces de police les auraient obligées à se déshabiller.

En septembre 2017, une manifestation est organisée après la disparition de Santiago Maldonado., les mêmes faits sont rapportés à Amnesty International par des femmes qui ont été une nouvelle fois battues mais aussi forcées de se déshabiller devant les policiers en question. ⁶⁹

⁶⁸Le Pape faisait ici référence aux IVG lorsque le fœtus présente un lourd handicap et que les parents préfèrent mettre un terme à la grossesse. <http://www.valeursactuelles.com/societe/le-pape-compare-l'avortement-un-eugenisme-en-gants-blancs-comme-celui-pratique-par-les-nazis-96433>

⁶⁹<https://www.amnesty.org/fr/countries/americas/argentina/report-argentina/>

2.2) Le néolibéralisme et sa colonisation idéologique sur la pensée

La division des sexes est avant tout un rapport de force entre dominant et dominé. Les hommes en position de dominants avec les avantages et privilèges et les femmes en position de dominées. Cette division sexuée a eu des conséquences sur la participation des femmes dans la vie publique (politique, poste à responsabilité) et vie privée (répartition des tâches domestiques, travail non valorisé et non rémunéré). Néanmoins, de nos jours le néolibéralisme est présenté comme un courant libérateur et émancipateur de la femme. En effet, la liberté d'entreprendre, l'accès à des postes peu qualifiés et les nouvelles technologies qui sont vendues comme pour enlever un « poids » aux femmes. Mais d'un autre côté, le néolibéralisme reproduit des normes binaires en les accentuant depuis les années 1960. Ainsi, des nouveaux besoins ont émergé et le culte de la beauté féminine est au centre des préoccupations. Les femmes prennent soin d'elles-mêmes, et doivent toujours être parfaites : coiffées, épilées, manucurées. On dépossède les femmes du naturel d'un corps, toutes les choses dites imparfaites ou trop masculines. Des modèles de beauté font la une des magazines avec comme des corps toujours plus parfaits mais photoshoppés. Ainsi, on vend aux femmes l'idée de ce que est la féminité, de ce qu'est une femme, une sorte d'idéal tout en sachant que ce qui est présenté est impossible à obtenir. La course à la perfection se transforme en une compétition de haut niveau où chacune doit faire valoir ses atouts majeurs, qui deviennent source de rivalité et de jalousie entre femmes, qui subissent une pression constante. Cette pression repose sur un savant système entretenu par les dominants et les dominé.e.s avec pour unique critère la beauté physique. Le néolibéralisme vend aussi le Bonheur. Nous sommes sans cesse exposés à des images travaillées de telle sorte que nous pensons que nous souhaitons ce qui nous est montré. Le néolibéralisme fait le lien entre bonheur, beauté, argent, hétéronomativité et la famille idéale.

Nancy Fraser apporte une critique très tranchée de l'implication des féministes dans l'expansion du néolibéralisme *« Si dérangent que cela puisse paraître, j'estime que le féminisme de la deuxième vague a involontairement fourni un des ingrédients essentiels du nouvel esprit du néolibéralisme : aujourd'hui, notre critique du salaire familial masculin alimente en grande partie la romance qui investit le capitalisme flexible d'un sens supérieur et d'une visée morale. [Dans le cas des femmes cadres déterminées à casser le plafond de verre, comme dans celui des femmes pauvres qui ont besoin de revenus mais aspirent en même temps à une libération de l'autorité masculine], le rêve d'émancipation des femmes est le moteur de l'accumulation capitaliste. »*⁷⁰ Fraser critique sans détour les féministes identitaires qu'elle accuse d'avoir favorisé la lutte pour une reconnaissance

⁷⁰ FRASER Nancy, *Le féminisme en mouvements. Des années 1960 à l'ère néolibérale*, traduction d'Estelle Ferrarese, La Découverte, « Politique & société », 2012, p.299

identitaires et ont par conséquent délaissé les questions concernant la justice sociale et la lutte contre le capitalisme. Selon elle, le néolibéralisme serait un effet pervers du féminisme de ces dernières années. Or, on peut fortement douter de cette affirmation. Le néolibéralisme certes s'est servi du féminisme pour asseoir son pouvoir, notamment aux travers d'institutions et de politiques publiques, en affirmant vouloir rendre les femmes égales aux hommes via à le travail, mais en mettant de côté les questions des droits sexuels et reproducteurs.

Le néolibéralisme appréhendé au prisme du féminisme peut être perçu de plusieurs manières, mais pour ce travail nous avons choisi : « *La perspective féministe décoloniale fait ainsi le lien entre la dimension symbolique, construite et culturelle des rapports de genre, et leur dimension économique et politique, du niveau domestique au local et global. Cette perspective se centre aussi sur les luttes pour des droits économiques et sociaux, en s'intéressant au lieu spécifique à partir duquel les femmes prennent la parole dans la lutte sociale.* »⁷¹ Cette démarche permet de mieux comprendre de quelle manière s'est répandu le capitalisme et la reproduction des inégalités de genre.

La perspective féministe décoloniale fait débat entre les féministes, certaines préfèrent aborder les thématiques féministes depuis un positionnement postcolonial. Néanmoins, ce positionnement est remis en question car il perpétuerait une vision néocoloniale, sans croiser le domaine économico-politique et culturel. Le positionnement décolonial est associé à la dépatrilisation comme on a pu le constater dans les mouvements féministes latino-américains avec le slogan « *No se puede descolonizar sin despatriarcalizar* »⁷². Ce double processus passe par combattre le système économique et institutionnel actuel. L'économie sociale et solidaire dans un effort de vouloir intégrer et émanciper les femmes des hommes a enfermé les femmes dans d'autres rôles. Les femmes mapuches sont les plus touchées en Argentine car elles sont en grande précarité économique et sociale. De surcroît, des emplois leur sont proposés par des grandes multinationales qui derrière une politique de développement voit une aubaine de réduire leurs coûts de production en employant des personnes non qualifiées. Aussi, les femmes sont considérées comme une main d'oeuvre plus docile et plus facilement malléable, remplaçable, voire jetable. Ces emplois proposés aux femmes plutôt qu'aux hommes suscitent de violentes réactions. Accusées d'être celles qui mettent les hommes au chômage en volant des emplois qui leur reviennent de droit, elles sont violées, voire tuées.

Le néolibéralisme et le patriarcat ont créé une situation déséquilibrée et de précarité où les femmes sont dépendantes d'un système établi par les hommes et pour les hommes. La vision marxiste insiste sur le fait que le contrôle des naissances et du corps des femmes résultent d'une politique patriarcale sous couvert de bon sens moral. L'épineuse question de l'avortement en est une

⁷¹ VERSCHUUR Christine et DESTREMAU Blandine. « Féminismes décoloniaux, genre et développement. Histoire et récits des mouvements de femmes et des féminismes aux Suds », *Revue Tiers Monde*, vol. 209, no. 1, 2012, pp. 7-18.

⁷² Juliana Paredes dans une communication sur sa page web
http://www.mujarescreando.org/pag_menu/prensa/prensa.html

conséquence directe car les hommes se sont occupés d'imposer ces normes morales et souvent majoritaires dans les espaces de décisions politiques.

Le corps des femmes est vu comme un espace de production non négligeable car elles ont la capacité de porter les ouvriers de demain. L'avortement est diabolisé car il donne aux femmes un trop grand pouvoir sur leur corps, leur vie et encore plus tabou : leur sexualité. La sexualité des femmes a souvent été cantonnée à la reproduction et non au plaisir. Ainsi, les lesbiennes ne sont pas non plus acceptables dans un monde où la productivité est omniprésente et par conséquent l'union de lesbiennes est contreproductive.

On pourrait parler de colonisation idéologique de la pensée que le néolibéralisme s'efforce d'imposer via la mondialisation, des normes et des valeurs sont véhiculées en jugeant préférables à d'autres. Les féministes matérialistes dénoncent le système économique actuel et le poids énorme qu'il impose sur les femmes. Le concept de femme objet, de sex machine aseptisée, d'une concurrence permanente avec les autres femmes, la culpabilisation des femmes qui ne veulent pas d'enfant ou qui sont stériles qui par conséquent se sentent 'inutiles', des mères qui une fois leurs enfants grands n'ont plus de repères, ne trouvent plus de place dans la société. Le corps des femmes a souvent été un territoire de conquête et aujourd'hui encore les travailleuses du sexe orientent leurs services vers un marché masculin toujours en demande, les mères porteuses 'louent' leurs corps. Le sujet ici n'est pas de débattre de ce qui est juste ou approprié de faire ou de ne pas faire avec son corps de femmes, mais de pointer du doigt l'usage que l'économie, les entreprises, les institutions et les femmes elles-mêmes font du corps des femmes. Pour vendre un parfum, de la lingerie, des sacs à main on va présenter des seins, des fesses, un ventre des jambes mais très peu souvent le visage d'une femme. Le corps de la femme est objet de fantasme sans identité, ce constat donne l'impression que les femmes ne sont qu'Une Femme, dans la mesure où elles sont toutes interchangeables car elles n'ont pas d'identité propre.

En Argentine le néolibéralisme fait des dégâts considérables. Fin 2016, le constat de la première année du Président Macri au pouvoir fut assez catastrophique: 200 000 licenciements ont été comptabilisés, l'inflation a augmenté de 13% et l'économie est en récession. Les classes populaires sont directement affectées et particulièrement les femmes.

Depuis 2015, les violences et agressions sexuelles envers les femmes sont en recrudescence. Début 2017, la situation se dégrade, une femme meurt toutes les 18 heures, et les collectifs féministes tirent la sonnette d'alarme. On assiste à de nouvelles formes d'agressions particulièrement violentes mêlées à de la torture. De plus, les femmes sont de plus en plus incertaines et 50 agressions sexuelles sont enregistrées chaque jour en regroupant toutes les données possibles afin de réaliser des statistiques et rendre compte de la réalité. Ainsi, selon l'organisation, 1808 féminicides ont été commis, mais il est

impossible de savoir le nombre de transfemicides parmi ces derniers.⁷³ L'état est dans l'incapacité de confirmer ces chiffres. Il y a un an, le Président Macri a nommé María Fabiana, anciennement membre de la Casa del Encuentro, comme Présidente du Consejo Nacional de Mujeres.⁷⁴

L'état argentin a des difficultés (ou un manque de volonté) à regrouper les données qui concernent les agressions, harcèlements, viols et féminicides. La Casa del Encuentro a effectué un travail impressionnant. Bien sûr, notons que la Ley de Género (2012) est très progressiste mais beaucoup de difficultés sont rencontrées dans leur mise en application et certaines provinces se refusent à leur exécution. En effet, même s'il y a de remarquables avancées et une forte mobilisation populaire pour un changement effectif, il n'en reste pas moins que des secteurs du gouvernement restent très conservateurs. Cette conjecture particulière pleine de paradoxe, commence à remettre en cause le patriarcat et la libération du marché du travail qui laisse aux femmes une place (même si la plupart du temps ce sont des emplois à temps partiel, précaires), peuvent être vu comme une mise en péril de la masculinité, et le moyen de la réaffirmer serait en utilisant la violence comme moyen d'action. On peut prendre comme exemple les féminicides de Juárez où les *maquiladoras* sont les premières cibles, et du fait de leur statut, des a priori et de leur origine ethnique, ces crimes restent impunis.

3) *Quels moyens d'actions pour les femmes : stratégies diversifiées et convergences des luttes*

«L'activité politique est celle qui déplace un corps du lieu qui lui était assigné ou change la destination d'un lieu ; elle fait voir ce qui n'avait pas lieu d'être vu, fait entendre un discours là où seul le bruit avait son lieu, fait entendre comme discours ce qui n'était entendu que comme bruit.»⁷⁵

Face à ces violences assimilées et leur légitimité, quels sont les moyens d'action à disposition des femmes afin qu'elles puissent se faire entendre et surtout être prise en compte. La force des mouvements contre les féministes et qu'ils arrivent à désolidariser les femmes en mettant en avant des idées fausses mais largement diffusées ou des comportements excessifs. La provocation est un moyen efficace d'attirer l'attention sur soi et surtout de déranger et de pousser à la réflexion.

Le collectif la Revuelta actif depuis une vingtaine d'année en Patagonie et à Buenos Aires essaient de rassembler toutes les femmes qui souhaitent un changement effectif et une citoyenneté égale à celle d'un homme.

⁷³ <http://diariofemenino.com.ar/v2/index.php/2017/02/18/violencia-de-genero-el-despertar-del-feminismo-en-argentina>

⁷⁴ http://www.lacasadelencuentro.org/feminismo_popular.html

⁷⁵ J. Rancière, *La Méésentente. Politique et philosophie*, Paris, Galilée, 1995, p.53

Le collectif organise des actions dans les rues de la capitale, plusieurs ateliers y sont proposés : débat, art, libre expression. Leur objectif est d'avoir un impact solide sur des femmes de toutes les classes sociales, origines ethniques, orientations sexuelles, et de créer les archives et mémoires féministes. Ce point-là est particulièrement intéressant, car elles veulent créer un lien indéfectible entre femmes afin d'avoir un réel poids politique face au pouvoir en place et de la pensée hégémonique. Ces mémoires et archives féministes sont un travail considérable qui mettraient aussi en avant les actions des femmes au fil de l'histoire, des femmes inexistantes, rendues invisibles et pourtant si actives. Le collectif veut trouver des éléments qui permettront de créer une identité commune, une identité dans laquelle chacune est représentée, une identité visible et avec du pouvoir. Néanmoins, c'est un travail laborieux et elles ont décidé de s'associer à d'autres collectifs du pays, mais les revendications et les collectifs sont tellement fragmentés qu'il est très difficile d'arriver à convaincre tout le monde de s'investir. Ensuite, les combats féministes argentins restent pour la Fédération LGBT argentine peu inclusifs et ne cherchent pas à l'être, agir ensemble leur paraît compliqué et pourtant l'Argentine vit une révolution féministe assez conséquente actuellement en ce qui concerne la dépénalisation de l'avortement.

L'idée des actions féministes n'est plus tellement de regrouper les masses pour des actions publiques mais d'attirer l'attention des médias sur elles. Existe-t-il une identité féministe ? Fédérer les luttes autour d'un féminisme, intersectionnel, autonome et communautaire est-ce une solution ? Cette sororité est-elle une décision politique à exploiter et à construire ?

La présidente du *Collectivo la Revuela*, Ruth, nous confie que la sororité ou solidarité entre femmes doit être un moyen d'action politique absolument nécessaire car aucun parti politique n'est assez compétent et actif. De plus, elle souligne sa colère face à l'inaction de la gauche argentine d'être trop divisée face aux questions liées au genre, et aux droits sexuels particulièrement le débat actuel de l'avortement largement repris par le gouvernement libéral de Macri. Cette récupération politique peut être dangereuse pour les femmes et leurs droits, car d'après Ruth le gouvernement ne se gêne pas pour aborder le sujet en omettant une multitude d'information, en faisant croire qu'une évolution est possible mais toujours avec un discours culpabilisant. Un de leurs moyens d'action important est de déconstruire ces discours en démontrant les manipulations et éléments de culpabilisation. Bien que très ouvert et avec un discours inclusif le collectif essaie d'inclure des femmes trans dans leur lutte contre le patriarcat sans succès depuis une dizaine d'années.

Cette désolidarisation sûrement légitime est un vrai frein pour le collectif. Très impliqué auprès des femmes mapuches dans le nord argentin, le collectif a réussi à avoir un réel impact sur l'accès aux soins, atelier sur la découverte et compréhension de la sexualité et sur des thèmes corps-territoire. En effet, le collectif le *Revuelta* milite pour déconstruire les normes actuelles et repenser le corps de la femme comme appartenant aux femmes elles même et non pas aux hommes, à la morale et au système économique. Le corps des femmes est un territoire de pouvoir ou elles n'ont pas d'emprise et la

réappropriation de ce territoire symbolique est un pas important vers un partage du pouvoir. Les moyens d'actions sont restreints et comme ils s'organisent en non mixité les collectifs féministes sont accusés de penser dans une réalité parallèle qui n'inclue absolument pas les hommes, ce qui est une aberration absolue puisque les femmes n'ont pas été impliquées dans les organisations décisionnelles. La rupture avec les partis politiques argentins est très marquée car aucun d'entre eux ne conçoit que des actions soient décidées en groupe formé uniquement de femmes. Pourtant, la sororité et la non-mixité devient une décision politique nécessaire

La deuxième partie de ce travail permettra de réfléchir à des moyens d'actions nouveaux autour d'une identité commune et surtout de réfléchir à qui sommes-nous réellement, pourquoi sommes-nous des sujets si politiques et pourtant si peu citoyennes. Quels sont nos devoirs pour les futures générations et pour nous-mêmes ?

Chapitre 2 : Identité(s) politique(s) et devoir de mémoire féministes

Le féminisme est perçu à tort comme une entité uniforme et homogène pour des personnes qui s'y connaissent peu ou comme on peut le voir à travers le traitement médiatique où les mouvements sont réduits à 'une action de la part des féministes' sans que les causes de la manifestation ne soient réellement exposées, rendues visibles et légitimées. Le 'féminisme' semble alors être un mot que l'on case un peu partout pour qualifier ce qui paraît trop excessif et radical dans un comportement, mais pas pour une cause juste qui est l'égalité femmes-hommes.

Néanmoins, le 'féminisme' a été très utilisé ces deux dernières années à des fins commerciales dans le milieu de la mode particulièrement. Ainsi on pouvait voir dans les publicités et vitrines de magasins des t-shirt avec l'inscription «*Feminist*»; «*Girl Power*». La visibilité apportée est davantage d'ordre commercial et non comme réel étendard ou soutien politique aux luttes féministes. Cependant, devons-nous percevoir cet effet de mode comme une avancée et démocratisation du terme, une mise en avant des luttes de manière indirecte et qui pourrait provoquer un regain d'intérêt dans la société? Les représentants politiques, eux, ont compris que la carte 'égalité de genre' ne devait pas être négligée et qu'elle pouvait servir des intérêts propres à leurs causes. D'ailleurs, on constate que le Président Macri fortement conservateur apporte un appui soudain au débat concernant la question de l'avortement, sans pour autant y adhérer. Faut-il se réjouir de cette 'solidarité'?

Comme nous l'avons signifié plus haut une unité et non une uniformisation des mouvements serait une plus-value pour les luttes futures. Les féminismes sont hétérogènes et les politiques publiques mises en place influent selon la position géographique, la politique et la culture et notre subjectivité. Néanmoins, un élément regroupe les mouvements : l'identité donnée à nos corps et les conséquences qui en découlent, les inégalités, les violences, le harcèlement, la conformité imposée et tant d'autres éléments. Ce lien au travers d'expériences collectives de violences physiques, verbales ou symboliques ne suffit pas à fédérer les femmes mais il est plus efficace que le lien biologique, le fait d'être naît femme. Ainsi, une identité féministe est très compliquée à faire émerger car pour se reconnaître dans une identité il faut des éléments de références et se retrouver dans l'*Autre*.

Dans cette partie nous aborderons la place que tiennent les identités dans un mouvement féministe solidaire et hétérogène, mais aussi les capacités des actions collectives à mettre en place des éléments de réflexions.

I) Luites individuelles ou luites collectives

Au cours de l'histoire les femmes ont été rendues invisibles volontairement et leurs victoires et avancées scientifiques et politiques ont été attribuées à des confrères masculins. On pourrait penser que les femmes n'ont joué aucun rôle dans la construction de la société actuelle. Pourtant, elles ont été nombreuses à s'impliquer notamment en Argentine, dans ce territoire au contexte socio-politique si particulier. Politiciennes, artistes, économistes, paysannes, bourgeoises, universitaires, elles ont toutes contribué d'une manière ou d'une autre à une lutte féministe. Ces profils tellement différents nous questionnent sur la place de chacune et les rapports de pouvoir entre elles. Néanmoins ces différences ne doivent pas être un frein à une union sororal bien, au contraire comme on peut le constater actuellement avec les manifestations en faveur d'un avortement légal, gratuit et dans des conditions sanitaires appropriées.

Nonobstant, chaque mouvement a débuté à l'issue d'une expérience personnelle, un viol, une agression sexuelle, le sexisme quotidien...Est- ce qu'une personne n'ayant pas vécu la même expérience peu apporter son soutien et *com-prendre* les enjeux du combat à venir ? Se reconnaître dans l'autre n'est pas une capacité aisée et les éléments de références et de mémoire ont manqué aux femmes.

Les mobilisations collectives comme nous l'exprime Florencia ⁷⁶ sont un avantage considérable car ils amènent la visibilité, le soutien et les expériences d'autrui nous confortent et nous déculpabilisent. Le viol n'est jamais de la faute de la personne qui le subit, chacune a le 'droit' de faire et d'exprimer ses opinions. Mais les mobilisations collectives effacent l'individu au profit du collectif, et certaines se sentent dépossédées de ce qui était au départ leurs expériences 'propres'. Cependant, la force d'une lutte et des revendications réside dans le fait qu'elles soient portées par un collectif uni. L'individu au sein d'un collectif doit trouver une place et créer des liens avec les autres membres afin de se sentir en confiance et ne pas se sentir instrumentalisé à cause d'une expérience collective. Les entretiens que nous avons menés avec les collectifs nous ont tous appris que le plus important est de créer une cohésion, mais la difficulté est de rassembler autour de priorité quand chacune pense que son expérience vaut plus qu'une autre, même si c'est de manière inconsciente, il faut que chacune se sente écoutée. De ce fait, le chiffre de collectif féministe a explosé en Argentine car beaucoup de femmes n'ont pas eu la patience d'attendre qu'une lutte collective fasse entendre leurs voix. Quand on parle de lutte individuelle ce n'est pas forcément de mener un combat seule contre tous. La lutte individuelle peut être une action quotidienne et militante, sous forme de conseils et d'informations à des proches ou à des femmes dans le besoin.

⁷⁶Entretien réalisé avec *economia feminista*

Le collectif la Revuelta préfère distinguer action individuelle/ luttes collectives et luttes individuelles d'un collectif/ luttes collectives de rassemblement de collectifs. Pour Ruth, un collectif comme celui qu'elle préside est tourné vers une action concrète : la dépénalisation de l'avortement. Or, elle évoque le devoir politique des femmes d'aider une camarade dans sa lutte si elle l'estime justifiée. Ainsi elle et les autres membres de son collectif n'hésitent pas à se déplacer dans le pays pour soutenir les femmes mapuches dans leur lutte contre l'extractivisme, mais aussi dans leur combat à un statut égal aux femmes argentines, notamment en ce qui concerne l'accès aux soins et à l'information sur la sexualité.

Florencia Freijo revient sur le terme de luttes collectives au sens large. Elle insiste sur la nécessité de ne pas regarder les luttes qu'au travers de ce qu'il se passe en Argentine, mais de les mettre en perspectives avec les luttes mondiales et de s'en inspirer. Les modalités d'actions des collectifs féministes africains ou d'Europe de l'est sont particulièrement intéressantes pour elle, elle souhaiterait arriver à avoir une vision plus large des luttes et une analyse du mouvement féministe argentin extérieure. Aussi, tout comme Ruth elle critique le fait que chaque femme/personne soit centrée sur des expériences et problèmes individuels et de ce fait la communication reste compliquée.

1) Une citoyenneté subalterne

La capacité de chacune à mettre ses intérêts de côté aux profits d'un collectif n'est pas la même pour toutes et demande une introspection et une réflexion sur la capacité de la démocratie et de l'Etat à donner à ses citoyens et citoyennes une égalité de droits.

Qu'est-ce que la citoyenneté et pourquoi malgré la Déclaration des Droits de l'Homme et les différents traités internationaux, la citoyenneté n'est-elle pas la même pour tous et toutes ? Quand on parle de citoyenneté on pense aux droits mais aussi aux devoirs qui nous en incombent. Malgré tout, ces droits et ces devoirs ne sont toujours pas les mêmes pour les hommes et pour les femmes, d'ailleurs les exemples ne manquent pas. Les femmes font autant parties de la société argentine (et dans le monde) qu'un homme et pourtant elles n'ont eu le droit de vote que bien après, alors que le vote est un devoir citoyen. Ainsi, si une 'citoyenne' n'accomplit pas son devoir et n'a pas accès à ses droits est-elle vraiment une citoyenne ? Que signifie la citoyenneté pour une femme ? La citoyenneté a-t-elle un genre ?

Sans doute possible oui. La citoyenneté n'est pas censée être un privilège mais un droit immuable et pourtant notre système est le miroir d'une société inégalitaire et plus encore il la soutient. Cette disparité a des conséquences graves sur les femmes, leurs actions, leurs corps, leur volonté, leurs envies et perspectives d'avenir. Plus encore, les revendications pour des droits égaux et se reconnaître dans une identité nationale devient compliquée.

Comment se sentir appartenir à une nation et soutenir ses actions quand on n'en fait pas partie intégrante ? Lorsque l'on subit les violences institutionnelles et qu'en plus on doit affronter un chemin long et sinueux pour faire valoir ses droits. Cette épineuse question est le point central du travail de Bérangère Marques-Pereira⁷⁷, qui a effectué une étude comparative entre la France, la Belgique, l'Argentine et le Brésil. Il est intéressant de constater qu'à travers son ouvrage, *La citoyenneté politique des femmes*⁷⁸, combien il est difficile de faire entendre sa voix en tant que femme et plus encore sa voix politique. Elle effectue une présentation des différents systèmes politiques et met en évidence la fraternité existante depuis des siècles comme lien politique contrairement à une sororité inexistante. Aussi, elle démontre que «*Asseoir la spécificité du rapport des femmes au politique sur la simple évidence de la dualité sexuelle du genre humain rend problématique, et la citoyenneté des femmes, et toute citoyenneté démocratique. Ce qui est complexe, c'est le passage de la dualité du genre humain à la dualité du corps politique : il implique un déplacement de la notion d'égalité à celle d'équilibre entre les sexes, un glissement qui fait remonter la parité à l'idée (égalité entre pairs) ou à l'idée de paire (réunion de deux êtres complémentaires), ainsi que la montre Éleni Varikas (1995). Dans ce dernier cas, l'idée d'équilibre entre les sexes suppose que hommes et femmes en politique ne sont pas interchangeables et qu'ils ne sauraient que se compléter.*»⁷⁹ Voilà l'expression d'un rapport de force patriarcal qui a construit les inégalités d'aujourd'hui. Les femmes et le pouvoir ont donc été jugés incompatibles, le système politique a créé un lien complémentaire et de dépendance entre homme et femme, mais un lien de soutien fraternel entre hommes comme nous l'avons fait remarqué dans la première partie. La citoyenneté n'est pas seulement la participation à la vie politique, c'est aussi l'accès à des droits sociaux tels que le droit à l'éducation, l'accès aux soins ou la protection sociale. Les théories philosophiques et économiques s'affrontent sur les modalités d'expression d'une citoyenneté comme celle-ci. Selon Marshall, la citoyenneté ne peut s'exprimer que dans un État providence et libéral où chacun a à dispositions les moyens de se réaliser individuellement et d'exprimer ses désirs et besoins.⁸⁰

Comme nous l'avons signifié plus haut la citoyenneté aurait un sexe, bien que lorsqu'il s'agit des hommes, la question du genre, du sexe et de la sexualité est mise de côté voire jamais abordée, car l'homme en politique est représenté comme l'individu neutre aux yeux de la Loi. Les femmes, elles, sont considérées comme le groupe subalterne aux hommes puisque elles ont acquis plus tardivement les droits et devoirs mais aussi au vu de l'opposition faite entre femmes et politique. Ainsi, une femme qui se lance en politique représente une transgression car ce n'est pas 'l'ordre naturel'. Les femmes à

⁷⁷ Elle est professeur en science politiques à l'Université libre de Bruxelles, de plus elle dirige le centre de sociologie politique et le groupe d'études latino-américaines de cette université.

⁷⁸ MARQUES-PEREIRA Bérangère, *La citoyenneté politique des femmes*, Éditions Dalloz, Paris, 2003

⁷⁹ *Ibid*, p.122

⁸⁰ PATEMAN Carole, *Democratization and Citizenship in the 1990s: The Legacy of T.H. Marshall*, Oslo, University of Oslo, 1996.

des postes politiques doivent sans cesse prouver leurs compétences et dans certains cas ne sont même pas considérées comme des collègues. Aussi, l'arrivée d'une femme dans un groupe de travail est souvent perçue comme une menace pour l'autre femme déjà présente. Comme si une femme suffisait et l'arrivée d'une autre était un élément de concurrence voire une situation anormale, qui signifierait que la femme déjà en poste est sur un siège éjectable. Les femmes en politique n'établissent pas de réels liens entre elles car elles préfèrent faire valoir leur travail aux yeux des hommes qui sont en majorité et qui seront plus à même de le valoriser et de leur donner une opportunité.

Néanmoins, l'Argentine a eu une Présidente qui pour certaines femmes (le collectif *Economía Feminista*) a fait beaucoup et a su mettre en avant les inégalités de genre. Pour d'autres (le collectif *La Revuelta*, la *Federation LGBT*) Cristina de Kirchner n'a pas fait assez en tant que femme et première représentante du pays. Elles regrettent qu'elle n'ait pas été la porte-parole de la cause féministe et d'une promotion de la diversité des femmes et des populations indigènes mais aussi des minorités sexuelles.

2) Pas toutes les mêmes droits, pas toutes le même statut politique ?

Ainsi, les femmes ne sont pas des citoyennes à part entière, mais parmi ce groupe social se trouve des subdivisions, elles aussi écartées du pouvoir et des droits, de sorte à être marginalisées de la société. L'enjeu d'une sororité politique intervient ici même. En effet, l'objectif n'est pas de fédérer en acceptant tout et n'importe qu'elle idée. Fédérer n'implique pas une compréhension absolue de l'autre et de ses engagements, non fédérer au nom de la sororité serait d'ouvrir un dialogue constructif autour de critiques sociales et politiques. Les femmes non blanches, les femmes lesbiennes ou trans, les femmes en grande précarité, tous ces groupes sont à la périphérie de la citoyenneté, parfois pas complètement exclus, mais pas complètement intégrés. bell hooks développe toute une théorie⁸¹, et insiste fortement sur la nécessité d'une sororité comme mouvement politique pour contrer les identités hétéronormatives mais aussi comme outil qui interrogerait les identités et le positionnement de chacune. Elle préconise aussi l'étude des rapports de pouvoir de manière lucide et objective, ainsi dans un groupe diversifié une femme blanche et hétérosexuelle, bien que discriminée elle aussi du fait d'être femme, doit être capable de dire qu'elle a la possibilité de jouir de privilèges auxquels certaines n'auront jamais accès.

bell hooks travaille sur l'exemple nord-américain des rapports de pouvoir de race et de sexe, et la difficulté de créer des groupes féministes inclusifs. Néanmoins, elle démontre de manière juste le rapport entre sexe, race, genre. Elle s'attaque d'ailleurs aussi aux femmes noires qu'elle ne juge pas

⁸¹ FERRARESE Estelle, « bell hooks et le politique. La lutte, la souffrance et l'amour », *Cahiers du Genre* 2012/1 (n°52), p. 219-240. DOI 10.3917/cdge.052.0219

assez impliquées dans les luttes féministes car elles n'en ressentent pas le besoin.⁸² Ce que hooks veut mettre en avant est que chaque femme doit remettre en question ses acquis et son positionnement afin d'avancer au sein d'un mouvement politique au sein d'un groupe. Mais, selon elle l'expérience de la souffrance ne doit pas être le premier socle de cette solidarité, l'initiative doit venir d'un profond engagement politique, une envie de bousculer tout un système trop oppressif. L'expérience personnelle et commune ne suffit plus à rallier, il faut des personnes réellement engagées pour montrer que des actions sont possibles. La sororité implique un système réciproque et horizontal, on s'entraide entre sœurs et personne n'a plus de pouvoir qu'une autre. bell hooks n'est pas la seule à avoir travaillé sur la sororité, mais elle l'est l'une des seules à l'aborder de manière politique, c'est à dire que elle ne présente pas cette solidarité entre femmes comme un amour sororal, mais comme un engagement indéfectible dans la lutte contre les oppressions économiques et patriarcales.

D'autant plus que avoir conscience des privilèges que l'on en rapport à une autre personne nous amène à nous questionner sur ce qui ne va pas dans un système économique qui promeut une égalité des chances 'au mérite' et dans un État Providence qui fait du bien être de ses citoyens comme figure de proue. Le constat d'une différence citoyenne entre femmes d'un même pays indique une hiérarchie citoyenne de la part de l'État et indique ainsi un statut social différencié. Si la citoyenneté d'une citoyenne est amoindrie de par sa religion, sexualité et classe sociale, implique-t-elle aussi une perte d'identité nationale inhérente à la citoyenneté?

⁸² bell hooks démontre en effet que les femmes noires ont été très sexualisées mais elles sont cependant perçues comme des femmes indépendantes (elles assurent le rôle de père et de mère), avec un fort caractère, castratrices, parfois violentes et qui ont l'habitude d'avoir des responsabilités.

HOOKS bell , *Sisters of the Yam: Black Women and Self-Recovery*, Boston, South End Press, 1993.

II) Identité(s) et revendications politiques

1) Quelle place pour les identités dissidentes dans la lutte

La notion de(s) l'identité(s) soulève beaucoup d'interrogations. Tout d'abord qu'est-ce que l'identité et en quoi est-elle un frein à l'intégration dans la société argentine actuelle? L'identité n'est pas une expression figée de la personne, l'identité évolue selon le contexte, le milieu social, les migrations, ou encore le genre. Le mouvement féministe a construit une histoire et à cette histoire est rattachée une identité propre aux femmes, une identité sans liens avec les hommes. Néanmoins, la seule affirmation : «Soy feminista» suffit-elle à évoqué une identité propre à soi et à un groupe? Cette distinction est-elle suffisante, et sommes-nous par conséquent affilier à une identité féministe qui transcende les frontières nationales, politiques et sociales?

Revenons au contexte argentin et aux différences entre les féministes et les femmes trans⁸³. Les premières ont longtemps lutté pour des droits égaux et pour une non sexualisation et non stigmatisation de leur corps, et les secondes en affirmant «*Nosotrxs también somos mujeres y feministxs, porqué sufrimos y morimos de violencia machista*»⁸⁴ ont tout à fait raison car elles souffrent en effet d'une violence inouïe quotidiennement. Mais, les féministes dans leur lutte pour les droits sexuels et reproductifs, notamment sur la question de l'avortement ont éprouvé des réticences à les admettre et à les considérer comme femmes 'à part entière' dans la lutte comme nous le confie Analía, avocate à la Federation Argentine LGBT. En effet, lors des discussions à l'élaboration du projet de Loi pour la dépénalisation de l'avortement, Analía a souhaité mettre sur la table la question des hommes transgenres enceints (f to m) dans le texte de loi. Cependant, pour le comité en charge l'enjeu de cette discussion était de redéfinir et redonner aux femmes⁸⁵ un pouvoir sur leur corps. Cette clause incluant les hommes trans n'était absolument pas pertinente selon eux, mais après des débats houleux et les questions liées au genre et à l'altérité mais surtout à la fonction biologique des hommes trans qui se retrouveraient dans une situation bien difficile si ils n'étaient pas intégrés dans cette loi, une discussion constructive a été possible.⁸⁶ L'objectif est aisé à comprendre, en effet il n'est pas question d'exclure un groupe sous prétexte de l'oppression d'un autre, mais de l'inclure ou du moins le soutenir afin de valoriser sa propre lutte.

⁸³ Nous réalisons une distinction entre féministes hétérosexuelles/lesbiennes et femmes trans pour la suite de raisonnement.

⁸⁴ Entretien avec la Federation Argentine LGBT

⁸⁵ Quand nous évoquons les femmes dans ce passage nous faisons référence à la perception essentialistes 'des femmes ' qu'ont les autres membres du comité.

⁸⁶ Lors de notre entretien avec Analía, elle nous explique que le texte présenté à l'Assemblée et au Sénat faisait mention de personnes enceintes et non de femmes enceintes. La mention femme ou homme enceint.e aurait créé une polémique inutile, et au travers du terme personnes toutes les expressions de genre peuvent se reconnaître.

Les identités dissidentes sont en pleine expansion et représentent des alliées politiques de choix, tant les collectifs qui les mettent en avant non pas par peur de choquer, de bousculer, et ont déjà fait un travail de déconstruction sur eux-mêmes.

La place des identités dissidentes dans la lutte pour les droits sexuels et reproductifs doit être centrale car elles sont amplement concernées par les points qui sont discutés. Toutefois, Analía évoque la réticence encore trop marquée des féministes et voudrait amener à un raisonnement plus large qui s'appuierait sur un féminisme postmoderne et l'intersectionnalité. Aussi, elle encourage vivement les collectifs trans, LGBT, lesbiens ou queers de ne pas entendre qu'on leur fasse une place au sein de la lutte, mais au contraire d'agir et de réfléchir à des moyens d'actions forts. Au contraire, Ruth et le collectif la Revuelta (essentiellement composée de femmes hétérosexuelles et lesbiennes) craignent d'être aspirés par la pluralité du mouvement. Leur lutte repose actuellement sur leur identité de femme dans une société patriarcale, et avec les critiques apportées par ces identités dissidentes elles ont peur que leur combat qui s'appuie sur la différence de genres/sexes, ne soit réduit à néant. Elles espèrent une collaboration, mêmes si elles avouent ne plus faire d'effort dans ce sens-là, car elles ne se reconnaissent pas dans ces identités.⁸⁷

1.1) *La sororité comme promotion des identités plurielles*

Avant de pouvoir définir une identité commune et solidaire, une question se pose: Qui sont les groupes sociaux visés? Qu'est-ce que cela implique-t-il?

En déconstruisant le genre et les sexes construits socialement il est évident que les repères qui nous indiquaient l'identité d'une personne comme homme ou femme peuvent aujourd'hui être remis en question. Quand nous évoquons les femmes dans ce travail nous avons choisi de cibler les femmes qui s'identifient en tant que tel. Néanmoins, la lutte pour les droits sexuels et reproductifs évoque indéniablement le sexe biologique, et c'est ici que les choses deviennent plus ardues. Toutes les personnes possédant une vulve ne se définissent pas comme des femmes, mais du fait de leur appareil génital, elles seront assimilées à des femmes du moins dans le corps médical.

De plus, comme nous avons pu le voir lors des manifestations pour la dépénalisation de l'avortement de nombreux slogans faisaient références à l'appareil génital féminin « *Saquen sus rosarios de nuestros ovarios* », lors de notre entretien avec Florencia, elle nous a fait remarquer que elle préférerait ne pas utiliser ce genre de slogan qui pour elle mettait de côté trop de personnes. De plus, en ce qui concerne la notion de sororité ou de pacte solidarité dans la lutte pour les droits sexuels et reproductifs, elle souhaiterait que le terme utilisé soit personne et non pas femme ou féministe. Pour Florencia, qui

⁸⁷ Entretien téléphonique avec Ruth et une autre membre du collectif

est très active dans le milieu militant féministe argentin, la société argentine est en train de changer d'une manière sans précédent au niveau culturel et il est important pour elle que les femmes en prennent conscience. Elle critique d'ailleurs sévèrement la manière dont est établi le féminisme argentin, trop vertical pour elle. Flor propose de créer un pacte de sororité qui respecte une organisation horizontale, c'est à dire sans construction hiérarchique où chacune est l'égale de l'autre. Elle nous révèle que malgré la mobilisation conséquente cette année lors des meetings et des assemblées, le mouvement reste traversé de conflits qui lui portent atteinte.

Penser la sororité comme identité collective soulève de nombreuses interrogations, néanmoins on peut se poser la question suivante : la sororité est-elle un gage de diversité ?

1.2) Penser la diversité ou le multiculturalisme dans l'agenda politique?

La sororité apparaît comme un élément nécessaire aux luttes féministes et transmet surtout un sentiment d'appartenance à un groupe d'individu, et un engagement politique fort. La diversité et la multiculturalité sont deux concepts distincts que nous nous efforcerons donc de démontrer lequel des deux servira davantage la cause féministe actuelle.

bell hooks a longtemps travaillé sur la sororité comme mouvement politique et son absolue nécessité dans la société mais aussi dans le milieu universitaire et au sein des institutions. La sororité interroge les identités et les oppositions de chacune face à une autre femme ou un homme. Fédérer les femmes ne nécessite pas selon hooks une compréhension totale mais des critiques constructives et surtout étudier les rapports de pouvoir existant dans le groupe.⁸⁸ En effet, rappelons Foucault dans *l'Histoire de la Sexualité*⁸⁹ qui évoquait toute l'importance de comprendre les différents rapports de force d'où ils proviennent et s'exercent et bien sûr ce qui peut les renforcer ou les transformer. Les rapports de force forment des systèmes bien construits mais néanmoins traversés de multiples contradictions. L'agenda politique est souvent établi sans la consultation d'acteurs de la société civile et les collectifs pour la lutte pour les droits sexuels et reproductifs se sont mis à interpellier le gouvernement via les réseaux sociaux comme nous le montre ici une membre du collectif MISER (Movimiento por la Integración Sexual, Étnico y Religiosa) : « *Alba señala cómo también estas concepciones biologicistas se encuentran presentes dentro de los feminismos, en tanto la categoría "mujer" continúa siendo dentro del movimiento una categoría en disputa: "Lo que me interesa de este debate, y de la agenda social que ustedes están llevando adelante, es esta interpelación al concepto rígido de la mujer que irrumpe con la existencia de Mujeres Trans Argentina, me interesa*

⁸⁸ « Sisterhood : Political Solidarity Among Women », publié dans *Feminist Theory: From Margin to the Center* (1984), dont il constitue le chapitre 4. Traduit en français in Elsa Dorlin (2007, p. 113-134).

⁸⁹ FOUCAULT Michel, *Histoire de la sexualité*. Vol. 1. Paris, Gallimard, 1976

*debatir dentro del feminismo la misma categoría de mujer y poder pensar un reproche habitual de un sector del feminismo que piensa, por ejemplo, que la Ley de identidad de género refuerza el binario. Me parece que a esas perspectivas del movimiento feminista lo que le interesa es sostener determinadas agendas donde no irrumpa la diversidad transversal que tiene que ver con las intersecciones”.*⁹⁰

Qu'est-ce qu'impliquent la diversité et le multiculturalisme ? Et quelle notion est envisagée dans l'agenda politique argentin ?

La diversité vise avant tout à lutter contre les discriminations en intégrant des groupes minoritaires dans les différentes sphères de la société. Néanmoins les politiques publiques se baseraient uniquement sur des données quantitatives et non sur un travail de fond ce qui crée des problèmes multidimensionnels.⁹¹ Junko Tagaki travaille sur les questions liées à la diversité selon la subjectivité de l'endroit d'où l'on se place et pointe du doigt le caractère trop flou du terme : « *L'usage du mot « diversité » est plutôt vague, le mot lui-même peut recouvrir des significations aussi variés qu'imprécises, sans grande cohérence. Mais, peut-être y a-t-il une volonté ou un intérêt à conserver un sens ouvert et peu précis ?* »⁹² Ainsi, l'état en affirmant placer la diversité au cœur de l'Agenda politique sans vraiment expliquer ce que seront les mesures ou quelle est sa vision de la diversité reste dans une zone de confort. Or, les organisations et collectifs féministes perdent patience et demandent des mesures précises en accord avec la diversité sexuelle qui implique une représentation de la pluralité de genres et de sexualités.

Depuis 2015, Mauricio Macri a nommé Carolina Stanley comme Ministre du développement social de la Nation.⁹³ En 2016, elle a dirigé une étude dans le pays sur la diversité sexuelle et culturel afin de réaliser un guide, *De La Ley a la practica conceptos desde un paradigma igualitario*⁹⁴, qui a pour ambition de favoriser de réels changements sociaux et structurels et que ces changements ne soient pas juste dans inscrits dans la Loi. Le projet paraît prometteur dans la promotion de la diversité sexuelle et les explications qui sont données sont intéressantes. On retrouve toutes les définitions relatives à l'identité et l'expression de genre mais aussi, les politiques publiques envisagées dans l'agenda politique argentin pour les années à venir, ces politiques visent essentiellement le milieu du

⁹⁰ Activiste de MISER (Movimiento por la Integración Sexual, Étnico y Religiosa) et de Mujeres Trans Argentina <http://latfem.org/un-archivo-por-las-memorias-sexodisidentes-de-santa-fe/>

⁹¹ TAKAGI Junko, « Pour une approche sociologique de la « diversité » », *Revue internationale et stratégique*, vol. 73, no. 1, 2009, pp. 109-112.

⁹² *Ibid*

⁹³ Desarrollo social: Stanley mudará su despacho - Copyright © LA NACION - URL:

"<https://www.lanacion.com.ar/1848988-desarrollo-social-stanley-mudara-su-despacho>, page consultée le 3 juin 2018

⁹⁴ Cuadernillo de la Diversidad Sexual De La Ley a la practica conceptos desde un paradigma igualitario. L'Institut National des femmes nous a fait parvenir ce document car nous avons souhaité réaliser un entretien avec eux, mais ils ont préféré garder un contact via courrier électronique en nous faisant parvenir des chiffres statistiques ainsi que ce document. <http://www.desarrollosocial.gob.ar/wp-content/uploads/2015/08/5.-De-la-Ley-a-la-práctica-cuadernillo.pdf>

travail et la famille mais proposent aussi de revoir toutes les formulations administratives binaires et de les réformer et propose la valorisation de l'écriture et du langage inclusif. À première vue ce guide pratique est une formidable opportunité de faire comprendre simplement les termes, les concepts, les lois, ce qui doit changer dans notre rapport à l'autre, à notre rapport à la sexualité et en finir avec la stigmatisation des identités sexuelles. En effet, le guide est illustré de petites bandes dessinées qui racontent chacune une situation : *coming out*, naissance d'un enfant au sein d'un foyer monoparental ou avec des parents de même sexe/genre, ou encore comment se comporter vis à vis d'une personne trans, ne pas considérer la femme que par son aspect physique et montrer ce qu'est le harcèlement sexuel et comment le prévenir. Ce projet date d'il y a deux ans, les guides ont été distribués au sein d'organismes et d'institutions étatiques mais les évolutions sont encore difficiles à percevoir puisque d'après l'Institut National des femmes il n'y a pas eu de suivi réel et mesurable quant à l'impact que ce guide a eu ou pas.

Néanmoins, Carolina Stanley a le mérite d'avoir réalisé un vrai travail de terrain dans lequel toutes les organisations de la société civile, activistes et institutions traitant des questions de genre ont été invitées à participer à son élaboration, à fournir leurs observations, chiffres, remarques et conseils.⁹⁵ Mais, malgré ces efforts conséquents on peut se poser la question de la valeur que ce travail à réellement aux yeux de Stanley et du gouvernement, puisque la Ministre est une figure politique très controversée en Argentine, car elle aurait mené une politique drastique qui aurait mené à couper les aides autorisées par le gouvernement Kirchner aux personnes invalides ou porteuses d'un handicap⁹⁶, alors que son patrimoine aurait augmenté de 345%.⁹⁷ Après ce constat alertant, il est légitime de se poser la question sur la place que tient réellement la diversité sexuelle dans l'agenda politique argentin? L'affirmation de la diversité comme richesse culturelle sans réellement de mesures et d'actions qui vont ensemble ne représenterait-elle pas finalement un écran de fumée pour cacher des mesures néolibérales drastiques à l'encontre de ce qu'est la justice sociale?

La multiculturalité peut être envisagée comme une meilleure option pour créer et des liens de solidarité et rassembler les différentes identités, cette notion controversée viendrait appuyer et maintenir les politiques de diversités. La multiculturalité fait débat partout dans le monde car elle nous pousserait à redéfinir le terme d'identité nationale, redéfinir des valeurs et notre perception de l'Autre. Beaucoup de définitions de la multiculturalité ont été données mais nous avons choisis de présenter celle de Paul May qui découpe le multiculturalisme en trois niveaux distincts « ***Le sociologue*** constate l'hétérogénéité ethnique, culturelle et religieuse qui caractérise nos pays à l'heure de la mondialisation. ***Le philosophe*** pense cette diversité sur le plan des valeurs et tente de

⁹⁵ D'ailleurs la Fédération LGBT Argentine y a participé

⁹⁶ <https://www.elancasti.com.ar/nacionales/2017/6/12/gobierno-nacionali-baja-pensiones-discapacidad-337921.html>

⁹⁷ <https://www.cronista.com/economiapolitica/Declaraciones-juradas-Stanley-es-la-ministra-con-mayor-crecimiento-patrimonial-Pena-el-mas-austero-20170728-0081.html>

l'articuler à une théorie de la société juste. Le politique cherche à offrir des garanties et des droits aux identités particulières, afin notamment de leur éviter d'être marginalisées, puis écrasées par la culture majoritaire. »⁹⁸

En Argentine, les identités ethniques ont fait l'objet de nombreuses discussions, notamment sur l'intégration et l'implication de cet Autre dans la société. Les avis sont très partagés, Guillaume Boccara met en lumière les idées d'un courant de chercheurs néo-marxistes prévenant de l'importance d'étudier le multiculturalisme mais aussi d'anticiper ses effets et ne pas croire à un miracle sociétal : *« le multiculturalisme n'annonce pas la fin du triple processus de domination sociale, d'exploitation économique et d'assujettissement politique auquel sont soumises les populations indiennes depuis les premiers temps des indépendances, ces spécialistes observent que les politiques multiculturelles ne semblent pas non plus sonner le glas de la question nationale et de l'État. S'il s'agit, à n'en point douter, d'un projet en rupture avec les desseins assimilationnistes jusqu'alors dominants, il n'en reste pas moins que le multiculturalisme n'opère pas un lissage mais bien une reconfiguration des relations de pouvoir entre les divers agents collectifs et individuels qui participent à sa conceptualisation et à sa mise en place. Bref, le multiculturalisme dans sa variante néolibérale participe à la structuration d'un nouvel espace social et s'inscrit dans une dynamique sociohistorique de redécoupage des frontières entre État, économie et société et de grande variabilité des usages de la notion de culture et de l'ethnicité. »⁹⁹*

De plus, en adoptant une approche genrée de la multiculturalité on peut voir que l'intégration des femmes n'y est pas non plus un automatisme, et il est nécessaire de le préciser, car derrière des revendications culturelles par exemple de la part des indigènes qui luttent pour un respect de leurs droits et coutumes, les droits spécifiques aux femmes peuvent être gommés par ces revendications. D'ailleurs, Susan Moller Okin dans son article *Is Multiculturalism bad for women ?¹⁰⁰*, arrive à la conclusion que l'écrasante majorité des traditions nuisent aux femmes et que les politiques mises en place pour favoriser la multiculturalité ne prennent pas assez en compte les problèmes qui traversent les groupes visés *« When liberal arguments are made for the rights of groups, then, special care must be taken to look at within-group inequalities. It is especially important to consider inequalities between the sexes, since they are likely to be less public, and less easily discernible. Moreover, policies aiming to respond to the needs and claims of cultural minority groups must take seriously*

⁹⁸ MAY Paul, *Philosophies du multiculturalisme*, Editions Les Presses de Sciences Po, 2016

⁹⁹ BOCCARA Guillaume. « Le gouvernement des « Autres ». Sur le multiculturalisme néolibéral en Amérique Latine », *Actuel Marx*, vol. 50, no. 2, 2011, pp. 191-206.

¹⁰⁰ MOLLER OKIN Susan in J. Cohen, M. Howard y M. Nussbaum (comp), *Is multiculturalism bad for women?* Princeton University Press, Princeton, 1999, pp. 7-26.

the need for adequate representation of less powerful members of such groups. Since attention to the rights of minority cultural groups, if it is to be consistent with the fundamentals of liberalism, must be ultimately aimed at furthering the well-being of the members of these groups, there can be no justification for assuming that the groups' self-proclaimed leaders—invariably mainly composed of their older and their male members—represent the interests of all of the groups' members. Unless women—and, more specifically, young women, since older women often become co-opted into reinforcing gender inequality—are fully represented in negotiations about group rights, their interests may be harmed rather than promoted by the granting of such rights. »¹⁰¹ Ainsi, penser le multiculturalisme dans l'agenda politique argentin est certainement nécessaire mais il demande beaucoup de travail de fond il ne s'agit d'autoriser ou d'accepter n'importe quelle revendication sous réserve qu'elle émane d'un groupe et/ou d'une culture minoritaire, il ne s'agit pas non plus de juger ces revendications d'un point de vue dominant et hégémonique mais de croiser les différents points de vue à l'intérieur et à l'extérieur du groupe et de trouver un moyen de respecter les droits de tous et de toutes. En effet, la vision de Moller peut être considérée comme juste et justifiée mais toutefois il est nécessaire de la nuancer car le multiculturalisme a permis l'intégration de la réflexion ethnique/genre dans la construction d'identité. L'enjeu du multiculturalisme est d'inviter les différents culturels à un dialogue ouvert et coopératif sans qu'une d'entre elles n'est à sacrifier ce sur quoi repose son identité propre.

L'agenda politique argentin actuel favorise davantage la diversité par les mesures qu'il préconise et les positions qu'il défend plutôt que un multiculturalisme en faveur des populations indigènes, des immigrés et des femmes. Lors de nos entretiens nous n'avons pas posé la question de la multiculturalité ou de la diversité néanmoins le collectif La Revuelta ou la Federation LGBT ont abordé naturellement le sujet, mais d'une manière assez distincte. Le collectif la Revuelta particulièrement très impliqué aux côtés des femmes indigènes dans la lutte contre le néolibéralisme et l'accès à une citoyenneté juste et égale, privilégie clairement le multiculturalisme. Un multiculturalisme réfléchi et dans lequel les femmes indigènes peuvent promouvoir leur culture sans mettre de côté leurs droits sexuels et reproductifs, tandis que la Federation LGBT favorise une diversité qui repose sur la représentation de la pluralité sexuelle. Ainsi, leurs priorités n'est pas forcément la même et leurs stratégies de lutte s'en retrouvent affectées.

La Fédération LGBT argentine (FALGBT) apporte une vive critique avec le gouvernement évidemment et joue un rôle capital dans la promotion des identités plurielles, mais elle est considérée comme institutionnalisée et parfois peu militante d'après le collectif la Revuelta. Néanmoins, nous souhaitons rappeler que la FALGBT agit dans un cadre formel, certes elle agit peut-être moins aux

¹⁰¹ MOLLER OKIN Susan in J. Cohen, M. Howard y M. Nussbaum (comp), *Is multiculturalism bad for women?*, Princeton University Press, Princeton, 1999, pp. 7-26.

côtés d'associations de collectifs ou d'organisation, mais elle est à l'initiative de bons nombres de projets de Loi et de projets citoyens dans le but de faire reconnaître cette diversité sexuelle et ce que elle l'implique et n'hésite pas à s'opposer à l'état. De plus, Analía Mas que nous avons interrogé est l'avocate de la FALGBT et a été invitée à participer aux côtés de parlementaires à l'élaboration du projet de Loi qui allait être présenté au Parlement, et grâce à ses efforts la mention 'personne' et non 'femme' a été écrit dans le projet, afin d'inclure les hommes trans, malgré les nombreuses oppositions et les pressions qui ont pesé sur elle. De plus, la FALGBT met à disposition chaque année plusieurs guides faisant part des revendications des personnes LGBT, des travailleur.ses du sexe, des personnes atteintes du VIH, des femmes, des problèmes culturels, des chiffres sur les agressions sexuelles et propose au gouvernement ou aux localités des éléments à incorporer à leur agenda politique. Le militantisme est appréhendé de façon différentes et pourtant il n'y a pas de meilleures solutions, les deux possibilités présentent des avantages et des failles.

2) Les revendications mémorielles : un devoir et une obligation

La création d'une identité passe par le sentiment 'd'appartenance à'. Celui-ci est construit aussi bien aux travers d'expériences individuelles devenues collectives, qu'une action d'un individu inscrite dans le patrimoine national et donc dans les mémoires. L'identité peut être définie de plusieurs manières tant plusieurs facteurs peuvent l'influencer, nous avons choisi la définition de Hogg « *la vision collective d'un groupe d'individus qui s'identifient de la même façon, qui partagent une même définition de ce qu'ils sont, de leurs caractéristiques et de quelle façon ils sont reliés, ou différent d'autres groupes particuliers.* » ¹⁰²

Femenías apporte une critique de l'identité au fil du temps, de la position géographique et de la culture. Ainsi, elle démontre que l'identité est un élément qui fluctue selon les éléments qui vont interférer dessus. Un individu est un croisement de plusieurs identités, une identité d'ordre 'biologique', une identité culturelle et une identité géographique qui est censée créer une cohésion nationale.¹⁰³

La sororité n'est pas possible ou devient difficile à construire si on fait référence aux mémoires et que l'on évoque le patrimoine qui est défini comme : *Ce qui est transmis à une personne, une collectivité, par les ancêtres, les générations précédentes, et qui est considéré comme un héritage commun. Patrimoine archéologique, artistique, culturel, intellectuel, religieux; patrimoine collectif,*

¹⁰² HOGG, M. A., D. ABRAMS, S. OTTEN, and S. HINKLE. "The Social Identity Perspective: Intergroup Relations, Self-Conception, and Small Groups." *Small Group Research*. 35.3 (2004): 246-276

¹⁰³ FEMENIAS, VIDIELLA, *Multiculturalismo y género. aportes de la democracia deliberativa*, Revista Europea de Derechos Fundamentales, 2017

*national, social; patrimoine d'une nation, d'un peuple.*¹⁰⁴ Car cette définition fait référence à des éléments laissés en héritage par des hommes auxquels les femmes ne sont pas intégrées. D'ailleurs le Pape actuel donne une définition de ce qu'est pour lui l'identité: « *J'aime bien parler de la patrie, pas de pays ou de nation. Le pays est en dernière instance un fait géographique et la nation un fait légal, constitutionnel. En revanche, la patrie¹⁰⁵ est ce qui donne l'identité. D'une personne qui aime le lieu où elle vit, on ne dit pas qu'elle est une payiste ou une nationaliste, mais une patriote. Patrie vient de père ; c'est elle comme je l'ai dit qui reçoit la tradition des pères, la poursuit, la fait progresser. La patrie est un héritage des pères dans le présent qui doit être perpétué. C'est pourquoi ceux qui parlent d'une patrie détachée de son héritage, aussi bien que ceux qui veulent la réduire à l'héritage sans lui permettre de croître, font erreur* ». ¹⁰⁶ Bien que très contestable, cette citation est intéressante à étudier car elle démontre combien les femmes et les identités plurielles ne sont pas intégrées dans le discours national et sont donc exclues de la citoyenneté et leurs mémoires invisibilisées. En effet, le Pape utilise un champ lexical univoque dans son discours: patrie, pères, traditions, héritage, tous ces termes font références uniquement aux hommes et les présentent comme les seuls capables de transmettre l'identité. Il devient nécessaire de revendiquer les mémoires dans la création d'une sororité et d'une identité subversive. La revendication est importante à tout mouvement elle exprime un manque nécessaire à combler. La mémoire ou le phénomène mémoriel a aidé à acquérir une estime de soi et interroge notre rapport à l'autre, la place que chacun a dans une société. Malheureusement, la revendication mémorielle est parfois mal perçue car elle est qualifiée de communautariste, mais souhaiter en savoir plus sur soi et les autres afin de pouvoir participer à l'intégration dans un récit national prouve que c'est tout le contraire. De surcroît, après avoir réalisé tous les entretiens avec les collectifs nous nous rendons compte que ce désir de « transmettre » à l'autre des outils pour mieux se défendre et savoir appréhender des situations compliquées est très marqué. Toutes les femmes interrogées nous ont fait part de leur responsabilité 'forcée' à créer des archives et écrire une histoire fidèle¹⁰⁷ aux luttes féministes du passé et du présent.

La subjectivité de l'historiographie pose souvent problème lorsqu'il s'agit de l'histoire coloniale, l'histoire des femmes et des luttes féministes. L'Argentine en passant d'une dictature à une démocratie néolibérale a choisi son histoire nationale en laissant pour compte les minorités, et les marginalisant d'autant plus du récit national. Cependant, la mémoire est un outil indispensable contre les oppressions, la mémoire permet de soulever une fierté et/ou de constater des erreurs à ne pas refaire. Les mémoires permettent de ne pas oublier, elles rendent libres, ne pas oublier permet de

¹⁰⁴ <http://www.cnrtl.fr/definition/patrimoine>

¹⁰⁵ Notons qu'il existe l'expression : Mère Patrie, qui ne fait pas du tout référence à des relations de pouvoirs et de droits mais à un cadre affectif.

¹⁰⁶ *El Jesuita. Conversaciones con el cardenal Jorge Bergoglio* Ediciones B, Buenos Aires, 2010 [1] [archive]

¹⁰⁷ Ruth nous fait part des critiques qui lui ont été faites lors de cette nouvelle écriture de l'histoire qu'elle propose avec son collectif, notamment sur le manque d'objectivité dont les femmes feraient preuve en insérant leur vision de l'histoire dans le récit national.

prévenir, d'identifier les mécanismes d'oppressions et bien sûr de les déconstruire.

Des initiatives locales voient le jour en Argentine, notamment à Santa Fe où un collectif LGBT a décidé de réaliser des archives audiovisuelles principalement pour attirer plus facilement les jeunes générations à les consulter. Le collectif souhaite aussi que les mouvements féministes et LGBT du pays entier commencent à adopter ce mode d'action plus que nécessaire pour créer une cohésion nationale entre tous et toutes et bien sûr donner plus de visibilité aux femmes, aux groupes LGBT et sexodissidents, *“la importancia de recuperar memorias de nuestras compañeras trans. Muchas de ellas ya no están y las estamos recuperando a través de quienes fuimos sus amigas y las recordamos. Antes la prensa amarillista nos daba voz como fetiche sexual, ahora es tiempo de contar nuestra historia. En este proyecto se va a poder conocer los modos de sociabilidad travesti, homosexual, lesbiana con sus particularidades que son también regionales. Además, estas memorias testimonian sobre la violencia estatal pero no se limitan a un relato victimista sino que buscan recuperar espacios de encuentro, festivos, de microresistencias como lo fueron los carnavales, algunos bares, plazas y cabarets durante tantos años”*¹⁰⁸. Le collectif MISER a pour objectif de dédiaboliser les sexualités hors normes et de véhiculer des expériences individuelles et collectives auxquelles d'autres pourront s'identifier.

Lavinia Hall démontre l'importance de développer de nouvelles identités pour contrebalancer les rapports de force, quels qu'ils soient, et remettre en question l'histoire et les mémoires sur lesquelles ceux-ci ont été créés. De plus, pour ce qui est des mouvements féministes, elle insiste sur le fait de construire des liens de solidarité, mais aussi une histoire et donc une identité propre à elles bien distinctes des relations qu'elles ont avec les hommes.¹⁰⁹ Les critiques sont nombreuses puisque ces revendications mémorielles sont pointées du doigt, elles sont accusées d'entretenir une forme de victimisation constante qui mène à une séparation entre « nous » et « eux ». Les revendications mémorielles peuvent être ainsi considérées comme une ressource dans la lutte. La finalité de ces revendications mémorielles n'est pas de redéfinir une mémoire édulcorée ou parfaite en comparaison à l'inexistence d'une mémoire actuelle, mais d'établir des archives d'une mémoire juste ou du moins un peu plus objective que celle-ci et pouvoir agir en conséquence. Nancy Fraser met en évidence les systèmes d'organisations des mouvements sociaux en « *arènes discursives parallèles dans lesquelles les membres des groupes sociaux subordonnés élaborent et diffusent des contre-discours, ce qui leur permet de fournir leur propre interprétation de leurs identités, de leurs intérêts et de leurs besoins* »¹¹⁰. Ce passage propose une alternative à l'émergence d'une nouvelle identité / de nouvelles identités en

¹⁰⁸ Alejandra Ironici, activista trans de MISER (Movimiento por la Integración Sexual, Étnico y Religiosa) <http://latfem.org/un-archivo-por-las-memorias-sexodisidentes-de-santa-fe/>

¹⁰⁹ Hall Lavinia, Charles Heckscher, et Ch. Thdz. « Avant les intérêts: la reconstruction identitaire. Quelques remarques à propos des négociations entre dominants et dominés », *Négociations*, vol. 8, no. 2, 2007, pp. 11-31.

¹¹⁰ FRASER Nancy, « Identity, Exclusion and Critique. A Response to Four Critics », *European Journal of Political Theory*, 2007, p. 323.

situation de domination.

L'affirmation d'une identité en opposition aux normes hégémoniques est très compliquée, cela demande une forte implication et une mobilisation continue. De surcroît, comme nous l'avons expliqué dans le premier chapitre, lorsque les groupes dits dominés souhaitent faire connaître leurs identités et/ou en développent de nouvelles, avec des besoins différents, en opposition à l'identité dominante, doivent s'attendre à des répercussions violentes de la part de ceux faisant partie du groupe dominant ou qui pensent y être assimilé, car ces nouvelles identités sont jugées hors-normes et mettent en péril le système de valeurs et normes sur lequel repose le pouvoir des groupes dominants. Aussi, Fraser remet en question les revendications de reconnaissance identitaire, car d'après elle « *elles tendent à favoriser, au sein d'un groupe, le conformisme, l'intolérance et le maintien de structures patriarcales, sans pour autant considérer ceux qui luttent pour la reconnaissance d'une identité collective comme des dupes : elle invoque un 'équilibre entre indépendance vis-à-vis de, et sympathie pour, les sujets en luttés.'* »¹¹¹ Par contre, elle ne nie pas les protestations existantes mais que les moyens de communication et d'interprétation sont parfois un frein à la poursuite et au maintien de cette protestation.

Malgré, les risques de répercussions violentes agressions physiques, harcèlement ou appel à la violence envers une ou plusieurs personnes comme nous a fait part la Fédération LGBT argentine lors des discussions autour de l'identité de genre, de l'avortement ou de la contraception, un grand nombre d'entre elles dont les noms ont été divulgués dans la presse ont reçu des menaces de mort et des appels au viol sur leur personne. Ces menaces n'ont heureusement jamais été mises en pratiques, néanmoins elles nous éclairent beaucoup sur ce qu'il reste à faire et à travailler. Il est totalement absurde que lorsque on émet une opinion sur son corps, sur la liberté d'affirmer ses choix sexuels que l'ont est à affronter une bataille idéologique perpétuelle qui ne laisse pas place au discours et aux arguments, mais qui reste au contraire dans une vision étriquée de ce que nous sommes réellement. L'émancipation des femmes fait peur mais une mémoire et des références sont une arme non négligeable puisqu'elles nous donneraient un point de repère dans l'histoire et des stratégies d'actions et diversifiées. Écrire les mémoires des luttes féministes est un devoir pour les femmes car toutes ces mémoires effacées ou non relayées ont aidé à ce que l'identité des femmes et des personnes LGBT soit supprimée, et ainsi il a été plus facile de la remplacer par une autre. Des groupes d'individus sans mémoire non d'autres choix que d'assimiler les normes et que on leur présente avant d'entamer un processus de déconstruction de la pensée hégémonique, qui va amener à la construction d'une nouvelle identité dans cette quête de mémoire commune. Femenías dans son travail sur la construction de l'identité et ses différentes notions aborde justement l'identité revendiquée par les mouvements sociaux. Cependant, elle soulève l'impasse dans laquelle se retrouve ces mouvements sociaux en

¹¹¹*Ibid*

revendiquant une identité qui pour eux semble claire, mais qui pour d'autres ne signifiera pas grand-chose à part un concept assez flou.

La mondialisation, dans la facilitation de transmission de connaissances et d'échanges, a permis de penser une identité différente, des identités qui viennent de la marge en opposition aux identités nationales et ou universelles. De ce fait, les mouvements sociaux du monde entier ont pu trouver des points communs dans leur lutte mais aussi affirmer une identité commune qui va de pair avec l'affirmation de droits et de reconnaissance culturelle. Pour autant, n'oublions pas que la mondialisation économique et culturelle a renforcé des identités locales et autonomes du 'centre', qui elles sont des identités figées puisqu'elles font appel à une valorisation de leur culture traditionnelle. Les dérives d'une identité traditionnelle et figée 'hors temps' est la remise en question des mœurs et des valeurs qui sont perçues comme naturelles et surtout comme des éléments à préserver car ce sont elles qui forment l'identité du groupe.

III) Identités et colonialité dans le genre

Des chercheuses universitaires comme Juliana Paredes ou Maria Lugones ont étudié l'empreinte laissée par le colonialisme sur les identités nationales et sexuelles en Amérique Latine. La période coloniale a profondément changé les structures familiales, communautaires et les relations personnelles. Les colons européens ont imposé leur vision du Monde aux colonisés en les assujettissant et en leur imposant une religion et des lois, mais plus encore une histoire et des représentations globales. De plus, les européens ont amené avec leur conception de l'identité d'un individu avec comme marqueurs principaux : l'appartenance à une nation et le genre. Sabine Masson chercheuse suisse pose même la question du genre comme colonisateur de la pensée latino-américaine.¹¹² Elle évoque notamment la perdurance des systèmes d'oppressions (raciales, sexistes, classistes) alors apparues à l'époque coloniale, et qui reposeraient sur le genre, elle démontre des effets concrets dans la législation.¹¹³

¹¹² MASSON Sabine, *Pour une critique féministe décoloniale. Réflexions à partir de mon engagement avec des luttes indigènes*, Lausanne, Éditions Antipodes, 2016

¹¹³ *Ibid*, p.125

1) *Qui sont les femmes ?*

Tout au long de ce travail nous nous sommes efforcées de prendre du recul en ce qui concerne les classes de sexes femmes/hommes. Néanmoins, afin de traiter des questions de hiérarchie et domination entre les genres il nous était impossible de ne parler que d'individu sans évoquer leur sexe/genre. Nous avons aussi exposé le fait que selon les collectifs que nous avons interrogé certains préfèrent revendiquer une identité féministe en tant que femme à part entière, en questionnant le rapport au corps et au pouvoir et d'autres ne souhaitent pas parler de femmes mais de personnes ou d'individu dans l'objectif de pouvoir inclure le maximum de personne qui se reconnaissent pas dans le terme femme, mais qui vivent l'oppression de l'identité civile et sociale d'une femme.

Le féminisme hégémonique est critiqué par les féministes intersectionnelles et les mouvements Queer car il présenterait une vision de la femme trop essentialiste et ne serait pas assez dans un processus de déconstruction de l'identité féminine. En nous appuyant sur les figures féministes françaises Simone de Beauvoir qui affirme « *on ne naît pas femme on le devient* »¹¹⁴ et Monique Wittig qui affirme « *Les lesbiennes ne sont pas des femmes* »¹¹⁵, dans la mesure où la catégorie femme a été créée et qu'elle ne dessert que l'intérêt de la domination hétérosexuelle, les catégories de sexes sont socialement construites. Elle invite d'ailleurs toutes les femmes à s'affranchir de cette domination imposée en devenant 'lesbienne' d'un point de vue politique, elle n'évoque pas ici l'orientation sexuelle. Néanmoins, les lesbiennes sont rejetées de cette identité essentialiste de la Femme car elles sont *autre* chose du fait de leur sexualité et de leur abandon du statut de Mère en s'impliquant dans une union stérile. Delphy dans son ouvrage *Classer, Dominer : Qui sont les Autres ?* Montre combien il est difficile pour les femmes de s'accorder dans une lutte commune du fait de l'orientation sexuelle. Ainsi, elle donne l'exemple de réunion exclusivement pour les femmes mariées au sein de la lutte. Ces réunions ne provoquent aucun émoi mais lorsque les homosexuelles décident d'en faire de même, cette affirmation d'identité perçue comme une revendication de ce que pourrait être la femme provoque tumulte et ressentiment.¹¹⁶ La question de la sororité qui prône les liens entre femmes nous amène à nous demander qui inclure et pour quelles raisons.

Qu'est-ce qu'une femme? L'identité des femmes est fort complexe, d'une part en opposition de manière très binaire aux hommes et ensuite par le statut et le rôle qu'on donne aux femmes et par la subjectivité de chacun.e.

Dans la société les hommes sont et restent des hommes quoiqu'il arrive (nous prenons en compte le problème des masculinités) qu'ils deviennent père, époux, fils, chef d'entreprise. Une femme voit son

¹¹⁴ Simone de Beauvoir, *le deuxième sexe*, Paris, Gallimard, 1949

¹¹⁵ WITTIG Monique, *La pensée straight*, Paris, Balland, 2001

¹¹⁶ DELPHY Christine, *Classer, dominer. Qui sont les « autres » ?*, Flock, La Fabrique éditions, 2008

identité bouger dans le temps car elle n'est plus considérée comme femme avec une identité propre à elle, elle existe au travers d'autres personnes : fils, époux, père. Les femmes sont par conséquent rattachées à des fonctions secondaires. Les femmes restent prisonnières de trois espaces : la maternité, le domaine du privé (sa gestion et son organisation) et enfin dans la représentation (perfection physique).¹¹⁷

Les femmes trans éprouvent beaucoup de difficulté à être acceptées en tant que femme aussi bien par les femmes que par les hommes du fait de cet essentialisation et cette utilisation de la différence physique comme séparation naturelle entre les sexes. Alba Rueda philosophe argentine et membre du collectif Mujeres Trans Argentina évoque cette double exposition à la violence du fait d'être trans et de ne pas la négation de l'identité des personnes trans. *“Hay un dato que tiene que ver con la reducción al biologicismo: son hombres que se pueden defender de otros hombres. Cuando los hombres atacan a pibas trans, se considera como un golpe a otro hombre, desconociendo nuestra identidad”*.¹¹⁸

Dans cette partie ce qui nous intéresse est de prendre en compte quelles conséquences à eu la colonialité sur la division binaire femme/ homme. María Lugones et Marcela Lagarde ont travaillé sur ces questions là et Lagarde apporte cette précision : *“En el mundo patriarcal para las mujeres los elementos comunes de la identidad son borrados. Se hacen invisibles porque se los considera naturales....Por esta consideración, las mujeres constituimos una identidad femenina, en que ser mujer no está en primer lugar como elemento que configura la identidad. Más bien, en este caso, ser mujer se convierte en un hecho natural. Nuestro mundo está hecho de las certezas que nos da el mundo patriarcal y por ello no aceptamos alternativas que no conocemos”*¹¹⁹

Pour Sabine Masson, il est nécessaire de critiquer l'héritage colonial dans une perspective d'émancipation du système patriarcal.¹²⁰ Elle prend l'exemple des féministes chicanas et noires qui depuis une perspective intersectionnelle mettent en lumière la pluralité des identités, les oppressions et refuser l'essentialisation des femmes « sans pour autant abandonner toute perspective d'action collective et de transformation sociale ». ¹²¹ En effet, au-delà des catégories de femme et d'homme, la colonialité a installé une hiérarchie entre femmes : les femmes blanches avec comme subordonnées

¹¹⁷ LAGARDE Marcela, *Identidad y subjetividad femenina*. Memoria, Managua, Edición Fundación Puntos de Encuentro, 1992

¹¹⁸ Alba de Mujeres Trans Argentina <http://economiafeminista.com/el-entramado-de-violencia-social-contra-mujeres-trans-y-travestis/>

¹¹⁹ LAGARDE Marcela, *Identidad y subjetividad femenina*. Memoria, Managua, Edición Fundación Puntos de Encuentro, 1992

¹²⁰ ACEVEDO Katagiri « Sabine Masson: Pour une critique féministe décoloniale », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 36, no. 2, 2017, pp. 127.

¹²¹ MASSON Sabine, *Pour une critique féministe décoloniale. Réflexions à partir de mon engagement avec des luttes indigènes*, Lausanne, Éditions Antipodes, 2016

les femmes non blanches (noires, indigènes). Ensuite, la colonialité a brisé les liens qui existaient dans la communauté et où il n'y avait pas forcément dominant/ dominé entre femmes et hommes : « *Una de las técnicas colonizadoras de destrucción de la comunidad fue tratar al macho noble indígena como una autoridad entre los comuneros y como mediador en la organización de la producción. A la hembra india el colonizador le negó toda autoridad. En la relación comunal, la imposición colonial consistió también en relegar a las hembras a una posición de inferioridad. Los machos indios tenían que pagar tributo con su trabajo para el colonizador y para la iglesia. La hembra tenía que ocuparse de todas las tareas que antes eran tareas complementarias en la comunidad mientras* »¹²² Les rapports ont été profondément changés et déconstruits, les populations latino-américaines à l'époque de la colonisation n'ont plus eu de repère et ont assimilé ce qu'on leur disait être la norme. La catégorie 'femme' et les représentations qui lui sont données ont créés des disparités très ancrées et difficile à détacher de la notion de *Nature* aujourd'hui encore, alors que tout n'est que Culture.

2) Féminisme autonome et communautaire: se libérer de l'oppression?

Le féminisme autonome et communautaire renvoie une image radicale du mouvement féministe, où les hommes sont automatiquement exclus des réflexions, débats et actions. Les regroupements exclusivement féminin pose problème car ils portent atteintes à l'égalité entre les sexes. La notion de victimisation est très reprise par les antiféministes qui voient seulement un désir communautaire et d'exclusion des hommes. Les femmes qui parlent d'un féminisme autonome se réfèrent à un féminisme avec une identité propre, qui n'a pas été entaché par les institutions ou par les ONG qui sont actuellement très critiquées en ce qui concerne les politiques publiques qu'elles soutiennent. Une des grandes remarques faites au féminisme hégémonique est qu'il est justement trop institutionnalisé sans marge de manœuvre de contestation et d'action, car il est vrai lorsque on se trouve dans un cadre donné il est difficile de sortir et par conséquent et ne peut soutenir aussi facilement des causes qui n'ont pas été soutenues au préalable par l'institution ou l'organisation référente. Le féminisme communautaire pose la question d'une identité commune et de droits communs à toutes en opposition aux droits individuels.¹²³

¹²² LUGONES María, Subjetividad esclava, colonialidad de género, marginalidad y opresiones múltiples, en *Pensando los feminismos en Bolivia 2*, La Paz, Creativa, 2012, p.132

¹²³ *Ibid*, p.129

Julieta Paredes chercheuse et militante bolivienne a créé un collectif féministe communautaire qui au-delà de la sororité inclut les hommes dans une lutte contre le néolibéralisme et l'occidentalisme sur les peuples indigènes latino-américains et plus spécifiquement boliviens. Paredes nous invite à penser une sororité non-mixite, mais qui inclut dans ses actions les hommes (de la communauté exclusivement), qui vont agir de leur côté pour se défaire du patriarcat en profitant des réflexions élaborées lors d'ateliers non-mixtes ou mixtes si la parole de chacun et chacune est respectée.

L'approche communautaire apporte une remise en question de plus sur la hiérarchisation des identités puisque elle apporte des savoirs et une réflexion très bien construits avec un argumentaire militant. Le féminisme communautaire vu par Paredes ou Maria Lugones propose une vision radicale de ce que sont les femmes et de ce qu'elles se doivent d'être dans l'espace privée et public. La notion de solidarité ne se discute pas. Les éléments discursifs repris dans toutes les actions en sont la preuve : *« Ya no decimos , soy puta, soy lesbiana, soy argentina, soy boliviana. Pasamos de esa enunciación de las diferencias a la construcción de alianzas prohibidas e indigestas como la que está en la base de este libro. No sólo planteamos entonces mirar la sociedad desde el lugar de la puta, sino también desde ese lugar desatar cambio y transformación. Nos planteamos arrancarle a los lugares de tortura ya no sólo dolor y testimonio, sino desobediencia y osadía de pensar en la felicidad. »*¹²⁴

Lors, des luttes pour les droits sexuels et reproductifs les collectifs féministes en charge des actions et de l'organisation d'ateliers et de réflexions, n'ont pas souhaité que les hommes soient directement impliqués.

Le féminisme autonome est revendiqué par un nombre important de collectifs en Argentine, Bolivie, Pérou et Chili. Des rencontres sont organisées entre ces différents collectifs qui ont établis une charte solidaire et ont défini le féminisme autonome comme *«La autonomía para nosotras es una estrategia política que quiere frenar el proceso de cooptación con el que los estados, los partidos políticos y las instituciones tratan de ahogar los movimientos sociales. Es una forma de pararse frente a ese mundo de una manera insolente y subversiva. Cuestionamos todas las diversas formas de discriminación y de subordinación, también aquellas que intentan instalarse dentro del propio movimiento. A la vez, la autonomía es un proceso permanente de construcción, de transformación, de independización. Es una opción que busca desarrollar el control y poder de las mujeres en nuestras vidas: en todos los contextos sociales, políticos, económicos y culturales en que nos toca vivir, pensar y actuar.»*¹²⁵ Leur objectif est de récupérer l'histoire et la mémoire féministe en étant solidaire entre femmes, en formant un pacte, et en analysant de manière critique le féminisme institutionnel qui ne serait pas assez du

¹²⁴http://www.mujerescreando.org/pag_menu/publicaciones/publicaciones.html

¹²⁵ Las Clorindas. Chile Publicado en Mujeres en Red. El periódico feminista <http://www.mujeresenred.net/spip.php?article303> Las Clorindas. Chile- Feminismo - Feminismo Autónomo - Mujeres en Red N° 1 de Gataclora, su boletín. Junio 2002

côté des femmes. Aussi, d'après leur Charte, les féministes autonomes ne veulent être représentées par un mouvement social qui trouve des solutions par lui-même, en analysant la culture dominante et son impact sur nos vies publiques et privées. De plus, elles rejettent tous financements provenant de l'État ou d'organisations 'patriarcales'. Leur force pour survivre sans financement public ni privée d'ailleurs est de créer plusieurs réseaux de connaissances et d'échanges avec des collectifs latino-américaines qui rejettent eux aussi toutes les institutions dominantes. Enfin, leur principal moyen d'actions (afin de ne pas rester invisible) est d'occuper l'espace public physiquement ou par des moyens contestataires sous forme d'œuvres d'art ou de performances.

Le féminisme autonome et communautaire (qui parfois ne forment qu'un) sont jugés radicaux car leur marginalisation volontaire ferait de ces mouvements sociaux, des mouvements violents et mettraient en péril l'ordre et le bien-être commun. Toutefois, la Charte du féminisme autonome ne prône absolument aucune violence, elle voudrait favoriser un intérêt global pour la lutte contre les discriminations et une action populaire de masse. Le féminisme communautaire ne mène pas d'actions violentes non plus et souhaite le respect d'une culture non-hégémonique mais tout aussi légitime.

Ces deux mouvements féministes reposent sur la force d'une pensée collective et d'une entraide à toute épreuve, aussi ils amènent à réfléchir sur ce qui nous sépare les unes des autres à savoir les normes, nos identités plurielles et tous les éléments que nous avons abordés précédemment. De même que ces féminismes proposent de se libérer d'une oppression systémique qui ruse sans cesse et devient invisible dans nos modes de vie. La résistance des femmes indigènes est un exemple de ces féminismes.

3) La pensée décoloniale comme moyen d'action : contrôler ou coopérer ?

Les stratégies d'actions imposées par le processus de pensée décolonial sont à la fois radicales et nécessaires. Le féminisme décolonial amène à penser à l'imbrication des rapports de pouvoir ¹²⁶

Dans la partie précédente nous abordons le féminisme autonome et le féminisme communautaire, ces deux courants remettent en cause les Organisations Non Gouvernementales (ONG) dans leurs actions sur le continent latino-américains. La principale critique est que sous couvert d'élaborer des politiques et des actions féministes afin de lutter contre les violences faites aux femmes, leur marginalisation du marché du travail ou encore faire de la prévention sur la sexualité, ces ONG ne desserviraient pas la cause des populations visées, et n'écouterait pas les besoins exprimés. En

¹²⁶ <http://www.zones-subversives.com/2017/03/feminisme-decolonial-et-intersectionnalite.html>

effet, Sabine Masson « *Une telle politique de genre comporte un caractère ethnocentrique : elle s'adresse à des sujets qui semblent passifs et sans histoire émancipatrice propre* »¹²⁷. Cette observation est fort intéressante car elle vient appuyer nos propos précédents concernant l'absence d'histoire et donc l'absence de mémoire qui facilite la subordination au groupe dominant qui pense que sa vision est celle qui est juste. De plus, ces ONG ou les institutions qui collaborent avec des organismes de développement vont imposer leur modèle européen/occidental capitaliste. D'ailleurs, prenons l'exemple des femmes Warmi dans le nord argentin à qui l'état et des ONG ont proposé de lancer plusieurs micro entreprises (artisanat, textile) à l'aide de micro crédit.¹²⁸ L'idée était d'émanciper les femmes de l'autorité des hommes en leur donnant des outils économiques. Mais d'un autre côté elles restaient cantonnées dans des rôles bien distincts de celui des hommes et elles étaient maintenant dépendantes d'un système économique, qui leur a donné certes l'autonomie financière mais auquel il fallait rendre des comptes.¹²⁹ Face à ce semblant d'autonomie, les femmes Warmi ont décidé de continuer leur micro entreprise mais ont refusé les conseils des ONG. Elles ont alors mis en place des modalités de gestion d'entreprise sur le modèle de l'économie sociale et solidaire. Toutes les femmes impliquées se devaient d'être solidaire entre elles, et bien sûr il n'existe aucune hiérarchie entre elles. En se détachant des institutions et des organismes elles ont remboursé leur crédit et ont réinvesti tous les profits dans leur communauté : financement d'une école et d'un centre de santé.¹³⁰ Elles avertissent désormais les autres femmes indiennes sur la capacité auto-détermination, elles peuvent développer des activités économiques, sociales et solidaires, mais surtout, qu'elles doivent faire face aux ONG et institutions pour affirmer leurs besoins et désirs dans le respect de leur culture et dire non aux projets néolibéraux de développement « *Elles accusent ces processus de dépolitiser et de 'modifier les contenus et pratiques du mouvement'* .Pour cette raison, le concept même de genre est parfois rejeté par les féministes autonomes latino-américaines, pour qui il peut représenter une manifestation de colonisation des savoirs et des luttes. »¹³¹ Plusieurs autres secteurs comme le tourisme sont critiqués pour entretenir une vision colonialiste et occidentale de ce que 'sont' les femmes indigènes, en Argentine et ailleurs sur le continent.

La coopération avec les institutions et les ONG n'est plus une option viable si leurs intérêts ne peuvent pas être entendus. D'ailleurs dans la lutte pour les droits sexuels et reproductifs il est nécessaire de créer des liens de coopération avec les institutions de la Santé qui laissent les femmes

¹²⁷ ACEVEDO Katagiri « Sabine Masson: *Pour une critique féministe décoloniale* », *Nouvelles Questions Féministes*, . vol. 36, no. 2, 2017, pp. 126-129.

¹²⁸ RENAUD Juliette, « L'impact social des microcrédits : le cas d'une institution de microfinance argentine », *L'Économie politique*, vol. 36, no. 4, 2007, pp. 33-45.

¹²⁹ *Ibid*

¹³⁰ Finance solidaire. Argentine : des Indiennes chefs d'entreprise, <https://www.courrierinternational.com/article/finance-solidaire-argentine-des-indiennes-chefs-dentreprise>

¹³¹ ACEVEDO Katagiri « Sabine Masson: *Pour une critique féministe décoloniale* », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 36, no. 2, 2017, pp. 127.

indigènes. Mais tant qu'un équilibre ne sera pas trouvé, aucune négociation ne pourra avoir lieu.¹³² La pensée décoloniale permet justement d'analyser comment le pouvoir est utilisé par certaines catégories et comment il était utilisé contre celles qui ne sont pas en sa possession. María Lugones dans son essai, *Subjetividad esclava, colonialidad de género, marginalidad y opresiones múltiples*,¹³³ affirme quatre éléments inévitables à prendre en compte selon elle dans la réflexion féministe actuelle latino-américaine.

1. No hay despatriarcalización sin descolonización que no sea racista.
2. No hay descolonización si no se desliga de la introducción colonial de la dicotomía jerárquica hombre-mujer, macho-hembra.
3. El feminismo hegemónico, blanco en todas sus variantes, es eurocéntrico, universalista, racista.
4. La introducción colonial de la dicotomía hombre-mujer, macho-hembra no es solo heterosexual sino heterosexualista, ya que el significado de la heterosexualidad depende de la dicotomía.

Le colonialisme reste très ancré dans notre société et a aidé à cristalliser les identités d'Homme et de Femme. Les femmes vivent une exclusion sociale, culturelle et politique, et c'est pour cela que le féminisme autonome, communautaire et la pensée décoloniale nous aide à penser à de nouveaux systèmes alternatifs, à de nouvelles réflexions qui n'incluent pas seulement les femmes mais toutes les personnes en périphérie de la démocratie. La pensée décoloniale peut être perçue comme radicale car elle refuse toute conception hégémonique néanmoins, elle représente un formidable outil de réflexion pour reprendre le contrôle d'un système juste, équitable et égalitaire.

IV) Des minorités sans nation en quête d'identité

L'identité comme nous l'avons démontré est un processus complexe qui amène à entrecroiser plusieurs critères qui nous définissent, il ne suffit pas de se baser uniquement sur la nationalité, le sexe, l'ethnicité ou la religion. Nous l'avons vu précédemment lorsque la culture hégémonique est trop écrasante et que les cultures subalternes ne peuvent pas s'affirmer il se crée un conflit intérieur et extérieur qui amène à un processus de reconstruction d'une identité propre aux cultures en question avec ce qui semble les définir le mieux. Les cultures subalternes sont souvent reléguées en marge de la citoyenneté et du discours national auxquels elles n'arrivent plus à s'identifier et arrivent ainsi à un

¹³² Le collectif la Revuelta nous a beaucoup parlé des femmes indiennes et les violences d'Etat auxquelles elles doivent faire face.

¹³³ LUGONES María, *Subjetividad esclava, colonialidad de género, marginalidad y opresiones múltiples*, en *Pensando los feminismos en Bolivia 2*, La Paz, Creativa, 2012

point de rupture, sans possibilité de retour en arrière sauf si l'Etat prends c-en compte leurs revendications.

1) *Déconstruire pour construire une nouvelle identité*

Le collectif la Revuelta au travers de ses actions sur les réseaux sociaux et dans les rues, essaie de rassembler un maximum de femmes afin d'élargir leur zone d'action. Ce collectif met fortement en avant leur identité de lesbienne en avant, comme contre-discours à l'hétéronormativité mais aussi pour affirmer une identité nouvelle et déconstruite. Pour ces femmes le plus important est d'amener celles qui sont intéressées par leurs actions à une réflexion profonde de ce qu'est leur identité et ainsi de créer des liens avec elles. De même, les réflexions sur le sexe et le genre ont inévitablement amené à repenser ce qu'étaient les identités figées d'homme et de femme et de percevoir toutes les subtilités qui étaient masquées derrière. Aussi, ce travail de déconstruction de l'identité hégémonique met en avant l'histoire périphérique et ainsi en créant une nouveau discours et une nouvelle réalité. D'ailleurs Masson se pose la question suivante après son travail les luttes des femmes indigènes « *comment déconstruire certaines représentations faussement présentées comme universelles et reconnaître les divisions entre femmes, non pas pour abandonner la lutte, mais en vue de réimaginer des solidarités* ». ¹³⁴ La sororité depuis une perspective militante et politique peut amener à cette déconstruction des représentations hégémoniques qui pèsent sur les femmes et les groupes subalternes.

1.1) *La sororité comme action politique identitaire*

Lors de nos entretiens nous avons posé la question suivante : « ¿Qué piensa de ésta frase?: “En una sociedad que educa para la competencia, la sororidad es una decisión política”, les trois collectifs interrogés ont répondu qu'il était nécessaire de créer des liens de solidarité entre femmes , mais Florencia Freijo s'est montrée la plus enthousiaste à cette idée “ *Si por supuesto, la sororidad es decir: no soy más complice de esta competencia de la que ya hablaba Freud, que teníamos entre mujeres. Y es impresionante, porque culturalmente esa competencia se solidifico mucho, se asento*

¹³⁴ MASSON Sabine, *Pour une critique féministe décoloniale. Réflexions à partir de mon engagement avec des luttes indigènes*, Lausanne, Éditions Antipodes, 2016,p.200

simbólicamente en las relaciones entre madres e hijas, con lo cual romper eso es romper las células de las instituciones familiares. Y la familia heterosexual, como está concebida, es la gran perpetuadora de las desigualdades, porque es una institución y es la institución primaria en donde el ser humano se socializa y por donde construye los roles que le corresponden. O sea tenemos un hermano que después de la comida se va jugar a la play station y una niña que después de la comida va a ayudar a la madre con los platos, mientras tal vez el hermano está haciendo la tarea del colegio. Entonces, me parece que eso ya educa, eso ya forma y que entre madres e hijas haya un pacto de complicidad para romper con el machismo que hay dentro del hogar. Me parecería una revolución hermosa, hermosa!''¹³⁵.

La sororité envisagée comme pacte politique est un acte de résistance nécessaire et comme l'explique Florencia, c'est tout d'abord dire non au système politico-culturel et montrer que nous nous ne sommes plus complices. Ensuite, la sororité ne représente pas une identité unique mais rassemble des identités plurielles. Par conséquent, l'enjeu est de créer une identité composée de plusieurs identités à travers un processus de négociation. La construction de cette identité comme action politique va devenir compliquer à partir du moment où les dynamiques identitaires dans chaque camps vont s'entrechoquer. Chaque partie, les femmes hétérosexuelles, les lesbiennes et les femmes trans ont des identités autonomes l'une de l'autre et présentent chacune des intérêts identifiés et a priori non négociable, pourtant les enjeux et l'identité devra être discuté. Lavina Hall affirme « *Là, les parties sont inscrites dans une relation, historique, d'inégalité, et qui ne peut être rééquilibrée qu'à travers un processus de découverte et le développement de nouvelles identités.* »¹³⁶ Ainsi, en découvrant les identités des autres les intérêts de chacun va émerger et la suite logique va être « de « séparer les individus du problème » et d'inscrire les échanges, le plus tôt possible, sur le terrain des intérêts et des principes objectifs ».¹³⁷

¹³⁵ Entretien avec Florencia Freijo de economía feminista

¹³⁶ HALL Lavinia « Avant les intérêts : la reconstruction identitaire. Quelques remarques à propos des négociations entre dominants et dominés », *Négociations*, vol. 8, no. 2, 2007, pp. 11-31.

¹³⁷ FISHER, Roger, et William URY, *Getting to Yes: negotiating agreement without giving in*. New York: Houghton Mifflin., 1981

1.2) *Se (ré)appropriation des luttes féministes*

Le début de l'année 2018 a été une année charnière dans la lutte pour les droits sexuels et reproductifs et pour les femmes qui se sont mobilisées aux quatre coins du pays. Les femmes de tous les âges ont travaillé ensemble dans un effort de communion et de compréhension de l'autre afin de d'être plus forte ensemble et de faire entendre leurs voix.

Le défi actuel est de maintenir cette cohésion autour de la construction de liens de solidarité solides et lutter contre les discours et violences qui portent atteintes au mouvement. Plus encore, La FALGBT a évoqué le désir de reprendre le contrôle sur leurs luttes et désinstitutionnaliser le féminisme argentin. Les argentines ont déjà fait un grand pas en prenant le contrôle de l'espace public lors des manifestations et des marches pour la dépénalisation de l'avortement. La visibilité apportée au mouvement et aux femmes a été sans précédent. De plus, la réappropriation des luttes est vitale dans la poursuite du mouvement féministe et dans la quête d'identité continue des minorités et représente une modalité d'action directe. Ce processus de (ré) appropriation passe par le devoir de mémoire que nous avons évoqué plus haut, mais aussi par une déconstruction idéologique profonde du système politique dominant et créer un mouvement de la périphérie vers le centre, et nous pensons que le réel enjeu de la sororité réside dans cette démarche, car l'objectif n'est pas de créer un groupe coupé des structures dominantes ni des réalités sociales et économiques, mais plutôt d'agir avec et contre en même temps. D'ailleurs la lutte pour les droits sexuels et reproductifs représente un début de réappropriation du corps des femmes hors du cadre socio-économique, des corps politisés qui vont devenir l'étendard d'un nouveau pouvoir, celui des luttes féministes hors des conceptions morales qui pèsent dessus. L'acceptation du corps tel qu'il est au-delà de ces conceptions et de la vision normative auquel on doit se contraindre sous peine de jugement et d'exclusion revient à une reconstruction identitaire.

La réappropriation des luttes féministes argentine va s'appuyer sur l'action collective et l'impulsion de cohésion entre femmes et collectifs qui a fait vibrer le pays entier, et qui malgré l'issue du vote au Parlement a su donner de l'espoir et asseoir le pouvoir des femmes en politique. La politique n'est que publique, la politique c'est un enjeu quotidien au sein de la famille et des relations personnelles ou l'affirmation des femmes devient capitale. Aussi, la réappropriation des luttes va émerger depuis la réappropriation de la démocratie par les minorités jusqu'alors exclues, et perpétuellement accusées de violences populaires par l'Etat lors de mobilisation collective. De plus, dans le chapitre 1 nous avons évoqué la politique de la Présidente Cristina de Kirchner et l'affirmation selon laquelle l'Argentine n'était pas prête à une véritable révolution des droits sexuels et reproductifs, en déclarant ceci le gouvernement prétend vouloir aller dans le sens des mouvements sociaux féministes en leur demandant de faire un consensus sur leurs revendications et ainsi en jugeant

certaines revendications comme conflictuelles et qui viendraient fragiliser l'équilibre national. Dans son étude du mouvement social féministe chilien Bérengère Marques-Peirera fait analyse la réception des revendications par les autorités et les institutions gouvernementales et constate qu'elles « *ont offert (...) les ressources des héritages institutionnels de la dictature pour bloquer ou retarder la décision d'enjeux aussi significatifs pour l'accès des femmes à une pleine citoyenneté, que l'égalité de genre, le divorce ou l'avortement* »¹³⁸ et évoque la perpétuation d'une démocratie de « basse intensité » par les autorités. Ainsi, les mouvements féministes argentins dans la lutte pour les droits sexuels et reproductifs (ou d'autres luttes) vont devoir faire face à de nombreuses oppositions, mais vont surtout devoir faire preuve de solidarité, et transmettre les informations et les connaissances à d'autres femmes afin de ne plus se laisser déposséder des luttes.

¹³⁸ MARQUES-PEREIRA B., « Le Chili : les femmes et la gauche. Une relation amicale ? », *Revue internationale de politique comparée*, volume 12, n°3, 2005, p. 366.

Conclusion

En conclusion ce travail sur les liens de solidarité entre femmes dans la lutte pour les droits sexuels et reproductifs nous a permis de nous rendre compte des différentes identités qui se croisent et s'entrecoupent, la valeur que l'on accorde à ces identités mais surtout à la nécessité de s'autodéterminer comme un individu à part entière avec ces propres failles et atouts au sein d'un groupe social. Les liens de solidarité ne sont pas facile à créer et à mettre en place, car cela implique de laisser de l'espace à l'autre sur nos actions, intentions et territoires. Néanmoins, dans un monde toujours plus interconnecté et individualiste il est impératif de créer ces liens et surtout ne pas rester centré sur ses acquis et nos propres perceptions comme pensée universelle, mais plutôt d'interroger nos subjectivités.

Nous avons tenté au travers de ce travail d'inviter à une sororité responsable et politique qui va au-delà des notions d'amour et d'amitié entre femmes, mais qui à l'image d'un parti politique viendrait soutenir et porter les luttes féministes. Ce travail n'est pas une apologie d'une politique de l'identité, or il a pour ambition de proposer des repères et casse les clivages qui nous éloignent les unes des autres. Aussi, une modeste façon de répondre aux apories de femmes qui ne savent où se situer. Au début du chapitre 2 nous évoquons l'instrumentalisation du féminisme à des fins commerciales, et qui pour nous ne valorise pas du tout les mouvements féministes, au contraire cela donne une impression d'effet de mode éphémère sans conviction réelle ni de durée de le temps. La subversion des discours et des images fonctionnent très bien à mettre à mal le féminisme. Aujourd'hui au lieu de s'affirmer en tant que féministe, ne vaut-mieux-t-il pas se dire post-féministe ?

Les argentin.e.s ont vécu.e.s un échec, lors du vote négatif au sénat le 8 août dernier concernant la dépénalisation de l'avortement, qui n'en est pas vraiment un, car les mobilisations, les marches, les comités d'entraides ainsi que la prise et l'occupation de l'espace publics par les femmes a démontré de formidables ressources d'organisation et de cohésion. De plus, la bataille la réappropriation des corps et des mémoires n'est qu'à son commencement et les formidables avancées et prises de consciences nous donnent l'espoir d'un futur juste où chacune aura sa place. Bien sûr, rien n'est jamais acquis et il est clair que la lutte vers des droits sexuels et reproductifs en Argentine ne sera pas aisée dans un contexte socio-économique actuel. Les femmes sont déjà les individus les plus touchés par la précarité et une énième crise économique fragilisera le mouvement.

Les entretiens nous ont permis d'avoir une vision plus large des problématiques en jeu sur le territoire argentin dans la lutte pour les droits sexuels et reproductifs. Ces collectifs, nous ne le dirons jamais

assez, réalisent un travail d'une importance colossale en se substituant au rôle que l'état et ses institutions devraient remplir. Les violences auxquelles les femmes font face quotidiennement surtout dans le milieu militant et leur persévérance à continuer la lutte force l'admiration. Il reste beaucoup de chemin à parcourir et les trois collectifs interrogés ont fortement insistés sur la nécessité de créer une cohésion et de faire comprendre aux femmes l'importance de se battre pour des droits sexuels et reproductifs. Florencia nous a alerté sur le fait que toutes les 3heures en Argentine une fille de moins de 14 ans accouche, et que ce n'est pas normal ni sûr pour la santé de la jeune fille de mener une grossesse à terme.

La lutte pour les droits sexuels et reproductifs doit transcender les traditions, les cultures et doivent être respectés légalement et socialement. Il est absurde que des formes de subordination pèsent encore sur les femmes de nos jours, parfois au péril de leurs vies. N'oublions pas ces femmes qui ont lutté pour nos droits, des droits pour lesquels nous oublions la mobilisation et l'engagement qu'ils ont demandés, des droits que l'on nous a gentiment octroyé, mais qui ne nous étaient pas destinés lorsqu'ils ont été pensés. N'oublions pas Sawar Badaoui qui risque la décapitation en public pour s'être érigée contre le gouvernement saoudien, n'oublions pas de faire de l'espace à l'expression des mémoires des voix dissidentes.

Nous voudrions remercier ces femmes, hétérosexuelles, lesbiennes, trans, travesties, non-binaire-queer, pour leur combat, pour l'exemple qu'elles donnent et ce qu'elles réalisent pour toutes les autres. Simone De Beauvoir a dit « *Se vouloir libre, c'est aussi vouloir les autres libres.* »¹³⁹, nous nous ne pensons pas que ce soit tout le temps le cas, mais il est certain que cette phrase veut dire beaucoup pour notre sujet, la Liberté ne s'arrête pas à soi-même et elle nécessite un combat commun. La sororité paraît peut-être une utopie sociale et politique mais les mouvements sociaux féminins/Queer en Argentine ont montré que c'était réalisable. Les femmes ont toujours été rabaissées et reléguées à un rang inférieur à celui des hommes, mais elles refusent de ne plus avoir le pouvoir, ni de se taire, elles ne veulent plus avoir peur, s'excuser ou faire des compromis.

La sororité est aussi un moyen de contestation important et surtout politique, car la sororité est formée d'alliées qui ont longtemps pensées n'être que des ennemies.

¹³⁹ De Beauvoir Simone, *Pour une morale de l'Ambiguïté*, Paris, Gallimard, 2003

Hoy peleamos
Por nuestros sueños
¡Vamos ya, vamos ya, vamos ya, ya, ya!
Nunca más
Habrá silencio
Si queremos libertad.
Hoy peleamos
Por nuestros cuerpos
¡Vamos ya, vamos ya, ya, ya!
Aquí estamos
Cantando juntas
Por el aborto legal.¹⁴⁰

¹⁴⁰ Hymne chanté lors des mobilisations devant le Parlement.

Bibliographie

ACEVEDO Katagiri « Sabine Masson: *Pour une critique féministe décoloniale* », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 36, no. 2, 2017, pp. 126-129.

AMORÓS Celia: *Violencia contra las mujeres y pactos patriarcales*. En Maquieira, Virginia y Cristina Sánchez (comp.) *Violencia y sociedad patriarcal*. Madrid, Pablo Iglesias, 1990.

ANDRO Armelle, et al, « La sexualité des femmes : le plaisir contraint », *Nouvelles Questions Féministes*, vol 29, no. 3, 2010, pp. 4-13.

BOCCARA Guillaume. « Le gouvernement des « Autres ». Sur le multiculturalisme néolibéral en Amérique Latine », *Actuel Marx*, vol. 50, no. 2, 2011, pp. 191-206.

DE BEAUVOIR Simone, *Pour une morale de l'Ambiguïté*, Paris, Gallimard, 2003

DE LAURENTIS Teresa, *Théorie Queer et cultures populaires De Foucault à Cronenberg*, Paris, La Dispute, 2007

DELPHY Christine, *Classer, dominer. Qui sont les « autres » ?*, Flock, La Fabrique éditions, 2008

DEOTTE Martine, « L'effacement des traces, la mère, le politique », *Socio-anthropologie*[En ligne], 12 | 2002, mis en ligne le 15 mai 2004, consulté le 26 août 2018. URL : <http://journals.openedition.org/socio-anthropologie/153> ; DOI : 10.4000/socio-anthropologie.153

FALQUET Jules, Hirata Helena, Kergoat Danièle et al., *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*. Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Académique », 2010, 344 pages. ISBN : 9782724611458. URL : <https://www.cairn.info/le-sexe-de-la-mondialisation--9782724611458.htm>

FALQUET Jules, « Le mouvement féministe en Amérique latine et aux Caraïbes. Défis et espoirs face à la mondialisation néo-libérale », *Actuel Marx* 2007/2 (n° 42), p. 36-47.

FALQUET Jules, « Pour une anatomie des classes de sexe : Nicole-Claude Mathieu ou la conscience des opprimé·e·s », *Cahiers du Genre* 2011/1 (n° 50), p. 193-217. DOI 10.3917/cdge.050.0193

FALQUET Jules, *De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation*, Paris, La Dispute, 2008

FALQUET Jules, « La combinatoire *straight*. Race, classe, sexe et économie politique : analyses matérialistes et décoloniales », *Cahiers du Genre*, 2016/3 (HS n° 4), p. 73-96. DOI: 10.3917/cdge.hs04.0073. URL: <https://www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2016-3-page-73.htm>

FALQUET Jules, « Penser la mondialisation dans une perspective féministe », *Travail, genre et sociétés*, 2011/1 (n° 25), p. 81-98. DOI : 10.3917/tgs.025.0081. URL : <https://www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2011-1-page-81.htm>

- FALQUET Jules, *Pax Neoliberalia*, Paris, Racine de IXE ,2016
- FEMENIAS María Luisa, *Violencia contra las mujeres. La subervsion de los discursos*, Rosario, Prohistoria Ediciones, 2016
- FEMENIAS María Luisa, *Multiculturalismo, identidad y violencia*, Rosario, Prohistoria Ediciones ,2013
- FEMENIAS Maria Luisa, *La construccion politica de las idenditades : un alerta de género*, en *Multiculturalismo, identidad y violencia*, Rosario, Prohistoria Ediciones, 2013
- FEMENIAS, VIDIELLA, *Multiculturalismo y género. aportes de la democracia deliberativa*, Revista Europea de Derechos Fundamentales, 2017
- FERRARESE Estelle, « bell hooks et le politique. La lutte, la souffrance et l'amour », *Cahiers du Genre* 2012/1 (n° 52), p. 219-240. DOI 10.3917/cdge.052.0219
- FRASER Nancy, « Identity, Exclusion and Critique. A Response to Four Critics », *European Journal of Political Theory*, 2007, p. 323
- FRASER Nancy, *Le féminisme en mouvements. Des années 1960 à l'ère néolibérale*, traduction d'Estelle Ferrarese, La Découverte, « Politique & société », 2012, p.299
- FREUD S, Sur la sexualité féminine, trad. D. Berger, J. Laplanche et coll., *La vie sexuelle*, Paris PUF, 139-155,1972
- FISHER, Roger,et William URY, *Getting to Yes: negotiating agreement without gi- ving in*. New York: Houghton Mifflin., 1981
- FOUCAULT Michel, *Histoire de la sexualité*. Vol. 1. Paris, Gallimard,1976
- HABERMAS Jürgen, *Droit et démocratie. Entre faits et normes*,Paris, Gallimard,1997
- HERNÁNDEZ CASTILLO Rosalva Aída, « Dialogues Sud-Sud. Une lecture latino- américaine des féminismes postcoloniaux », *Revue Tiers Monde* 2012/1 (n°209), p. 161-178. DOI 10.3917/rtm.209.0161
- HOOKS bell , *Sisters of the Yam: Black Women and Self-Recovery*, Boston, South End Press, 1993
- HOOKS bell, A Feminist Challenge ? In *Feminist Theory: From Margin to Center*,Boston, South End Press, 1984
- JELIN Elizabeth, *Pan y afectos : la transformación de las familias*, Buenos Aires, Fondo de cultura económica, 1998
- MASSON Sabine, *Pour une critique féministe décoloniale. Réflexions à partir de mon engagement avec des luttes indigènes*, Lausanne, Éditions Antipodes, 2016
- MARQUES-PEREIRA Bérengère, *La citoyenneté politiques des femmes*, Armand Colin, Paris, 2003, p61-62
- MARQUES-PEREIRA Bérengère, *Trajectoires latines sois l'influence des dictatures : une*

- citoyenneté incertaine pour les hommes comme pour les femmes*, in *La citoyenneté politiques des femmes*, Armand Colin, Paris, 2003
- MAY Paul, *Philosophies du multiculturalisme*, Editions Les Presses de Sciences Po, 2016
- MEAD G.H, *The Individual and the Social Self: Unpublished Essays*, Editions by David L. Miller, University of Chicago Press, 1982
- MOLLER OKIN Susan in J. Cohen, M. Howard y M. Nussbaum (comp), *Is multiculturalism bad for women?* Princeton University Press, Princeton, 1999, pp. 7-26.
- LAGARDE Marcela, *Identidad y subjetividad femenina*. Memoria, Managua, Edición Fundación Puntos de Encuentro, 1992
- LAVAUD Jean-Pierre « Mères contre la dictature en Argentine et Bolivie », *Clio. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 21 | 2005, mis en ligne le 23 août 2013, consulté le 12 avril 2018. URL : <http://journals.openedition.org/clio/1450> ; DOI : 10.4000/clio.1450
- LORDON Frédéric, *Capitalisme, désir et servitude*, Paris, La Fabrique éditions, 2010
- LUGONES María, *Hacia un feminismo descolonial, La Manzana de la Discordia* (Colombia: Universidad del Valle) ,2011
- MORALES ALDUNATE Victoria, « Julieta Paredes: feministas para revolucionar la sociedad. - Hommodolars.org », *hommodolars.org*, page consultée le 13 décembre 2017
- QUIJOUX Maxime, *Néolibéralisme et autogestion. L'expérience argentine*, Editions de L'IHEAL, coll. « Travaux et mémoires », 2011, 282 p., ISBN : 9782915310740.
- LUGONES María, Subjetividad esclava, colonialidad de género, marginalidad y opresiones múltiples, en *Pensando los feminismos en Bolivia 2*, La Paz, Creativa, 2012
- PATEMAN Carole, *Democratization and Citizenship in the 1990s: The Legacy of T.H. Marshall*, Oslo, University of Oslo, 1996.
- PÉROTIN-DUMON Anne, « L'émergence du féminin en Amérique Latine et la modernisation de l'État », *Clio. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 8 | 1998, mis en ligne le 03 juin 2005, consulté le 06 mai 2018. URL : <http://journals.openedition.org/clio/324> ; DOI : 10.4000/clio.324
- RENAUD Juliette, « L'impact social des microcrédits : le cas d'une institution de microfinance argentine », *L'Économie politique*, vol. 36, no. 4, 2007, pp. 33-45.
- ROUSSEAU Jean-Jacques, *Du Contrat Social*, Paris, Éditions du Seuil, 1977
- TAKAGI Junko, « Pour une approche sociologique de la « diversité » », *Revue internationale et stratégique*, vol. 73, no. 1, 2009, pp. 109-112.
- VERSCHUUR Christine et DESTREMAU Blandine. « Féminismes décoloniaux, genre et développement. Histoire et récits des mouvements de femmes et des féminismes aux Suds », *Revue Tiers Monde*, vol. 209, no. 1, 2012, pp. 7-18.
- WARNER Michael, *The trouble with normal. Sex, politics, and the ethics of queer life*, Cambridge, Harvard University Press, 1999

Entretiens

Collectif la Revuelta : entretien du 26 février 2018, 4 mai 2018

Economía Feminista :entretien du 1 juin 2018, 18 juillet 2018

Federación LGBT Argentina :entretien 17 mai et 21 juin 2018

Sitographie

Argentina, uno de los países de la región con mayor tasa de suicidios https://www.clarin.com/sociedad/argentina-paises-region-mayor-tasa-suicidios_0_H1hleA2xZ.html

Redlactrans : <http://redlactrans.org.ar/site/paises/argentina/> page consultée entre le 12 novembre 2017

Religion en Libertad <http://www.religionenlibertad.com/como-debe-ayudar-iglesia-los-transexuales-apostolado-expertos-54929.htm>

Gillan Carol et Moller Sarah, Le propre des femme le Monde http://www.lemonde.fr/livres/article/2008/09/04/carol-gilligan-et-susan-moller-okin-le-propre-des-femmes_1091293_3260.html, consultée le 2 aout 2017 51

La ciudad de Buenos Aires tiene la primera Casa Trans del país <http://www.lanacion.com.ar/2038064-la-ciudad-de-buenos-aires-tiene-la-primera-casa-trans-del-pais> , consultée le 15 octobre 2017

The Alien Legacy : The Origins of Sodomy Laws In British Colonialism , un rapport de The Human Rights Watch https://www.hrw.org/sites/default/files/reports/lgbt1208_web.pdf p.6-8 page consultée le 9 aout.

Consejo Nacional de la Mujer Indígena Argentina, "Datos sobre Pueblos Indígenas y Mujeres Indígenas en Argentina" <https://conamiargentina.es.tl/Datos-sobre-Pueblos-Indigenas-y-Mujeres-Indigenas-en-Argentina.htm> , page consultée le 12 novembre 2017

La Cámara de Apelaciones rechazó el habeas corpus pedido por Milagro Sala, La Nación, <http://www.lanacion.com.ar/2078130-la-camara-de-apelaciones-rechazo-el-habeas-corpus-pedido-por-milagro-sala>, 31 octobre 2017, page consultée le 5 janvier 2018

Desarrollo social: Stanley mudará su despacho - Copyright © LA NACION - URL: <https://www.lanacion.com.ar/1848988-desarrollo-social-stanley-mudara-su-despacho>, page consultée le 3 juin 2018

Sororidad, la palabra que plantea una especial forma de apoyo entre las mujeres , <https://www.bbc.com/mundo/noticias-43339307>, 9 mars 2018

Movimiento anti aborto pintó la Alameda de sangre y pidió esterilización masiva de mujeres [movimiento-anti-aborto-pinto-la-alameda-de-sangre-y-pidio-esterilizacion-masiva-de-mujeres/](https://www.bbc.com/mundo/noticias-43339307), page consultée le 26 juillet 2018

Annexes

Annexe 1 :Carta Mundial de las Mujeres para la Humanidad

Versión Final

Aprobada el 10 de diciembre de 2004 en Kigali, Ruanda, durante el 5o. Encuentro internacional de la Marcha Mundial de las Mujeres

Preámbulo

Nosotras, las mujeres, hace mucho tiempo que estamos marchando para denunciar y exigir el fin de la opresión a la que somos sometidas por ser mujeres, para que la dominación, la explotación, el egoísmo y la búsqueda desenfrenada del lucro que traen injusticias, guerras, conquistas y violencias tengan un fin.

De nuestras luchas feministas y las de nuestras antepasadas que bregaron en todos los continentes, nacieron nuevos espacios de libertad para nosotras, nuestras hijas, nuestros hijos, para todas las niñas y los niños que, después de nosotras, caminarán sobre la tierra.

Estamos construyendo un mundo en el que la diversidad sea una ventaja, la individualidad al igual que la colectividad un enriquecimiento, donde fluya un intercambio sin barreras, donde la palabra, los cantos y los sueños florezcan. Este mundo considerará a la persona humana como una de las riquezas más preciosas. Un mundo en el cual reinará, equidad, libertad, solidaridad, justicia y paz. Un mundo que, con nuestra fuerza, somos capaces de crear.

Las mujeres constituimos más de la mitad de la humanidad. Damos la vida, trabajamos, amamos, creamos, militamos, nos distraemos. Nosotras garantizamos actualmente la mayoría de las tareas esenciales para la vida y la continuidad de esta humanidad. Sin embargo, nuestra posición en la sociedad permanece subvaluada.

La Marcha Mundial de las Mujeres de la cual formamos parte, identifica al patriarcado como el sistema de opresión hacia las mujeres y al capitalismo como el sistema de explotación de una inmensa mayoría de mujeres y de hombres por parte de una minoría.

Estos sistemas se fortalecen mutuamente. Se fundamentan y se conjugan con racismo, sexismo, misoginia, xenofobia, homofobia, colonialismo, imperialismo, esclavismo y trabajo forzado. Constituyen la base de los fundamentalismos e integrismos que impiden a las mujeres y a los hombres ser libres. Generan la pobreza, la exclusión, violan los derechos humanos, particularmente los de las mujeres y ponen la humanidad y el planeta en peligro.

¡Rechazamos este mundo!

Proponemos construir otro mundo donde la explotación, la opresión, la intolerancia y las exclusiones no existan más, donde la integridad, la diversidad, los derechos y libertades de todas y todos sean respetados.

Esta Carta se basa en los valores de igualdad, libertad, solidaridad, justicia y paz.

Igualdad

Afirmación 1. Todos los seres humanos y todos los pueblos son iguales, en todos los ámbitos y en todas las sociedades y tienen igual acceso a las riquezas, a la tierra, a un empleo digno, a medios de producción, a vivienda adecuada, a educación de calidad, a formación profesional, a la justicia, a una alimentación sana, nutritiva y suficiente, a servicios de salud física y mental, a la seguridad durante la vejez, a un medioambiente sano, a la propiedad, a cargos de representación política y de toma de decisiones, a la energía, al agua potable, al aire puro, a medios de transporte, a las técnicas, a la información, a los medios de comunicación, al ocio, la cultura, el reposo, la tecnología y la ciencia.

Afirmación 2. No hay condición humana o de vida que justifique la discriminación.

Afirmación 3. No hay costumbre, tradición, religión, ideología o sistema económico o político que pueda justificar el poner a una persona en situación de inferioridad, ni permitir actos que pongan en peligro su dignidad e integridad física y psicológica.

Afirmación 4. Antes de ser cónyuges, compañeras, esposas, madres y trabajadoras, las mujeres somos ciudadanas de pleno derecho.

Afirmación 5. Las tareas no remuneradas, calificadas de femeninas, tareas que aseguran la vida y la continuidad de la sociedad (labores domésticas, cuidado de las niñas y los niños, de los familiares) son actividades económicas que crean riqueza y deben ser valorizadas y compartidas.

Afirmación 6. Los intercambios comerciales entre países son equitativos y no son perjudiciales para el desarrollo de los pueblos.

Afirmación 7. Cada persona tiene acceso a un trabajo de justa remuneración, efectuado en condiciones seguras y salubres que le permite vivir con dignidad.

Libertad

Afirmación 1. Todo ser humano vive libre de todo tipo de violencia. Ningún ser humano pertenece a otro, ni puede ser objeto de esclavitud, ni tener obligación de casarse, ni sufrir trabajos forzados, ni ser objeto de tráfico ni de explotación sexual.

Afirmación 2. Cada persona goza de libertades individuales y colectivas que garantizan su dignidad, en particular: libertad de pensamiento, de conciencia, de creencia, de religión, de expresión, de opinión, de vivir libremente su sexualidad de manera responsable y escoger la persona con la que quiere compartir su vida, de votar, de ser elegida o elegido, de participar en la vida política, de asociación, de reunión, de sindicalizarse, de manifestarse, de elegir su domicilio, su nacionalidad, su estado civil, sus estudios, de escoger su profesión y ejercerla, su manera de desplazarse, de disponer de su persona y de sus bienes, de elegir su idioma de comunicación respetando a la vez las lenguas minoritarias y las decisiones colectivas respecto del idioma de uso y de trabajo, de informarse, de cultivarse, de intercambiar ideas y de tener acceso a las tecnologías de la información.

Afirmación 3. Las libertades se ejercen en un ámbito de tolerancia y de respeto de la opinión ajena, y dentro de parámetros democráticos y participativos. Las libertades conllevan responsabilidades y deberes para con la comunidad.

Afirmación 4. Las mujeres tomamos libremente las decisiones en lo que a nuestro cuerpo, sexualidad y nuestra fecundidad se refiere, y decidimos por nuestras mismas si tener o no hijas o hijos.

Afirmación 5. Sólo en un marco de libertad e igualdad puede ejercerse la democracia.

Solidaridad

Afirmación 1. Se promueve una solidaridad internacional entre las personas y los pueblos exenta de todo tipo de manipulación e influencia.

Afirmación 2. Todos los seres humanos son interdependientes y comparten el deber y la voluntad de vivir juntos, de construir una sociedad generosa, justa e igualitaria, basada en los derechos humanos, exenta de opresión, de exclusiones, de discriminaciones, de intolerancia y de violencias.

Afirmación 3. Los recursos naturales, los bienes y los servicios necesarios para la vida de todas y de todos son públicos y de calidad, y todas las personas tendrán acceso a ellos de manera igualitaria y equitativa.

Afirmación 4. Los pueblos administran los recursos naturales que se encuentran en sus territorios y deben respetar el medioambiente y velar por su preservación y sostenibilidad.

Afirmación 5. La economía de la sociedad está al servicio de aquéllas y aquellos que la componen y se centra en la producción y en los intercambios de las riquezas socialmente útiles, las cuales se distribuyen entre todas y todos, garantizando ante todo el bienestar de la colectividad, eliminando la pobreza y asegurando un equilibrio entre el interés general y los intereses individuales. Es una economía con la cual se asegura la soberanía alimentaria. No permite la búsqueda exclusiva de la ganancia sin satisfacción social ni la acumulación privada de los medios de producción, de las riquezas, del capital, de las tierras; ni la concentración de las tomas de decisión en manos de algunos grupos o de algunas personas.

Afirmación 6. La contribución de cada una y de cada uno a la sociedad está reconocida y se traduce en derechos sociales, sea cual sea la función que ocupen.

Afirmación 7. Las manipulaciones genéticas están controladas. No hay derecho de propiedad sobre el ser vivo ni sobre el genoma humano. Se prohíbe la clonación humana.

Justicia

Afirmación 1. Todas las personas, independientemente de su país de origen, de su nacionalidad y de su lugar de residencia, son consideradas ciudadanas y ciudadanos con plenitud de goce y ejercicio de sus derechos humanos (derechos sociales, económicos, políticos, civiles, culturales, sexuales, reproductivos, medioambientales) de una manera igualitaria, equitativa y verdaderamente democrática.

Afirmación 2. La justicia social está basada en una redistribución equitativa de las riquezas que permite eliminar la pobreza, limitar la riqueza y garantizar la satisfacción de las necesidades esenciales de la vida buscando mejorar el bienestar de todas las personas.

Afirmación 3. Se garantiza la integridad física y moral de todas y todos, se prohíbe la tortura, los tratamientos humillantes y degradantes. Las agresiones sexuales, las violaciones, las mutilaciones genitales femeninas, las violencias específicas contra las mujeres, el tráfico sexual y la trata de los

seres humanos se consideran crímenes contra la persona y contra la humanidad.

Afirmación 4. Se insta un sistema judicial accesible, igualitario, eficaz e independiente.

Afirmación 5: Cada persona goza de la protección social necesaria para garantizarle el acceso a la alimentación, a la atención, a la vivienda salubre, a la educación e información, a la seguridad durante su vejez y tiene acceso a suficientes ingresos para vivir dignamente.

Afirmación 6. Los servicios de salud y los servicios sociales serán públicos, de calidad, accesibles y gratuitos para todos los tratamientos, todas las pandemias y en particular para el VIH.

Paz

Afirmación 1. Todos los seres humanos viven en un mundo de paz. La paz resulta en particular de la igualdad entre los sexos, la igualdad social, económica, política, jurídica y cultural, del respeto de los derechos, la erradicación de la pobreza que garantizan a todas y todos una vida digna, exenta de violencia, donde cada cual dispone de un trabajo y recursos suficientes para alimentarse, tener vivienda, vestirse, instruirse, estar protegido en la vejez, tener acceso a los cuidados necesarios.

Afirmación 2. La tolerancia, el diálogo, el respeto a la diversidad son garantes de paz.

Afirmación 3. Se excluyen todas las formas de dominación, de explotación y de exclusión por parte de una persona sobre otra, de un grupo sobre otro, de una minoría sobre una mayoría, de una mayoría sobre una minoría, de una nación sobre otra.

Afirmación 4. Todos los seres humanos tienen derecho a vivir en un mundo sin guerra y sin conflicto armado, sin ocupación extranjera ni base militar. Nadie tiene derecho sobre la vida o la muerte de las personas o de los pueblos.

Afirmación 5. No hay costumbre, tradición, ideología, sistema económico o político que justifique la violencia.

Afirmación 6. Los conflictos, ya sean armados o no, entre países, comunidades o pueblos se resuelven mediante la negociación, para alcanzar soluciones pacíficas, justas y equitativas tanto a escala nacional, como regional e internacional.

Llamado

Esta Carta Mundial de las Mujeres para la Humanidad hace un llamado a todas las mujeres y a todos los hombres, a todos los pueblos oprimidos del planeta a proclamar individual y colectivamente su poder para transformar el mundo y modificar radicalmente los nexos que los unen para desarrollar relaciones basadas en la igualdad, la paz, la libertad, la solidaridad y la justicia.

Hace un llamado a todos los movimientos sociales y a todas las fuerzas de la sociedad a actuar para que los valores que defendemos en esta Carta sean verdaderamente puestos en práctica y para que las instancias de poder político tomen todas las medidas necesarias para su aplicación.

La Carta invita a la acción para cambiar el mundo. ¡Hay urgencia!

Ningún elemento de esta Carta puede ser interpretado o utilizado para emitir opiniones o llevar a cabo actividades contrarias al espíritu de esta Carta. Los valores que aquí se defienden forman un conjunto y son iguales en importancia, interdependientes e indivisibles; el lugar que ocupan en la Carta es intercambiable.

¿Qué es la Marcha Mundial de las Mujeres?

La Marcha Mundial de las Mujeres es un movimiento compuesto por grupos de mujeres de diferentes orígenes étnicos, culturas, religiones, políticas, clases, edades y orientaciones sexuales. En lugar de separarnos, esta diversidad nos une en una solidaridad más global.

En 2000, como Marcha Mundial de las Mujeres, redactamos una plataforma política que contenía 17 reivindicaciones concretas con el fin de eliminar la pobreza en el mundo, realizar la distribución de las riquezas, erradicar la violencia contra las mujeres y conseguir el respeto a su integridad física y moral. Transmitimos estas reivindicaciones a los responsables del Fondo Monetario Internacional, del Banco Mundial y a las Naciones Unidas, de quienes no hemos recibido respuesta. Se entregaron también a las personas con cargos electos y a las y los dirigentes de nuestros países

Desde entonces continuamos, sin descanso, defendiendo nuestras reivindicaciones. Proponemos alternativas para construir otro mundo. Trabajamos activamente en el seno de los movimientos sociales mundiales y nacionales, a la vez que seguimos profundizando la reflexión sobre el lugar que ocupan y el que deben ocupar las mujeres en la sociedad.

Con esta Carta Mundial de las Mujeres para la Humanidad y las acciones a venir reiteramos que otro mundo es posible, un mundo lleno de esperanza, de vida, un mundo en el cual sea agradable vivir. Declaramos nuestro amor a este otro mundo, a su diversidad y a su belleza.

Annexe 2 : Grille d'entretien

Tema A : Economía
¿Cómo definiría el neoliberalismo de un punto de vista feminista?
¿Piensa que el neoliberalismo y la economía en general tienen un impacto en la lucha de los derechos sexuales y en sus acciones?
¿Qué significa vivir en el mundo actual globalizado para las luchas feministas (vuestras por ejemplo)?
¿Cómo actúan para que las mujeres puedan acceder a un trabajo igual que al de un hombre?
Tema B : Luchas feministas
¿Cómo se puede justificar una jerarquía entre las luchas feministas?
Según su opinión, ¿se podría definir la situación actual en Argentina como una guerra contra el sistema patriarcal?
En sus medidas y acciones, ¿hacen una diferencia entre una mujer trans y una mujer heterosexual, lesbiana, o indígena? ¿Por qué?
Ha notado diferencias entre las medidas del gobierno precedente y el de Macri? ¿Cuáles son las ventajas y los inconvenientes?
Según su opinión, ¿Qué significa la « ciudadanía sexual »? ¿Y cómo se podría definir el acceso a los servicios de salud para una mujer hoy en día?
Tema C : Sororidad
¿Por qué habría una separación profunda (a veces) entre los colectivos o instituciones (trans, lesbiana, hetero) en el país?
¿Cómo explicarla? ¿Y por qué todas las mujeres no son iguales ante la ley (según su origen u orientación sexual)?
¿Cómo crear un pacto de sororidad entre los colectivos e instituciones femeninas o feministas?
Según su opinión, ¿un colectivo/ institución puede llevar a cabo varias acciones (derecho a abortar, acabar con las violencias domésticas y callejeras, derechos para las mujeres trans, derechos para las mujeres indígenas, etc.)? ¿O al contrario especializarse en una acción concreta?
¿Qué piensa de ésta frase?: “En una sociedad que educa para la competencia, la sororidad es una decisión política”
Según su opinión, ¿cuál es el futuro para las luchas feministas?

Annexe 3 : Transcription d'entretien: *Economía feminista*

1) El neoliberalismo, digamos por sí solo, sacando lo que es la perspectiva feminista, es un sistema que reproduce las desigualdades. Lo que pasa es que en general se tiende a pensar que las desigualdades económicas reproducen desigualdades de clase (si usted se posiciona en una perspectiva marxista). Pero las desigualdades económicas, cuando hay desigualdades culturales que generan desigualdad de género, eso también es transversal a las desigualdades de clase. Que quiero decir, que el sistema económico está basado en un sistema de valores y creencias en donde son necesarios ciertos roles para que funcione esta economía que genera desigualdad. Y en esos roles y funciones, las mujeres históricamente fuimos sostenedoras del trabajo productivo, del trabajo del hogar. Porque para que un trabajador esté en la calle necesita que una mujer esté en el hogar sosteniendo a este trabajador que está en la calle; y también porqué las mujeres tenemos el trabajo de la fuerza de la reproducción de los trabajadores, con lo cual, la perspectiva feminista del neoliberalismo es que efectivamente hay una desigualdad de clase y de género, que son trasversales y que generan que el sistema económico funcione como funciona.

2) El neo liberalismo es un sistema cultural además de un sistema económico, es un sistema político, y como los seres humanos viven ese sistema político, sus cuerpos también se vuelven, sus identidades también se vuelven políticas. Porque están dentro de un sistema de elecciones, de opciones o no, pero están dentro de ese sistema. En ese sentido los derechos sexuales y reproductivos, se puede ver que con el avance, digamos la ruptura del feudalismo a la burguesía, tuvo mucho que ver el sistema económico-político y el sistema religioso para generar este sistema de valores, para generar políticas que regulaban los derechos sexuales y reproductivos, con la finalidad de seguir reproduciendo trabajadores, y con esta opción bajar los costos de la mano de obra. Entonces vemos que los estados siempre tuvieron efectivamente injerencia en los derechos sexuales y reproductivos.

3) El mundo actual propone con la llegada de las redes sociales algo maravilloso que es la democratización del conocimiento. Pero no es tan romántico esto que digo, porque es una democratización del conocimiento, que a veces lo tiende a llevar también (obviamente como estamos atravesados por la globalización) a una simplificación de la información. Entonces, hay dos cosas: una es que la sociedad globalizada ha permitido sin duda que muchas mujeres se conecten alrededor

del mundo, lo que es poner de manifiesto que a pesar de sus diferencias culturales, todas comparten la desigualdad de género. La violencia de los estados sobre sus cuerpos, la violencia de los hombres sobre sus vidas. Tal vez no habría que ponerlo en el binomio mujer y hombre sino en el binomio o en el polinomio de los géneros disidentes; porque la comunidad trans, es una comunidad absolutamente afectada por las diferencias. Pero bueno, creo que si, la era de la comunicación ha ayudado mucho al movimiento feminista a que se manifieste, sobretudo porque las mujeres en general, son las usuarias de las redes sociales, en su mayor medida. Por el otro lado, obviamente que la cantidad de información que se maneja es tan grande, que a veces se tiende a simplificar, y se pierden algunas reflexiones o análisis que serían muy enriquecedores hacer y que a veces al feminismo le cuesta mucho: que la revolución de las mujeres, no es que la igualdad sea estar en el mismo lugar que los hombres. En qué lugar quiero estar? Si el hombre también es explotado dentro del sistema económico. Quiero ocupar ese lugar de explotación también? y ser esa mujer gerenta en una posición de poder?, pero que el hombre digamos, tiene esa misma posición de poder y va a la casa y ahí se termina su trabajo. Nosotras para ocupar esos lugares de poder nos sobreexplotamos por que contratamos y terciarizamos el trabajo de otras mujeres y seguimos mientras tanto en esa posición de poder de gerenta pero a costa de la tercerización y muchas veces de la explotación del trabajo de otras mujeres. Osea, no hubo una repartición equitativa de los puestos de trabajo de hombres y mujeres de las tareas, sino que las mujeres estamos con mayor carga mental y física.

4) Voy a responder ahora la que dice: como se puede justificar una jerarquía entre las luchas feministas?

Bueno, no sé si hay una jerarquía entre las luchas feministas. Porque la jerarquía me marca una cuestión vertical y el feminismo, si bien tiene lógicas de poder que detentan al interior de sus grupos, tiene diferentes luchas que toma. Osea, no es lo mismo la lucha de las mujeres kurdas en Turquía, que la lucha de las salvadoreñas para no ir presas cuando abortan casi 30 años. No es lo mismo los temas. Hay temas que son transversales, por ejemplo, el derecho al aborto legal, al acceso al aborto legal, seguro y gratuito, con respecto a otros temas que pueden ser, la legalización o no de la prostitución y que hay divide mucho más. Así que no creo que haya que justificar más bien explicar que el movimiento es heterogéneo, plural y diferente, diverso.

5) Me parece que la lucha feminista contra la violencia y visualizando la violencia económica, siempre es una lucha contra el sistema patriarcal, ahora no es una lucha contra el sistema patriarcal como un todo por qué nos falta muchísimo cuestionarnos las lógicas del neoliberalismo sobre nuestro cuerpo y me parece que la revolución sexual por el feminismo fue entendida de manera distinta, algunas entendieron qué era salir a vender sus cuerpos, que esa era la libertad, entrar en el sistema mercantil y del capital y otras entienden otra visión que es también super radicalizada (...)

todavía nos falta mucha reflexión para que esa construcción sea realmente profunda en términos del neoliberalismo.

6) Lo que yo hablo es de las desigualdades por capas. Que quiere decir esto? Que una mujer indígena sufre mayor desigualdad que una mujer de la ciudad porque tiene una triple discriminación: la discriminación racial, la discriminación de género y la discriminación económica. Es decir, es pobre porque es indígena, es pobre porque es mujer y por ser mujer está más pauperizada por ser indígena y por ser pobre. Digamos es absolutamente refractario una condición de la otra. Después, dentro de la población trans, se tiene que visualizar, por qué son efectivamente las personas que menos tienen acceso al mercado laboral. El 70% de la población trans no puede acceder ni siquiera a una entrevista de trabajo y el 85% se dedica a actividades relacionadas a la prostitución. Con lo cual, que el estado se quede mirando para otro lado cuando tiene un grupo social tan vulnerable, tan vulnerable, no me habla de otra cosa que no sea machismo, machismo político, patriarcal.

7) Hay diferencias desde una perspectiva feminista o de la agenda de temas feministas con respecto al gobierno anterior y a este por qué el movimiento feminista creció mucho y lo que puso en las agendas fue cambiando y fue creciendo. Eso con respecto al feminismo porque efectivamente en el 2015, la primera marcha de *ni una menos* se la hace a Cristina Kirchner en su gobierno. Ahora, hay otras diferencias que nos atraviesan, que son las económicas y si yo tenía antes un gobierno que apostaba a las asignaciones universales por hijo, que es una política con una perspectiva de género impresionante, y antes tenía un gobierno que apostaba a la educación pública, entendiendo que las mujeres somos el 60% del grueso de las universitarias que se reciben. Tenía un gobierno que puso una ley de identidad de género, que generó un programa de educación sexual integral. Si por supuesto que hay una diferencia entre un gobierno y otro con respecto a medidas con perspectiva de género. No eran suficientes pero también eran pioneras alrededor del mundo. Había políticas, hay políticas y leyes que han sido y son, pioneras inclusive de países desarrollados. Tienes una Rusia desarrollada con un porcentaje de población campesina super empobrecida, que a los homosexuales los encarcelan, los reprime y además los tortura. Con lo cual, me parece que Argentina necesita seguir manteniendo esta altura en relación a los derechos humanos.

8) A ver la ciudadanía sexual es básicamente, que la persona como ciudadana, es decir, como sujeto de derechos y obligaciones, que es básicamente la caracterización del ciudadano dentro de un estado de bienestar, pueda vivir su género, la auto-percepción de su género y de su sexualidad en la disidencia, en la diversidad. Que el estado, desde su poder de policía o desde su monopolio de la coacción física, no utilice la penalización que tiene concentrada en su poder sobre la diversidad sexual, bajo ninguna concepción, porque no es delito, pero además es un derecho. Digo, no solo no es delito,

sino que es un derecho. Entonces, tu segunda pregunta es: cómo se podría definir el acceso a los servicios de salud para una mujer? En realidad para una persona diría yo, porque su condición de género puede ser distinta. Básicamente como la libertad y como un derecho, como un derecho que tiene que ser vivido por esa persona. No hay otra definición que no sea esa.

9) Eeh pero creo que lo expliqué más arriba, por qué no es el mismo.. Digo hay transversalidades que son más allá del género, pero no sé si hay una separación profunda entre los colectivos me parece que se ha generado en el movimiento en Argentina una organización impresionante eso se ven en las asambleas y en las marchas si no sería imposible.

10) Yo me preguntaría cómo crear un pacto horizontal entre las personas más que entre las feministas. Me parece que incluso hasta las más feministas estamos construidas en un sistema que es super verticalista y me parece que más allá de eso, ya hay un pacto de sororidad entre nosotras, porque acá en Argentina todo está cambiando culturalmente a ritmos vertiginosos. Por ahí, yo que estoy adentro en el movimiento, no lo puedo ver tan fuerte, lo sufro porque, sufro que nos peleamos entre compañeras, sufro la militancia por que la militancia es poner el cuerpo y hay muchas discusiones, hay muchas separaciones, hay muchas cuestiones verticalistas. Pero, si tu lo ves afuera y yo lo analizo una generación antes, la generación de mis abuelas o de mi mama, la verdad que lo que estamos haciendo es enorme, el sentido de comunión es gigante. Con respecto al aborto legal, seguro y gratuito, acá nos hemos organizado un montón de colectivos disidentes: el colectivo de las mujeres trans, el colectivo de las actrices. Fueron más de 70.000 mujeres, personas, en su condición de mujer, desde abogadas, mujeres de sindicatos de obreras, de trabajadoras, que han presentado su firma, y todas juntas a favor de una causa, sin cuestionar el cómo el dónde, el cuándo y listo, me quedo con eso, me parece que esa es la sororidad y que ese es el pacto.

11) Un colectivo puede llevar a cabo varias acciones y también puede especializarse en temas concretos. Acá tenemos el colectivo de la campaña nacional por el aborto legal, seguro y gratuito, es un pedido concreto. Son 13 años de campaña y de lucha de un grupo de mujeres que la lucha que tenemos hoy se la debemos a ellas. También tenemos el colectivo *ni una menos* que un día hace una marcha como un duelo colectivo y otro día hace una marcha contra el ajuste de la FMI.

12) En una sociedad que educa para la competencia, la sororidad es una decisión política. Si por supuesto, la sororidad es decir: no soy mas complice de esta competencia de la que ya hablaba Freud, que teníamos entre mujeres. Y es impresionante, porque culturalmente esa competencia se solidifico mucho, se asento simbólicamente en las relaciones entre madres e hijas, con lo cual romper eso es romper las células de las instituciones familiares. Y la familia heterosexual, como está concebida, es

la gran perpetuadora de las desigualdades, porque es una institución y es la institución primaria en donde el ser humano se socializa y por donde construye los roles que le corresponden. Osea tenemos un hermano que después de la comida se va jugar a la play station y una niña que después de la comida va a ayudar a la madre con los platos, mientras tal vez el hermano está haciendo la tarea del colegio. Entonces, me parece que eso ya educa, eso ya forma y que entre madres e hijas haya un pacto de complicidad para romper con el machismo que hay dentro del hogar. Me parecería una revolución hermosa, hermosa !

13) El futuro de las luchas feministas argentinas. Mira, en Islandia que es el país más igualitario en términos económicos y sociales, que se pueden medir, se estima que la brecha de género va a terminarse de 100 a 200 años ... parece un montón, pero si te pones a pensar 100 años son dos generaciones. Con lo cual, el futuro de las luchas feministas que está tan organizado acá, es seguir transmitiendo de generacion en generacion, llevar la lucha a lo cultural. Y allí lo vemos con las pibas que tenemos tan jóvenes, con 17 años, que son las que llenan las plazas cada vez que hacemos una manifestación. Son ellas las que hacen el oficio, las que ponen las consignas. Es el mejor futuro que podemos desearle a nuestras luchas feministas. A sí que me quedo también con eso.

Annexe 4 : WORLD ASSOCIATION FOR SEXUAL HEALTH

DECLARACION DE LOS DERECHOS SEXUALES

Reconociendo que los derechos sexuales son esenciales para el logro de los estándares más altos de salud sexual, la Asociación Mundial para Salud Sexual:

DECLARA que los derechos sexuales se fundamentan en los derechos humanos universales que ya estén reconocidos en los instrumentos internacionales y regionales sobre derechos humanos, en constituciones y leyes nacionales, en principios y estándares de derechos humanos, así como en el conocimiento científico relacionado con la sexualidad humana y la salud sexual.

REAFIRMA que la sexualidad es un aspecto central del ser humano presente a lo largo de su vida y abarca el sexo, las identidades y los papeles de género, la orientación sexual, el erotismo, el placer, la intimidad y la reproducción. La sexualidad se vive y se expresa en pensamientos, fantasías, deseos, creencias, actitudes, valores, comportamientos, prácticas, roles y en relaciones interpersonales. Si bien la sexualidad puede incluir todas estas dimensiones, no todas ellas se viven o expresan siempre. La sexualidad está influenciada por la interacción de factores biológicos, psicológicos, sociales, económicos, políticos, culturales, legales, históricos, religiosos y espirituales.

RECONOCE que la sexualidad es una fuente de placer y bienestar y contribuye a la realización personal y a la satisfacción general.

REAFIRMA que la salud sexual es un estado de bienestar físico, emocional, mental y social relacionado con la sexualidad y no solamente la ausencia de enfermedad, disfunción o incapacidad. La salud sexual requiere de un enfoque positivo y respetuoso de la sexualidad y las relaciones sexuales, así como de la posibilidad de tener experiencias sexuales placenteras y seguras, libres de coerción, discriminación y violencia.

REAFIRMA que la salud sexual no puede ser definida, entendida o practicada sin una amplia comprensión de la sexualidad.

REAFIRMA que para que la salud sexual se logre y mantenga, los derechos sexuales de todas las personas deben ser respetados, protegidos y ejercidos a plenitud.

RECONOCE que los derechos sexuales se basan en la libertad, dignidad e igualdad inherentes a todos los seres humanos e incluyen un compromiso referente a la protección del daño.

DECLARA que la igualdad y la no-discriminación son fundamento para la protección y promoción de todos los derechos humanos, e incluye la prohibición de toda distinción, exclusión o restricción por motivos de raza, etnicidad, color, sexo, idioma, religión, opinión política o de cualquier otra índole, origen nacional o social, posición económica, nacimiento o cualquier otra condición, incluida la discapacidad, edad, nacionalidad, estado civil y familiar, orientación sexual e identidad de género, estado de salud, lugar de residencia, situación social y económica.

RECONOCE que las orientaciones sexuales, las identidades de género y expresiones de género y las diversidades corporales de las personas requieren de la protección de los derechos humanos.

RECONOCE que todos los tipos de violencia, acoso, discriminación, exclusión y estigmatización son violaciones de los derechos humanos, y afectan al bienestar de los individuos, las familias y las comunidades.

AFIRMA que las obligaciones de respetar proteger y hacer cumplir los derechos humanos son aplicables a todos los derechos y libertades sexuales.

AFIRMA que los derechos sexuales protegen los derechos de todas las personas para ejercer y expresar su sexualidad, además de disfrutar de la salud sexual, teniendo debidamente en cuenta los derechos de los demás.

P WAS - 2 WORLD ASSOCIATION FOR SEXUAL HEALTH LOS DERECHOS SEXUALES SON DERECHOS HUMANOS RELACIONADOS CON LA SEXUALIDAD El derecho a la igualdad y a la no discriminación Toda persona tiene derecho a disfrutar de los derechos sexuales de esta declaración sin distinción alguna de raza, etnicidad, color, sexo, idioma, religión, opinión política o de cualquier otra índole, origen nacional o social, lugar de residencia, posición económica, nacimiento, discapacidad, edad,

nacionalidad, estado civil y familiar, orientación sexual, identidad y expresión de género, estado de salud, situación social y económica o cualquier otra condición.

El derecho a la vida, libertad y seguridad de la persona

Toda persona tiene derecho a la vida, la libertad y la seguridad, estos derechos no pueden ser amenazados, limitados o retirados de forma arbitraria por razones relacionadas con la sexualidad. Estas razones incluyen: orientación sexual, comportamientos y prácticas sexuales consensuales, identidad y expresión de género, o por acceder o proveer servicios relacionados con la salud sexual y reproductiva.

El derecho a la autonomía e integridad del cuerpo

Toda persona tiene el derecho de controlar y decidir libremente sobre asuntos relacionados con su cuerpo y su sexualidad. Esto incluye la elección de comportamientos, prácticas, parejas y relaciones interpersonales con el debido respeto a los derechos de los demás. La toma de decisiones libres e informadas requiere de consentimiento libre e informado previo a cualquier prueba, intervención, terapia, cirugía o investigación relacionada con la sexualidad.

El derecho a una vida libre de tortura, trato o pena crueles, inhumanos o degradantes

Nadie será sometido a torturas, tratos o penas degradantes, crueles e inhumanos relacionados con la sexualidad, incluyendo: prácticas tradicionales dañinas; la esterilización forzada, la anticoncepción o aborto forzados; y otras formas de tortura, tratos crueles, inhumanos o degradantes cometidos por motivos relacionados con el sexo, género, orientación sexual, identidad y expresión de género y la diversidad corporal de la persona.

El derecho a una vida libre de todas las formas de violencia y de coerción

Toda persona tiene derecho a una vida libre de violencia y coerción relacionada con la sexualidad, esto incluye: la violación, el abuso sexual, el acoso sexual, el bullying, la explotación sexual y la esclavitud, la trata con fines de explotación sexual, las pruebas de virginidad, y la violencia cometida por razón de prácticas sexuales, de orientación sexual, de identidad, de expresión de género y de diversidad corporal reales o percibidas.

El derecho a la privacidad

Toda persona tiene derecho a la privacidad, relacionada con la sexualidad, la vida sexual, y las elecciones con respecto a su propio cuerpo, las relaciones sexuales consensuales y prácticas sin interferencia ni intrusión arbitrarias. Esto incluye el derecho a controlar la divulgación a otras personas de la información personal relacionada con la sexualidad.

El derecho al grado máximo alcanzable de salud, incluyendo la salud sexual que comprende experiencias sexuales placenteras, satisfactorias y seguras

Toda persona tiene el derecho de obtener el grado máximo alcanzable de salud y bienestar en relación con su sexualidad, que incluye experiencias sexuales placenteras, satisfactorias y seguras. Esto requiere de servicios de atención a la salud sexual de calidad, disponibles, accesibles y aceptables, así como el acceso a los condicionantes que influyen y determinan la salud, incluyendo la salud sexual.

El derecho a gozar de los adelantos científicos y de los beneficios que de ellos resulten Toda persona tiene el derecho a disfrutar de los beneficios del progreso científico y de sus aplicaciones en relación con la sexualidad y la salud sexual.

El derecho a la información

Toda persona debe tener acceso a información precisa y comprensible relacionada con la sexualidad, la salud sexual y los derechos sexuales a través de diferentes recursos o fuentes. Tal información no debe ser censurada o retenida arbitrariamente ni manipulada intencionalmente

WORLD ASSOCIATION FOR SEXUAL HEALTH

DECLARACION DE LOS DERECHOS SEXUALES

El derecho a la educación y el derecho a la educación integral de la sexualidad

Toda persona tiene derecho a la educación y a una educación integral de la sexualidad. La educación integral de la sexualidad debe ser apropiada a la edad, científicamente correcta, culturalmente competente y basada en los derechos humanos, la igualdad de género y con un enfoque positivo de la sexualidad y el placer.

El derecho a contraer, formar o disolver el matrimonio y otras formas similares de relaciones basadas en la equidad y el pleno y libre consentimiento

Toda persona tiene el derecho a elegir casarse o no casarse y a, con libre y pleno consentimiento, contraer matrimonio, mantener una relación de pareja o tener relaciones similares. Todas las personas tienen los mismos derechos en cuanto a contraer matrimonio, durante el matrimonio y en caso de disolución de las relaciones, sin discriminación ni exclusión de cualquier tipo. Este derecho incluye la igualdad de acceso a la asistencia social y otros beneficios, independientemente de la forma de dicha relación.

El derecho a decidir tener hijos, el número y espaciamiento de los mismos, y a tener acceso a la información y los medios para lograrlo

Toda persona tiene el derecho de decidir tener o no hijos y el número y espaciamiento de los mismos. Para ejercer este derecho se requiere acceder a las condiciones que influyen y determinan la salud y el bienestar, incluyendo los servicios de salud sexual y reproductiva relacionados con el embarazo, la anticoncepción, la fecundidad, la interrupción del embarazo y la adopción.

El derecho a la libertad de pensamiento, opinión y expresión

Toda persona tiene el derecho a la libertad de pensamiento, opinión y expresión sobre la sexualidad y tiene el derecho a expresar su propia sexualidad a través de, por ejemplo, su apariencia, comunicación y comportamiento con el debido respeto al derecho de los demás.

El derecho a la libre asociación y reunión pacíficas. Toda persona tiene el derecho a organizarse pacíficamente, a asociarse, reunirse, protestar y a defender sus ideas con respecto a la sexualidad, salud sexual y derechos sexuales.

El derecho a participar en la vida pública y política.

Toda persona tiene el derecho a un ambiente que permita la participación activa, libre y significativa y que contribuya a aspectos civiles, económicos, sociales, culturales, políticos y otros de la vida humana, a niveles locales, nacionales, regionales e internacionales. Especialmente, todas las personas tienen el derecho a participar en el desarrollo y la implementación de políticas que determinen su bienestar, incluyendo su sexualidad y salud sexual.

El derecho al acceso a la justicia y a la retribución y la indemnización.

Toda persona tiene el derecho de acceso a la justicia, a la retribución y a la indemnización por violaciones a sus derechos sexuales. Esto requiere medidas efectivas, adecuadas, accesibles y apropiadas de tipo educativo, legislativo y judicial entre otras. La indemnización incluye el resarcimiento a través de la restitución, compensación, rehabilitación, satisfacción y la garantía de que no se repetirá el acto agravante.

La Asociación Mundial para la Salud Sexual (WAS) es una organización internacional multidisciplinaria que incluye a sociedades científicas, organizaciones no gubernamentales y profesionales en el campo de la sexualidad humana, que promueve la salud sexual a lo largo de toda la vida, y a través del mundo mediante el desarrollo, la promoción y el apoyo de la sexología y los derechos sexuales para todos. La WAS ha logrado todo esto mediante iniciativas de promoción y defensa y formación de redes; facilitando el intercambio de información, ideas y experiencias y mejorando la investigación sobre sexualidad, educación sexual y sexología clínica fundamentada en la ciencia, con un método multidisciplinario. La Declaración de los Derechos Sexuales de WAS fue originalmente proclamada en el 13er Congreso Mundial de Sexología en Valencia, España en 1997, posteriormente, en 1999, una revisión fue aprobada en Hong Kong por la Asamblea General de WAS y luego reafirmada en la Declaración de WAS: "Salud Sexual para el Milenio" (2008). La presente revisión de la declaración fue aprobada por el Consejo Consultivo de WAS en marzo de 2014.